

USA-FRANCE NOTRE ÉTRANGE DÉFAITE ÉCONOMIQUE

CAUSEUR.fr

CAUSEUR

NOTRE-DAME DES TOURISTES

« Nous la
rebâtirons
plus belle
encore d'ici
cinq années »

HIDALGO
LE CAUCHEMAR
SANS FIN

ISSN 1966-6055
Belg : 6,60 € - Lux : 6,60 € - Suisse : 10,60 CHF - Canada : 12,50 CAD - Maroc : 66 MAD - Dom surface : 6,60 €

L 19516 - 68 - F: 5,90 € - RD



www.causeur.fr – Surtout si vous n'êtes pas d'accord – mensuel n° 68 – mai 2019

Partez à la découverte d'Israël et de la Cisjordanie à travers des rencontres exceptionnelles et un riche programme de conférences. Dialoguer avec les génies de la start-up nation à Tel-Aviv, comprendre le conflit religieux à Jérusalem, découvrir les implantations juives en Cisjordanie... Un circuit guidé de six jours avec les meilleurs spécialistes de la région. Une expérience inoubliable au cœur d'une réalité fascinante.

Voyage d'exception en .. ISRAËL

Entre culture et géopolitique

DU 10 AU 15 NOVEMBRE 2019 VOL AU DÉPART DE PARIS

Hébergement
★★★★luxue

À partir de
3450 €
/ par pers.

Limité à 20 places



Élisabeth Lévy
Causeur

Directrice de la rédaction



Gil Mihaely
Causeur

Directeur de la publication

Élisabeth Lévy et Gil Mihaely vous retrouveront au cours du séjour. Fins connaisseurs de la région, ils apporteront leur éclairage sur les enjeux géopolitiques et sur les implications du conflit israélo-palestinien en France.

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATION

Connectez-vous sur www.bs-touring.com/voyage-dexception-en-israel-entre-culture-et-geopolitique

Par email: deborah@bs-touring.com

Appelez au 01 83 80 16 21 (du dimanche au jeudi, de 10h à 18h)

Mentions légales: L'inscription au voyage est effectuée dans les conditions suivantes: le transport aérien Paris-Tel Aviv-Paris aux dates du voyage, les transferts en autocar, ainsi que les repas, visites et activités mentionnés au programme, avec guide francophone. Le participant bénéficiera aussi des garanties suivantes: assurance assistance rapatriement, bagages et interruption de séjour. Conditions d'annulation: l'annulation est gratuite jusqu'à 1 mois avant le début du séjour, après quoi un prélèvement de 25 % du séjour sera effectué. Les conférenciers seront présents sauf cas de force majeure.



MES HEURES LES PLUS SOMBRES

J'avais préféré effacer cet épisode encombrant de ma mémoire. C'est dire si je n'en suis pas fière. C'est l'amie Eugénie Bastié qui, fine mouche, en a détéré la trace dans un de ces vieux livres qu'elle affectionne. Le 13 avril, elle m'envoie un message goguenard, document à l'appui : « *Tu étais sur une liste européenne avec Loiseau ?* » N'ayant aucun souvenir de cette liste sur laquelle le document joint m'apprend pourtant que je figurais en position 72, je commence par répondre « *non* ». Puis, « *ça me dit quelque chose* ». L'affaire me sort de l'esprit. Ça doit être le déni. En attendant, ça ne me rajeunit pas, mais je me félicite d'avoir grandi dans un monde où Twitter et Facebook n'existaient pas.

Dix jours plus tard, les échos assourdis de l'affaire Loiseau me parviennent à Belgrade où je me trouve pour le vingtième anniversaire du bombardement de l'OTAN sur la Radio-Télévision de Serbie – applaudi à l'époque par des journalistes du monde entier en dépit des 16 victimes. Les fouilleurs de poubelles de Mediapart ont encore frappé, pensé-je. Ce qui ne m'empêche pas de ricaner intérieurement et peu charitablement : voir ressurgir sa jeunesse droitarde quand votre seul projet politique consiste à terrasser l'extrême droite, il n'y a pas mort d'homme, mais c'est ballot. Je me dis aussi que, si Nathalie Loiseau avait été à l'UNEF, tout le monde trouverait cela charmant. C'est alors que me revient le message d'Eugénie. Saprستي, si ça se trouve, c'est sur cette liste de fachos que j'étais, moi aussi.

Je pense alors en me marrant que, si c'est le cas, il y en a qui vont se prendre le savon du siècle. Comment, Lévy a un passé d'extrême droite et on a laissé passer ça ? Ce n'est pas le genre de la maison Plenel. Finalement, un confrère de *Valeurs actuelles* m'apprend que ce n'était pas la bonne liste. Au risque de décevoir mes ennemis et certains de mes amis, je n'ai jamais fricoté avec l'extrême droite, j'étais plutôt du genre antifa mou du genou. Pour le bien et contre le mal. Pas de quoi se vanter.

Pourtant, moi aussi j'ai une connerie de jeunesse à me reprocher, un secret plus honteux encore que celui de la tête de liste LREM. Non seulement j'avoue, mais je fais ici mon autocritique publique : j'ai été européiste. Pendant mes études à Sciences-Po, à l'époque où Nathalie Loiseau se présentait aux élections internes sur une liste proche du GUD, j'ai appartenu à une association d'étudiants européens, EGEE, dont le fondateur Frank Biancheri, aujourd'hui décédé, a largement contribué, paraît-il, à créer Erasmus. Notre plus grand titre de gloire est d'avoir organisé, à Amsterdam, un colloque « Pour une défense européenne », qui fut, dans mon souvenir, assez festif. Heureusement, notre appel (à la création d'une armée européenne) est resté lettre morte. Il faut croire que j'ai longtemps persisté dans l'erreur puisque, quelques années plus tard, en 1989, j'ai accepté de figurer sur la liste « Initiative pour une démocratie européenne » de Biancheri, pour l'élection au Parlement de Strasbourg, sur laquelle se trouvait également l'infortunée Loiseau. Qu'on se rassure, nos réalisations en termes de démocratie européenne n'ont guère été plus probantes.

Votre servante n'occupant aucune fonction élective ou institutionnelle, on voit mal pourquoi sa jeunesse intéresserait qui que ce soit. Encore qu'on ne sait pas jusqu'où peut aller la sollicitude de certains confrères quand il s'agit de traquer les mauvaises pensées passées, présentes et futures. Si j'avais vraiment, comme je l'ai cru un instant, figuré sur la liste qui vaut ses ennuis à Nathalie Loiseau, on aurait sans doute eu droit à une micro-affaire Lévy. On n'imagine pas en revanche un journal annonçant en manchette : « Lévy rattrapée par son passé : elle était européiste et de gauche ». Autant publier un article sur un train qui arrive à l'heure. Je pensais bien, c'est-à-dire que je ne pensais pas. Rétrospectivement, l'engagement de Nathalie Loiseau me semblerait plus estimable, en tout cas plus courageux, si elle osait l'assumer, au lieu de se confondre en excuses embarrassées. Seulement, depuis, elle est devenue convenable. Quant à moi, je regrette amèrement d'avoir attendu si longtemps pour mal tourner. •



REACnROLL

**LA WEB TV DES
« MÉCONTEMPORAINS »**

Un nouveau site web tout en vidéo, garanti sans chiens de garde
et sans pitié pour les mutins de Panurge

Chaque jour des chroniques décapantes et des débats débridés
avec la jeune garde des éditorialistes indociles :

**Eugénie BASTIÉ, Mathieu BOCK-CÔTÉ,
Alexandre DEVECCHIO, Barbara LEFEBVRE ...**

Mais aussi leurs aînés décomplexés et inclassables :

**Régis de CASTELNAU, Alain FINKIELKRAUT,
Marcel GAUCHET, Elisabeth LÉVY, Pierre MANENT,
François SUREAU, Marin de VIRY, Eric ZEMMOUR...**

Rendez-vous sur RNR.TV pour découvrir nos contenus gratuitement
pendant un mois



RNR.TV

POURQUOI Y A-T-IL REACnROLL PLUTÔT QUE RIEN ?

C'était un mot destiné à abattre. Rejeton – illégitime par nature – du plouc et du facho, le réac était, dans l'esprit des prêcheurs qui le dénonçaient à longueur d'éditos, le Gaulois réfractaire au devenir-progressiste du monde, l'empêcheur de s'ébahir en rond d'avoir une si belle âme. Un infréquentable qu'il fallait vouer à la mort sociale.

Cette entreprise d'épuration morale, ou prétendument telle, a échoué. Non seulement la litanie des procès staliniens et autres listes noires n'a pas permis d'éliminer les dissidents, mais elle a fait d'eux des emblèmes de la liberté de pensée auprès d'un vaste public qui ne partage pas forcément leurs idées, d'autant qu'eux-mêmes sont loin d'être d'accord entre eux, mais qui en a marre qu'on lui dise ce qu'il faut penser et qui il a le droit d'écouter. En dépit de cette obsession de censure, ou peut-être grâce à elle, « réac » est devenu un nom de famille qu'on arbore avec ironie, le signe de ralliement d'une tribu baroque où l'on aime s'engueuler et réfléchir en s'amusant, car on y refuse avec la dernière énergie d'être englué dans l'esprit de sérieux du temps. Le regretté Jean Baudrillard l'avait compris par avance, lui qui, dans un texte célèbre, se demandait : *« Pourquoi tout ce qui est moral, conforme et conformiste, et qui était traditionnellement à droite, est-il passé à gauche ? »*

Relookée en « camp progressiste », la « gauche sociétale » d'hier (qui était la « gauche morale » d'avant-hier) est devenue le bras armé du combat festivist. Ce n'est plus du capitalisme, mais du passé humain dans son ensemble qu'elle veut faire table

rase, toute fière qu'elle est de contribuer à l'édification d'un nouvel homme délivré de l'antique division des sexes et des nations.

Les « réacs » peuvent être, selon l'ancienne terminologie, de droite, de gauche, et même du centre, libéraux ou jacobins, adeptes du nucléaire ou décroissants, partisans de la famille à l'ancienne ou pratiquants de la recomposée. Lecteurs de Finkielkraut, de Houellebecq et de Muray, ils n'ont en commun « que » leur amour des œuvres du passé et leur conviction, pour les plus jeunes et/ou les moins désespérés, que quelque chose du vieux monde doit être sauvé. Ce qui ne les empêche pas de jouir des bienfaits du nouveau.

On nous serine que les « réacs » ont gagné la guerre idéologique et que ce sont eux qui, désormais, définissent le politiquement correct. Quand une représentation d'Eschyle est interdite à la Sorbonne, que la réception d'Alain Finkielkraut à Sciences-Po doit se faire sous haute surveillance, que les lubies diversitaires les plus dingues ont droit de cité à l'Université et que l'écriture inclusive s'impose à Normale Sup, on se dit que le combat est loin d'être gagné.

Voilà pourquoi *Causeur* et MICA (déjà producteur de Onfray.com et de Polony TV) s'associent pour créer REACnROLL, une web TV (payante) dont le seul code sera la liberté de l'esprit. Nous y accueillerons tous ceux qui se sentent parfois des « mécontemporains » – et tous ceux qui veulent dialoguer avec eux. Si vous voulez qu'un tel lieu existe, abonnez-vous sans tarder. Conformément à l'injonction formulée par Philippe Muray, notre imam caché, nous nous efforcerons toujours de « *déconner plus haut que l'époque* ». •

CAUSEUR

Directeur de la publication
Gil Mihaely

Directrice de la rédaction
Élisabeth Lévy

Directeur adjoint de la rédaction
Daoud Boughezala

Rédaction en chef
Kevin Erkeletyan, Jérôme Leroy (pages culture).

Rédaction
Hervé Algarrondo, Sami Biasoni, Cyril Bennasar, Laurent Cantamessi, Paulina Dalmayer, David Desgouilles, Alain Finkielkraut, Jean-Luc Gréau, Basile de Koch, Roland Jaccard, Jean-Paul Lilienfeld, Patrick Mandon, Olivier Rey, Frédéric Rouvillois, Peggy Sastre.

Correction
Frédéric Baquet

Secrétaire de rédaction
Cécile Michel

Ont participé à ce numéro
François-Xavier Ajavon, Jean-Luc Allouche, Sophie Bachat, Julien Campredon, Jean Chauvet, Léo Cohen, Jean-François Colosimo, Hadrien Desuin, Dominique Dupont, Alexandre Gady, Pierre Lamalattie, Olivier de Maison Rouge, Guillaume Marchand, Jean-Pierre Montal, Frédéric de Natal, Gabrielle Perier, Samuel Piquet, Mark Porter, Ana Pouvreau, Olivier Rey, Erwan Seznec, Jonathan Siksou, Emmanuel Tresmontant, Marin de Viry.

Direction artistique
Aymeric Dutheil

Iconographie
Alexandre Deneff

Direction marketing et commerciale
Marina Leroux
Charles Lévy
Adrien Paviot
01 84 79 01 34

Distribution
MLP

Gestion de la diffusion en points de vente
BO Conseil Analyse Média Etude
Otto Borscha - oborscha@boconseilame.fr
09 67 32 09 34 (contact points de vente)

Abonnements et anciens numéros :
www.causeur.fr/boutique
01 84 79 01 35
(Du lundi au vendredi 10h – 17h)
ou clients@causeur.fr

Impression
Berger Levraut Graphique
2780, route de Villey Saint-Étienne
54200 Toul

Image de couverture
© AFP

Causeur est édité par Causeur.fr
SAS au capital de 101 900 euros - RCS Paris
Siret 504 830 969 000 29 Naf 5814 Z.
Dépôt légal à parution - ISSN 1966-6055.
Commission paritaire : 0320 D 90295.
Enregistrement CNIL 1296122.
32, rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris
01 84 79 01 35 / info@causeur.fr
www.causeur.fr

SOMMAIRE N° 68 – MAI 2019

3



L'éditorial d'Élisabeth Lévy

Mes heures les plus sombres

18

Les lois du plus fort, l'extension du domaine de la loi américaine

Gil Mihaely

20

Mozambique, les vedettes de Cherbourg

Guillaume Marchand

24

Comment les États-Unis assiègent le monde

Olivier de Maison Rouge

28

Euro : les omissions de l'élève Trichet

Jean-Luc Gréau

32

Occident, la coulpe est pleine

Cyril Bennasar

36

ENA, mon rêve républicain

Jean-Luc Allouche

38



Dans la tête d'Anne Hidalgo

Erwan Seznec

44

Les brigades du pire

Marin de Viry

NOTRE-DAME DES TOURISTES

50

Ecce homo festivus

Élisabeth Lévy

54

Le suicide de Notre-Dame

Alain Finkelkraut

56

Le président thaumaturge

Jean-François Colosimo

58

Notre-Dame des négligences

Jonathan Siksou

60

La nef des fous

Pierre Lamalattie

62

Jean-Baptiste Minnaert
« Ce serait un crime d'effacer
l'immense apport de Viollet-
Le-Duc »

Propos recueillis par Pierre Lamalattie

64

Contre la restauration rapide

Alexandre Gady

67

Renouer les fils du passé

Olivier Rey

70

Royaume-Uni, des clochers
aux minarets

Ana Pouvreau et Mark Porter

CULTURE & HUMEURS

74



L'évangile du pop

Jean-Pierre Montal

78

La grande moisson noire

Jérôme Leroy

82



Gérard Pussey, fin de siècle

Paulina Dalmayer

84

Supermal : Hitler en BD

Paulina Dalmayer

86

Eschyle, panique ta race !

Léo Cohen

88

Orsay, le modèle racisé

Paulina Dalmayer

90

Le caviar vert de Baumanière

Emmanuel Tresmontant

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse

Prochaine parution :

le 12 juin 2019

Cochonne qui s'en dédit

Par Daoud Bougezala

Le week-end de Pâques, les « Musulmans de France » (ex-UIOIF) ont organisé leur traditionnel grand raout du Bourget. Comme à la Samaritaine, on y trouve de tout : de la restauration rapide halal, des tenues de mariées, quelques librairies islamiques et même un stand d'« écodjihad » axé sur la défense de l'environnement. Mais cette année, un personnage inattendu a fait tourner les têtes : une truie proménée en laisse ! Rassurez-vous, il ne s'agit pas d'une provocation identitaire, la maîtresse de l'animal étant une musulmane voilée de stricte observance. Un coup d'œil sur le programme du rassemblement nous apprend que la cochonne se prénomme Peppa et loge à la ferme écologique La Francilienne, représentée au salon par une petite ménagerie. Questionnée par un quidam amusé (« C'est un cochon halal ? Il est venu se convertir ? »), l'une des fermières explique « essayer de déconstruire les représentations stéréotypées que les musulmans ont envers le cochon. On ne doit pas le manger, mais ça reste un animal que Dieu a créé. » Courageuse profession de foi ! Car contrairement à l'alcool, promis aux élus du paradis, le cochon pâtit chez la majorité des musulmans d'une mauvaise image associée à la saleté. De son propre aveu,

l'agricultrice convertie à l'islam a essuyé des quolibets (« C'est la honte ! N'importe quoi ! Le foulard et ça à la main, ça ne va pas ! »), malgré ses justifications : « Dans un système écologique, il a tout à fait sa place dans la mesure où il permet de réduire le gaspillage alimentaire. Il absorbe une matière organique énorme, parce qu'il mange beaucoup. Et c'est une force de travail aussi parce qu'il laboure énormément la terre... » En attendant que Peppa devienne la mascotte du Bourget, un porc présumé, naguère habitué du salon, a brillé par son absence : Tariq Ramadan ! •



Permis de tuer

Par François-Xavier Ajavon

C'est à Bruxelles que la crispante passionaria écologiste à couettes Greta Thunberg a donné l'une de ses légendaires leçons de morale le mois dernier : elle a supplié, en larmes, les élus de se mobiliser sur l'urgence climatique. La militante autiste suédoise, figure de proue de l'écologisme de bonne conscience et des grotesques « grèves scolaires », a expliqué que la planète mériterait autant de sollicitude publique que Notre-Dame. Il n'en fallait pas moins pour que l'idole infantilissante soit représentée sous la forme d'un portrait géant sur la façade d'un immeuble bruxellois. La ville a soutenu cette initiative, et l'on peut voir désormais, cité du Sureau, une terrifiante Greta-Fifi Brindacier, au regard d'acier, et aux couettes tombantes qui ressemblent à deux coulées sales longeant les gouttières. C'est un spot de laideur militante à ne rater sous aucun prétexte. En Belgique toujours, le grand quotidien *Le Soir* s'est récemment interrogé avec le plus grand sérieux : « Santé : est-il acceptable de cesser les traitements pour les plus âgés ? » En pleine réflexion sur le financement de son système de santé, le royaume cherche à conserver l'équilibre de la Sécu par tous les moyens. Une enquête



officielle citée par le quotidien rapporte que 40 % des Belges entendent atteindre cet objectif « en n'administrant plus de traitements coûteux qui prolongent la vie des plus de 85 ans ». Si 69 % des Belges interrogés estiment légitime de dépenser 50 000 euros pour un traitement vital, ils ne sont plus que 28 % à conserver cette opinion si le patient a plus de 85 ans. On apprend au passage qu'aux Pays-Bas voisins, on ne place déjà plus de pacemaker aux plus de 75 ans... l'appareil dépassant de loin l'espérance de vie du patient. On n'est jamais trop écolo pour Greta. •

Ceylan, capitale du terrorisme

Par Gil Mihaely



L'horrible massacre commis au Sri Lanka par des terroristes islamistes le dimanche de Pâques a replongé l'île de l'océan Indien dans un passé qu'elle croyait révolu. Depuis une dizaine d'années, les 21 millions de Sri Lankais croyaient s'être débarrassés de la guerre civile entre les Tamouls d'origine indienne et de religion hindoue (12 % de la population) et les Cinghalais (70 %) majoritairement bouddhistes, qui s'est soldée par plus de 100 000 victimes. Quant aux musulmans (7 %, se revendiquant d'origine arabe), ils ont été la cible d'attentats tamouls avant d'être plus récemment visés dans leurs mosquées par des bouddhistes radicaux et des nationalistes cinghalais.

Pour la première fois, des chrétiens sri lankais (6 %), à la fois tamouls et cinghalais, ont été attaqués par leurs compatriotes musulmans dans une stratégie qui ne laisse rien au hasard. L'examen des cibles suggère un choix méthodique : deux églises catholiques dans des régions majoritairement cinghalaises, un temple protestant en zone tamoule et des hôtels prisés par les touristes occidentaux. Évidemment, les terroristes ont délibérément frappé le jour de Pâques, qui coïncide avec les vacances de printemps. L'agenda du djihad mondial aujourd'hui dominé par la franchise Daech a fait étape à Ceylan en jouant sur les tensions locales.

Mais ce petit jeu pervers ne date pas d'hier : au début des années 1980, les pionniers de l'islamisme s'étaient déjà inspirés de la guerre civile sri lankaise. Les Tigres noirs, la branche armée des Tigres de libération de l'Îlam tamoul, qui revendiquaient la création d'un État tamoul, ont été pionniers en matière d'attentats suicides. Ce sont aussi eux qui, quelques années plus tard, ont envoyé les premières femmes kamikazes se faire exploser au milieu des foules. Instruits par ce précédent, les chiites libanais du Hezbollah et les Palestiniens ont suivi l'exemple. Depuis, le terrorisme mondialisé a fait des petits... •

Catalans processionnaires

Par Julien Campredon

Les autorités espagnoles souffrent d'une phobie très spéciale : la peur du jaune, « *amarillofobia* ». Dernièrement, les riverains d'un parc madrilène auraient ainsi arraché des bandes adhésives jaunes servant à piéger les chenilles processionnaires en les prenant pour des symboles de l'indépendance catalane. Rapporté par l'émission « *Espejo público* » de la chaîne de télévision madrilène Antena 3, ce fait divers est devenu une quasi-affaire d'État.

La couleur jaune renvoie en effet à l'histoire tumultueuse des relations entre le royaume d'Espagne et la Catalogne. Aujourd'hui interdit dans certains lieux publics, le ruban jaune, « *llaç groc* », déclenche les passions depuis que les Catalans l'ont arboré en signe de rejet des Bourbons lors de la guerre de succession d'Espagne (1705). Remis au goût du jour ces dernières années par la marche de la Catalogne vers l'indépendance, les *llaços grocs* symbolisent désormais le soutien aux leaders indépendantistes arrêtés.

C'est pourquoi les animateurs d'Antena 3 ont ironisé sur l'affaire du parc, déclarant qu'il était normal de confondre les pièges à chenilles jaunes avec des *llaços grocs*, et donc de les arracher. Or, la ville de Madrid a opposé un démenti cinglant : aucun riverain n'aurait arraché quoi que ce soit. Selon les versions, des agents municipaux ou des employés d'une société privée auraient retiré les pièges à la demande de la mairie. Et les médias catalans de dénoncer l'empressement des unionistes à tout ramener à leur obsession.

Vu de l'Hexagone, tout cela semble faire beaucoup de bruit pour rien. La montée de fièvre aurait pu être évitée si Madrid avait employé un produit français, les colliers *Écopiège* antichenilles processionnaires, qui ne sont ni jaunes ni toxiques. Les esprits chagrins noteront que ce répulsif est produit par la société la Mésange verte, implantée à Bages... en Catalogne nord. •



Les Chinois à Abuja

Par Frédéric de Natal



Objet de fantasmes en tout genre, la Chine a lancé ses tentacules à l'assaut de l'Afrique via son projet de nouvelle route de la soie. Nouveau jouet des griffes du dragon, le Nigeria. Cette république fédérale anglophone qui regorge d'or noir aiguise tous les appétits.

À Lagos, le yuan est la nouvelle monnaie à la mode. Les billets chinois ont progressivement remplacé ceux de l'Oncle Sam. Devant la baisse de ses investissements, victimes de ses incessantes instabilités politiques, le Nigeria du président Muhammadu Buhari mise sur Pékin pour stimuler son économie. Le mandarin est en vogue sur tous les chantiers dirigés par les Chinois. Grâce à leurs capitaux, la capitale Abuja, sorte de Brasilia créée au beau milieu de la savane, va bientôt connaître les joies de son premier métro. Le premier de l'Afrique de l'Ouest. Mais cette coopération n'est pas sans conséquence.

Les produits de contrefaçons, notamment textiles, ont inondé le marché nigérian, faisant concurrence aux produits locaux. Et l'apparition d'une nouvelle ethnie métisse sino-nigériane n'est pas du goût de tous. Car il n'existe aucun Chinatown au Nigeria. Contrairement à leur réputation, les illustres fils du ciel se mélangent, épousent des Nigérianes et produisent une descendance mixte. Cette diplomatie d'influence horizontale est souvent perçue comme une ingérence insidieusement pilotée par Xi Jinping. Le satrape mandarin est devenu le nouvel Ogun du Nigeria, ce dieu du métal et de la guerre peu soucieux des droits de l'homme. •

Remigration en tacos

Par Hadrien Desuin

Chaque fois que Donald Trump joue au méchant garde-frontière sur Twitter, le monde entier se récrie avec émotion sur le sort des pauvres migrants d'Amérique centrale refoulés de l'autre côté du Rio Grande. Le 12 avril, le patron de la Maison-Blanche a proposé aux maires démocrates de Chicago et de San Francisco d'accueillir ces réfugiés dans leurs « villes sanctuaires ». Tollé général. *Le Monde* et l'AFP reprennent aussitôt la déclaration outrée du maire démocrate de Los Angeles, Eric Garcetti : « La dernière idée haineuse de l'administration Trump n'est rien de plus qu'une diversion superflue et une perte de temps. Nous avons besoin de vraies solutions qui défendent nos valeurs, pas de politiques honteuses qui diabolisent les immigrés. »

Mais Trump a-t-il vraiment le monopole des « politiques (migratoires) honteuses » ? Le 14 avril, le gouvernement mexicain a expulsé 204 migrants vers le Honduras et le Guatemala. Bizarrement, l'indignation s'est faite beaucoup plus discrète, voire inexistante. Malgré une dépêche de la très respectable agence *Associated Press*, aucun média français n'a relayé l'information.

En octobre, le chassé-croisé de la caravane migratoire avait pourtant fait la une. Mais le gouvernement centriste d'Enrique Peña Nieto était alors aux commandes. Depuis, le Mexique est passé de l'ombre à la lumière. Le chef du Mouvement de régénération nationale (Morena), parti de gauche, a chassé Peña Nieto du pouvoir le 1^{er} décembre 2018. Il a aussi supprimé les visas humanitaires qui permettaient aux migrants de traverser le pays en toute légalité. Quoique de gauche, Andrés Manuel López Obrador subit la pression de Donald Trump. Ceci explique sans doute cela. •



Expie, c'est du belge !

Par Dominique Dupont

À la pointe de la repentance postcoloniale, la Belgique ne manque jamais une occasion de rappeler qu'elle est l'autre pays du surréalisme. En ce printemps, l'élite des communicants du Royaume a ainsi mis au point un véritable concours Lépine de la contrition : « Pardon est un début. » Initiée par le collectif Creative Belgium, cette plate-forme permet à chaque citoyen belge d'envoyer sa lettre d'excuses au peuple congolais pour les souffrances – réelles – endurées durant la colonisation. Soixante et un ans après l'Exposition universelle de Bruxelles restée célèbre sous le nom d'« Expo 58 », certains ne cessent de ranimer le souvenir des zoos humains qui ornaient le pavillon belge. Tous les prétextes sont bons pour refuser de tourner la page : les migrants, *Tintin au Congo*, la réouverture de l'Africa Museum... Inaugurée fin 2018, la nouvelle mouture de l'établissement qui abrite la plus importante collection d'œuvres et d'objets africains se veut résolument décoloniale. Dès l'entrée, le visiteur est dirigé vers le dépôt des sculptures, qui rassemble diverses pièces retirées de la collection permanente en raison de leur caractère « offensant ». Dans ce carré des punis, on trouve la statue de l'homme léopard ou encore celle d'un négrier arabo-musulman capturant un couple d'Africains. Voilà qui heurte les récits officiels pétris de manichéisme. Gageons qu'un intellectuel congolais tel que Jean-Pierre



Nzeza Kabu Zex-Kongo serait persona non grata au musée pour avoir intitulé l'un de ses livres *Léopold II, le plus grand chef d'État de l'histoire du Congo*.

Mais passons au prochain épisode : la restitution des œuvres aux pays africains. Cette mèche allumée par le président Macron risque de compliquer la tâche de l'Africa Museum si son principe était appliqué en Belgique. Encore faudrait-il s'accorder sur l'authenticité des pièces. De nombreuses œuvres collectées par l'institution durant l'époque coloniale n'ont en effet rien de sacré, les chefs de tribu ayant pris soin de dissimuler les pièces qui avaient de la valeur pour ne laisser que des copies sans grand intérêt. L'avenir ravira sans doute les amateurs de blagues belges, celles où il suffit de savoir compter jusqu'à un pour ne pas se tromper de degré. •

Souriez, vous êtes coupé !

Par Sophie Bachat



« *Never complain, never explain* », telle est la devise des aristocrates anglais. Ce flegme légendaire s'étend parfois à l'ensemble de la société britannique qui souffre sans broncher, comme l'a récemment révélé le journal *The Independent*. Une sacrée erreur médicale a été commise en septembre 2018 : un habitant de Leicester s'est fait circoncire par erreur ! Censé subir une cystoscopie, examen de la vessie mené à l'aide d'une caméra, ce patient anglais s'est vu retirer son prépuce à la suite d'une confusion entre deux dossiers médicaux. Shocking ! La bourde est l'une des huit erreurs de l'hôpital public de Leicester répertoriées par la commission de contrôle sanitaire l'an dernier. L'une aurait pu virer au drame : un écouvillon oublié dans la gorge d'un enfant opéré des amygdales. L'hôpital s'est excusé « sincèrement » sans pour autant donner d'explications. Sans confondre la réalité avec un film de Ken Loach, on peut imputer la responsabilité de ces bévues au système de santé britannique. Sous-financé, le National Health Service (NHS) subit coupe sur coupe année après année. Les sujets de Sa Majesté attendent en moyenne huit heures pour un rendez-vous aux urgences et parfois plus d'un an pour les hospitalisations non urgentes. Ouch ! •



DES EXTRÊMES AU POIL

Par Peggy Sastre

Il manquait une rubrique scientifique à *Causeur*. Peggy Sastre comble enfin cette lacune. À vous les labos !



Rasoir en bronze provenant de la culture de Hallstatt, vers 500 avant J.-C. (âge du fer).

TICKET DE MÉTRO UNIVERSEL

Chez les Indiens Kogi de Colombie, le mythe de la création des sexes n'est pas une affaire de côte mal taillée, mais de poil pubien fertile. C'est lorsque la Mère primordiale s'arracha un poil de chatte pour le planter au mitan d'un corps agame que ce dernier se vit pousser un pénis – et que l'humanité fut divisée en hommes et femmes. L'histoire peut paraître cocasse, mais elle révèle surtout combien l'importance accordée à la toison pubienne est loin de se limiter à l'époque contemporaine. Contestant l'idée que le défrichage des bas morceaux serait une invention aussi occidentale que récente, et uniquement fruit des « injonctions » d'une société hypno-

tisée par les films de boules et les marchands du temple cosmétique, Lyndsey K. Craig et Peter B. Gray, anthropologues à l'université du Nevada, ont décidé de mener la première analyse « *systématique et interculturelle* » de l'épilation pubienne. Leur étude exploite des « *données descriptives* » portant sur 72 cultures disséminées de par le monde et les époques – pour des publications courant de 1894 à 2001. Il en ressort que la pratique est bien universelle et ne peut être exclusivement expliquée par la publicité et la pornographie de masse, vu qu'aucune des sociétés préindustrielles étudiées n'y avait accès. Pour ces maillots primitifs, la technique de choix est l'extraction manuelle – avec divers ersatz de

pincées à épiler, comme les Indiens Tapirapé qui se servent de coquilles de palourdes ou les Selknam de la Terre de Feu (aujourd'hui disparus) qui s'arrachaient les poils avec les doigts et une mixture de cendres. Craig et Gray montrent par ailleurs que si les femmes sont les premières concernées, les hommes ne sont pas en reste, tant il n'est pas rare que le débroussaillage soit intégré dans un rituel marital marquant l'entrée à la fois dans l'âge adulte et la vie sexuelle. La motivation numéro un est d'ordre hygiénique – comme chez les Ila (Afrique australe) où les femmes craignent que leurs poils ne piquent le pénis de leur partenaire et l'infectent. Ce qui fait dire aux chercheurs que l'épilation intime relève d'une évolution bioculturelle et que l'entretien de la toison pubienne, où la dégradation des protéines, lipides, acides gras et stéroïdes sécrétés par les glandes sudoripares produit un fumet variant au gré de l'état reproductif, est avant tout un signal d'activité et de réceptivité sexuelles sur lequel le complexe playboyo-esthétique n'a fait que capitaliser depuis quelques siècles.

Référence : tinyurl.com/y2jz8m57

LES PSYCHOLOGIES DES EXTRÊMES SE REJOIGNENT

Christopher Hitchens, après Sigmund Freud, en parlait comme du « *narcissisme des petites différences* » – le fait que les ennemis les plus jurés ont toutes les chances de se ressembler énormément. L'étude de Jan-Willem van Prooijen et André P. M. Krouwel, chercheurs en psychologie expérimentale et en sciences politiques à l'université libre d'Amsterdam, confirme la conjecture en montrant que quatre caractéristiques psychologiques unissent les extrémistes de gauche et de droite. La première est une détresse intellectuelle – un sentiment de « perte de repères », d'incertitude, voire d'angoisse – qui agit comme un terreau à radicalité par la quête d'une cause susceptible de redonner du muscle à une estime de soi raplapla. Par exemple, et par rapport aux modérés, les extrémistes disent souvent avoir peur pour leur avenir économique et expriment beaucoup de méfiance vis-à-vis des institutions, notamment gouvernementales. La seconde, découlant de la première, est un « simplisme cognitif » ou un goût prononcé pour le manichéisme, les solutions en noir et blanc et tout ce qui semble clarifier un « *environnement social complexe via un ensemble d'hypothèses simples rendant le monde plus compréhensible* ». La troisième est

un excès de confiance et un sentiment de supériorité idéologique (« j'ai raison et pas toi ») sur tout un tas de sujets allant de la sécurité sociale à l'immigration, en passant par la discrimination positive. Une tendance corroborée par des tests vides de toute saveur partisane et qui s'assortit d'une plus grande propension au biais de confirmation. La dernière est un penchant prononcé pour l'intolérance et le dogmatisme – et le fait de voir ses « *jugements moraux comme des absolus reflétant une vérité simple et universelle* ». Le tout, alertent les chercheurs, étant une formidable recette de castagne entre groupes persuadés de n'avoir rien à voir les uns avec les autres et tout à gagner de l'élimination de leurs « *antagonistes* ».

Référence : tinyurl.com/y5pzh5g

UNE SEULE ALLERGIE VOUS IRRITE ET TOUT UN CERVEAU DEVIENT NON BINAIRE

À l'heure où la saison du rhume des foins et de la montée de sève bat son plein, une étude publiée quelques jours avant l'équinoxe de printemps a de quoi laisser songeur quant à la précarité de nos préférences amoureuses. Menée par Kathryn M. Lenz (université de l'Ohio) et ses collègues, cette étude établit un lien solide entre réaction allergique et sexuation du cerveau : chez les rats, les femelles ayant été exposées à un allergène durant leur gestation donnent naissance à des petits qui, toute leur vie, auront des comportements sexuels « atypiques ». En d'autres termes, les femelles nées de mères ayant connu l'équivalent murin d'une grosse crise d'asthme se comporteront comme des mâles. De fait, cet effet d'« inversion » est bien plus fort chez les femelles, qui passeront le plus clair de leurs journées à vouloir grimper leurs petites copines et à se transformer en folles du cul à la moindre odeur féminine dans les parages. L'action de l'allergie maternelle sur le développement sexuel de la progéniture est aussi détectable au niveau cellulaire dans le système nerveux des bestioles. Notamment, les filles de mères allergiques auront une zone du cerveau (l'aire préoptique, connue pour réguler la motivation sexuelle des mâles) plus riche en synapses qu'à l'accoutumée. Mais si le changement se fait en miroir chez les mâles, il ne se traduit chez eux que par un moindre intérêt pour la gaudriole, sans coming out à prévoir. •

Référence : tinyurl.com/y5mmb957

LE SAVIEZ-VOUS ?

Par Basile de Koch

- Vermeer a peint le meilleur de son œuvre au xx^e siècle
 - Les têtes de liste aux européennes préfèrent les costumes bleus
 - Les spaghettis poussent sur des arbres
- (Et plein d'autres révélations sans supplément de prix.)

LES POISSONS, C'ÉTAIT MIEUX AVANT !

Lundi 1^{er} avril

Le 1^{er} avril 1957, la BBC diffusait, dans le cadre de sa très sérieuse émission « Panorama », un reportage sur « la cueillette des spaghettis en Suisse du Sud. »

On y voyait d'accortes jeunes femmes cueillant délicatement les pâtes sur des « arbres à spaghettis », puis les étalant dans de grandes panières. Et d'apprendre que, cette année, la récolte avait été particulièrement abondante, grâce à un hiver doux et à la « quasi-disparition du charançon du spaghetti. »

Ça paraît gros, comme ça, mais l'essentiel des 8 millions de téléspectateurs a tout gobé, et plusieurs centaines d'entre eux ont appelé la BBC pour en savoir plus sur l'arbre à spaghettis et les moyens de le planter.

Même le directeur général de la chaîne a bien failli s'y laisser prendre. En voyant le reportage chez lui, il l'a d'abord pris au sérieux... avant de vérifier dans l'*Encyclopædia Britannica*. Or, commente-t-il, « L'*Encyclopædia Britannica* ne mentionne même pas le spaghetti. »

Ne rions donc pas trop vite de nos amis britanniques ! À l'époque, ils ne connaissaient pour la plupart les spaghettis qu'en boîte et en sauce, comme les flageolets. En outre, le reportage a bénéficié de l'aura de sérieux du présentateur Richard Dimbleby, qui avait assuré entre autres le commentaire télé du couronnement d'Elizabeth II. Après tout, si la reine était reine, pourquoi les spaghettis ne seraient-ils pas arboricoles ?



Le peintre et faussaire néerlandais Han Van Meegeren, dans son atelier à Amsterdam, 1947.

EUROPÉENNES : LE GRAND DÉFILÉ

Jeudi 4 avril

Vu pour vous, crayon à la main, le « Débat européen » à 12 sur France 2.

Mon résumé, pour éclairer votre vote :

Femmes : 2

– Tailleur fuchsia : 1 (Loiseau)

– Tailleur noir : 1 (Aubry)

Hommes : 10

Cravate, chemise blanche : 5, dont

– Bleu roi, costume bleu marine (Bellamy)

– Bleue, costume bleu foncé (Asselineau)

– Violet, costume bleu (Lagarde)

– Rouge, costume bleu roi (Philippot)

– Bordeaux, costume bleu nuit (Dupont-Aignan)

Sans cravate, chemise blanche : 5, dont

– Costume bleu pétrole (Jadot)

– Costume bleu « normal » (Glucksmann)

– Costume bleu-gris (Bardella)

– Costume gris souris (Brossat)

– Costume noir (Hamon)

En espérant vous avoir été utile,
Basile

ACCROCHE-TOI AU PINCEAU...

Vendredi 10 avril

Han van Meegeren, vous connaissez ? Ce Hollandais post-vermeerien est pour le moins tardif, puisque ses premières œuvres inspirées du maître de Delft datent de... 1934.

Après avoir pratiqué l'art moderne, très vite il se sent attiré par le travail sur la couleur, l'ombre et la lumière de ses compatriotes du XVII^e, le « siècle d'or néerlandais ». Hélas ! La critique met en pièces ses toiles, jugées impersonnelles et démodées, jusqu'à briser sa carrière... La vengeance de Van Meegeren sera terrible !

Il faut dire que les circonstances s'y prêtent. Dans les années 1930, une hypothèse fait florès chez les historiens d'art : Vermeer a *forcément* connu une période d'inspiration biblique. Primo, on ne connaît de lui que 34 tableaux, pour l'essentiel des scènes d'intérieur intimistes. Deuxio, il était un admirateur déclaré du Caravage et de ses grands formats illustrant les Saintes Écritures. Du coup, le chaînon manquant dans son œuvre, ce sont *nécessairement* des œuvres à caractère religieux.

Y a qu'à demander ! Ce que les spécialistes veulent voir, Van Meegeren va le leur montrer. Ils n'ont pas voulu de ses propres œuvres, qualifiées d'« *imitations* » de Vermeer ? Eh bien, il va leur en donner, de l'« *authentique* » !

Dès lors, la vie de Han devient une sorte de thriller drôle et cynique, digne d'un scénario des frères Coen : l'histoire de la plus géniale arnaque de faux en peinture.

Notre maître faussaire est un sacré bosseur. Six années durant, il va se consacrer aux recherches, ébauches et tâtonnements – notamment sur le temps idéal de cuisson au four de la toile pour obtenir la touche d'époque.

Résultat : son coup d'essai est un coup de maître ! *Les Disciples d'Emmaüs* (1937), qu'il prétend avoir « *découvert* » en soulevant une frite, est aussitôt certifié et « *cédé* » pour une fortune à la Hollande.

Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Van Meegeren va continuer de « *découvrir* », au fil des années, une bonne dizaine d'autres chefs-d'œuvre inconnus du maître hollandais. Les experts n'y voient que du bleu, les collectionneurs se ruent et personne ne semble s'étonner de cette soudaine profusion de Vermeer, après deux siècles et demi sans nouvelles.

Déjà vengé d'une critique ingrate, et immensément riche, Van Meegeren pousse le bouchon toujours plus loin... Il ira jusqu'à fourguer à Goering, en 1943, un *Christ et la femme adultère* de sa composition, pour la modique somme de 1,65 million de florins. Tout cela n'est guère raisonnable... Et si le

ministre du Reich, grand amateur d'art et un peu soupe au lait, avait découvert la supercherie ?

À défaut, à la Libération, notre héros encourt la peine de mort pour « *vente d'un trésor national à l'ennemi* ». Sa stratégie de défense est simple : « *Je ne suis pas un traître ; seulement un escroc.* »

Le problème, c'est que personne ne veut le croire ! Impossible, statuent les experts, que ce tâcheron ait peint en si peu de temps tous ces Vermeer – qui, d'ailleurs, sont authentiques.

C'est alors que les Américains décident de soumettre Van Meegeren à un test en forme de challenge : réaliser en deux mois, sous le contrôle d'un aréopage de spécialistes, un de ces Vermeer qu'il prétend si bien imiter. (« *Je ne copie pas Vermeer, je l'approche...* », dira-t-il joliment à son procès.)

Bien entendu, Han relève le défi haut le pinceau, avec un superbe *Jésus devant les docteurs de la Loi* en forme de pied-de-nez à ses juges... Et ceux-ci ne pourront que s'incliner devant la perfection du pastiche.

Du coup, énième rebondissement : de l'étiquette de collabo, Van Meegeren passe instantanément au statut de héros national, pour avoir si audacieusement berné le maréchal Goering ! *Sic transit gloria mundi...*

À part ça, pour ce qu'y connaît, Van Meegeren n'est pas un faussaire ; plutôt un Vermeer moins cher.

CHANGEMENT DE PROGRAMME !

Mercredi 17 avril

L'incendie de Notre-Dame a bouleversé la planète et tous mes programmes télé.

Souvent, après décryptage de mon *Télérama*, j'enregistre des émissions sur Arte, pour briller en société et parfois même juste pour le *fun*. Ainsi, hier soir, avais-je programmé un documentaire sur l'« alt-right » américaine, qui promettait d'être « *accablant* », avec armes à feu, croix gammées et chapeau pointus.

Las ! Au visionnage, je m'en suis aperçu assez vite : sous prétexte d'« *actualité* », mon doc croustillant avait été remplacé par un vieux truc limite chiant sur « *les secrets des grandes cathédrales* ».

Ce soir, sur la même chaîne, nouvelle déprogrammation – mais on gagnait au change ! En lieu et place du redoutable *Peau d'Âne*, auquel j'avais plus ou moins réussi à échapper depuis 1970, j'ai eu le plaisir de revoir *Le Bossu de Notre-Dame*, avec Charles Laughton (1939).

Vous me direz : « T'as qu'à zapper, au lieu de faire une fixette sur Arte... » Ben voyons ! Au risque de tomber sur la comédie musicale de Ségara-Garou ? •

INTERSECTIONNEL, TU PERDS TON SANG-FROID !

Par Jean-Paul Lilienfeld

Est-il bien raisonnable de laisser un cinéaste déraisonnable commenter chaque mois l'actualité en toute liberté ?
Assurément non. *Causeur* a donc décidé de le faire.



« En tant que femme transgenre racisée, je suis intersectionnelle. Mais ma racisation fait de moi une personne plus privilégiée qu'une personne afro descendante et c'est à cause du colorisme qui crée un privilège entre les personnes racisées. » Ainsi parlait Zamora-Cruz, Clémence de son prénom, de l'Inter-LGBT au cours de l'atelier de l'UNEF « Le racisme et les autres discriminations, des oppressions qui se cumulent. »

Venus tout droit du Stupidistan, ils sont parmi nous !

Comme elle aime à le faire depuis un certain temps, l'UNEF a foutu une bande d'ethnomasochistes dans une salle pour tenter d'extraire expérimentalement toute la puissance morale, psychique et physique présente afin de générer une sorte de concentré de fragilité et de connerie. Je ne vous ferai pas languir plus longtemps : l'expérience est un succès !

Des choses très intéressantes en sont ressorties. Les examens. (women) ont été démasqués. Ils sont une construction plurisociale oppressive conçue pour reproduire les filtres excluants de notre société.

À l'unanimité de la main levée, une motion a été votée demandant la libération de la parole générant la possibilité pour chacun.e.o.a.i.w de remplir sa feuille comme i.e.a.o.w.le.s. le veulent. Ce qui serait d'autant plus pertinent que toutes les réponses se valant, rien n'est exact, rien n'est faux.

Une autre motion pour que cesse l'oppression raciale systémique que l'on retrouve jusque dans la blancheur du papier utilisé pour les examens.

Pourquoi ne pas prendre du papier racisé ? L'homme blanc de plus de 50 ans verrait ce que ça fait d'être tenu d'écrire sur une feuille qui ne le représente pas !

Et ne venez pas me dire que le mâle blanc mûr a passé ses examens depuis longtemps. Le mâle blanc est le mal. Quand bien même il ne serait pas arithmétiquement quinquagénaire, il est tout de même un descendant de colons et un abuseur de racisés en devenir.

L'encre noire, allégorie de l'esclavage, reste encore beaucoup trop courante. Raciser le papier la rendrait inopérante.

Une motion est en cours pour choisir la couleur de l'encre à employer sur le papier noir, la blanche étant évidemment exclue.

Moi-même, en tant que juifo-descendant de la ligne Balard-Créteil, je suis en permanence en but à cette racisation qui m'a fait prendre conscience de l'importance du carré de l'hypoténusitude, même si, étant donné ma blanchitude, le colorisme m'a épargné ou plutôt m'a donné des privilèges involontaires sur mes amis afro-montants par l'ascenseur vu qu'ils habitent trois étages sous le mien. J'ai trop souvent subi l'oppression de la petite croix laissée dans la marge par le professeur pour signifier que telle ligne de mon dur labeur était lue et approuvée. Au nom de quoi n'aurais-je pas le droit à une étoile de David en lieu et place de cette marque d'impérialisme religieux ?

Vous supposiez le temps où l'on enfermait en toute bonne conscience des humains dans des cases heureusement révolu ?

Erreur ! Quelques nostalgiques du colonialisme envahissent les institutions et veulent cantonner chacun à ce qui est censé le caractériser. Là où je ne distingue que quelqu'un de bien ou un gros con, eux ont la capacité de débiter les gens en tranche par couleur, religion ou préférence sexuelle.

Ces nouveaux colons de la pensée occupent avec succès de nouveaux territoires universitaires, syndicaux, associatifs, politiques ou artistiques. Le planning familial, Act Up, l'UNEF et bien d'autres sont autant de victoires dont stations de métro et avenues prendront peut-être le nom dans un avenir cauchemardesque.

Inculte comme un mâle blanc, j'avoue avoir été obligé de chercher d'où venait l'« intersectionnalité ». C'est un concept universitaire élaboré par la juriste américaine noire Kimberlé Crenshaw il y a trente ans, dans la continuation du « Black Feminism ».

Il consistait à analyser la manière dont être noire et femme entraînait un cumul des discriminations. Pertinent dans le contexte américain de l'époque, il s'est exporté avec le succès que l'on sait, enflant au cours des années de toutes les discriminations imaginables et surtout de celles inimaginables. Il est au passage assez savoureux de voir la gauche la plus radicale importer une problématique raciste et ghettoisée US en la

plaquant sur une culture méditerranéenne qui est au contraire celle du mélange. On attend avec impatience le moment où elle réclamera le McDo pour tous...

C'est ainsi que de glissements sémantiques en dérapages contrôlés, ces néoracistes en arrivent à organiser des camps décoloniaux réservés aux uns et interdits aux autres, à empêcher une représentation des *Suppliantes*, d'Eschyle, à la Sorbonne, assimilant les masques sombres portés par les acteurs à la pratique raciste du « blackface », à demander le retrait d'une fresque qui commémore l'abolition de l'esclavage, exposée à l'Assemblée nationale depuis vingt-huit ans. Les personnages noirs y sont représentés avec de grosses lèvres...

Ils interdisent Finkielkraut de débat à Science-Po au nom d'un groupe autoproclamé « *antiraciste intersectionnel* », tandis que, dans un tweet, la Ligue de défense noire africaine appelle à rien de moins qu'« *éradiquer* » les « *ethnohiérarchistes* » (on ne rit pas), dont Élisabeth Lévy – à qui elle fait un affront sans précédent en la mettant dans le même sac que France Culture –, citée parmi les 15 noms à « *éradiquer* »

Ces associations devenues gardiennes de l'ordre moral adoptent des conduites fascistes suivant une trajectoire modélisée : embrasement sur les réseaux sociaux, insultes, appels au boycott/annulation/suppression, relais associatifs avec communiqués abscons aux relents inquisitoires puis terreur physique « *in Real Life* ».

Il est clair que tout cela fleurit bon son Pol Pot et les camps de rééducation.

Enfin, clair... je veux dire... facile à comprendre. Et quand c'est facile à comprendre, c'est pas spécialement clair. Ça peut très bien être foncé aussi.

Il est donc foncé que ces bienfaiteurs de l'humanité représentent un véritable danger dont il faut se soucier très vite, comme il aurait fallu se soucier plus tôt de la montée de l'islamisme qui, suivant le même schéma, paralysait tout humaniste à géométrie variable soucieux de ne pas stigmatiser.

« *Je suis vieux, noir, juif et borgne... alors je pense que si je suis populaire, c'est parce que je chante bien !* » disait Sammy Davis Jr.... •

A close-up photograph of Donald Trump, looking directly at the camera with a serious expression. He is wearing a dark suit, a white shirt, and a red and blue striped tie. An American flag pin is visible on his lapel. His hands are clasped in front of him. The background is a light blue wall with faint silhouettes of evergreen trees.

LES LOIS DU PLUS FORT **L'EXTENSION DU DOMAINE** **DE LA LOI AMERICAINE**

Par Gil Mihaely

Longue poignée de main entre Donald Trump
et Emmanuel Macron au sommet du G7 à
La Malbaie, Québec, 8 juin 2018.



« **P** arlez doucement et tenez un gros bâton. Vous irez loin ! » La phrase du président américain Théodore Roosevelt est devenu un leitmotiv de la politique étrangère des États-Unis. Mais si ce bâton était jadis fait de puissance militaire et économique, depuis quelques décennies il se matérialise par l'extension de la juridiction des lois américaines sur la planète entière. Et quand ce nouveau bâton frappe, ça fait mal. À elle seule, la BNP Paribas, a dû payer en 2014 une amende 8,9 milliards de dollars.

Comme l'explique le spécialiste français de la question, Olivier de Maison Rouge (pages 24-26), cette nouvelle dimension de la puissance américaine est fondée sur un principe simple : l'extraterritorialité du droit américain. Pour peu qu'une entreprise non américaine opérant à l'étranger ait un lien, serait-il fort ténu, avec les États-Unis, les tribunaux US peuvent la poursuivre. Il suffit qu'une personne morale ou physique utilise des dollars ou une technologie américaine pour que les lois votées par le Congrès s'appliquent à elle. Cela, bien sûr, sous couvert de moralisation des relations internationales.

C'est donc une véritable stratégie que mènent les États-Unis en mettant leurs agences de renseignement et de justice au service de leurs entreprises. Ainsi, quand Donald Trump a unilatéralement décidé de reprendre les sanctions contre l'Iran, Total et PSA ont été obligées de suivre Washington plutôt que Paris, qui souhaitait respecter l'accord signé, notamment par les États-Unis. Cette logique de puissance, suggère Guillaume Marchand dans une enquête exclusive pour *Causeur* (pages 20-23), est probablement la matrice de l'affaire « Tuna Bonds », un gros contrat de vente au Mozambique de thoniers et de vedettes rapides impliquant un chantier naval français. Dans cette histoire compliquée de pots-de-vin et de commissions douteuses versés dans un pays africain pauvre, c'est la justice américaine qui s'est arrogé le rôle du gendarme... et, curieuse coïncidence !, ce sont des entreprises américaines liées à la défense qui mettent la main sur les marchés abandonnés par les Français et avancent leurs pions dans le canal de Mozambique.

Cette politique de la force habillée en droit, qui a cours depuis une vingtaine d'années, ne laisse pas d'irriter Paris qui avait fait savoir, par son ministre des Affaires étrangères de l'époque, que la France la jugeait inacceptable. L'Europe des Quinze, en 1996, avait pour sa part promis de riposter fermement. Les lourdes amendes payées par des entreprises françaises et l'alignement européen sur la politique américaine vis-à-vis de l'Iran indiquent que ces mots fermes n'ont pas été suivis d'effets. Autrement dit, cette guerre discrète, menée au nom du bien, la France est en train de la perdre. •



François Hollande, en compagnie d'Iskandar Safa, accueille son homologue mozambicain Armando Guebuza aux chantiers navals de Cherbourg, 30 septembre 2013.

MOZAMBIQUE

LES VEDETTES DE CHERBOURG

Par Guillaume Marchand

Prenant prétexte du versement de pots-de-vin à des proches de l'ancien président mozambicain, la justice américaine attaque les chantiers navals de Cherbourg. Détenus par l'homme d'affaires franco-libanais Iskandar Safa, ces derniers ont livré des vedettes de surveillance au Mozambique afin de protéger ses gisements de gaz en mer. De quoi susciter l'envie de Washington. Enquête.

Des fonds ont transité par une banque américaine ? Une entreprise étrangère n'a pas respecté un embargo unilatéral américain ? Le dollar a été utilisé à d'éventuelles fins délictueuses ? Cela suffit aujourd'hui pour que les tribunaux américains s'estiment compétents. Ces dernières années, la BNP, la Société générale, Airbus, Alstom et Total en ont fait les frais. Sous la menace de sanctions leur interdisant toute activité sur le territoire américain, ces groupes ont accepté de payer des amendes ou de collaborer avec le Department of Justice (DOJ).

En mars 2019, le député Raphaël Gauvain a remis à Matignon un rapport sur le sujet. Selon des éléments divulgués le 25 mars par *Les Échos*, la commission Gauvain formule des accusations sérieuses contre les États-Unis, pointant « *les signes d'une instrumentalisation de l'appareil judiciaire américain aux fins de guerre économique contre l'Europe* ». Parmi les 26 entreprises poursuivies aux États-Unis dans le cadre de procédures extraterritoriales, quatorze sont européennes. Aucune n'est chinoise ou russe. Selon nos informations, le rapport Gauvain ne prétend ni que les tribunaux américains sont aux ordres du pouvoir ni que les entreprises incriminées n'ont absolument rien à se reprocher. La réalité est un peu plus nuancée. Armement ou BTP,

Afrique ou Asie du Sud-Est, la frontière est floue, dans de nombreux cas, entre intermédiation et corruption. Les affaires internationales demandent énormément de moyens. Ceux de la justice sont limités, même aux États-Unis. Une saisine judicieusement montée, avec des éléments de preuve servis sur un plateau, pourrait orienter la machine dans une direction propice aux intérêts américains.

C'est peut-être à ce schéma que correspond l'affaire dite des « Tuna Bonds ». Ce feuilleton embrouillé démarre au Mozambique, avec des épisodes aux chantiers navals de Cherbourg, les Constructions mécaniques de Normandie (CMN), propriété de l'homme d'affaires franco-libanais Iskandar Safa, par l'intermédiaire de son holding Prinvest.

Les 3 et 4 janvier 2019, cinq personnes ont été arrêtées sur requête du DOJ. Parmi eux, trois ex-cadres du Crédit suisse basés à Londres, l'ancien ministre des Finances du Mozambique, Manuel Chang, interpellé à l'aéroport de Johannesburg, ainsi que Jean Boustany, cadre libanais de Prinvest, pris à l'aéroport de New York. Il leur est reproché d'avoir trempé dans une escroquerie présumée aux placements, dans des pêcheries de thon au Mozambique.

Les faits se sont déroulés de 2013 à 2016. Ils sont, à première vue, tristement classiques. Le Mozambique, un des pays les plus pauvres du monde (26 millions d'habitants, moins de 500 dollars de revenus annuels par personne), lance il y a sept ans un emprunt de 850 millions de dollars pour créer de toutes pièces une flotte de pêche. L'opération est portée par trois sociétés publiques, Ematum, Proindicus et Mozambique Asset Management. Vingt-quatre navires de pêche sont construits par les CMN, ainsi que six vedettes de surveillance, car la piraterie sévit dans le secteur. Pour le chantier alors en difficulté, c'est un contrat mirifique à 200 millions d'euros. François Hollande fait le déplacement à Cherbourg pour accueillir son homologue mozambicain le jour de la signature, le 30 septembre 2013. Le volet financier de l'opération est pris en charge par la banque russe VTB et le Crédit suisse. →

La dette cachée du Mozambique

Les investisseurs se voient proposer des obligations à un taux de rendement extrêmement élevé (6 à 8,5 % annuels), assis sur les recettes de la pêche au thon, d'où le nom de l'emprunt, Tuna Bonds. Les gestionnaires d'actifs comme AllianceBernstein ou Franklin Templeton se ruent sur le produit. Ils ignorent qu'il existe deux autres prêts, cachés. Au total, les trois sociétés ont levé 2 milliards de dollars, soit 10 % du PIB national, avec la caution d'État du Mozambique !

Malheureusement, la pêche n'est pas miraculeuse. La capture de thons rapporte à peine 5 % des recettes estimées. Le scandale éclate en 2016. Les pêcheries ont accumulé des déficits, elles ne peuvent rembourser. Le Mozambique, emprunteur solidaire, se retrouve en défaut de paiement. Le FMI, furieux de ne pas avoir été informé de l'existence des prêts cachés, gèle ses aides. Des investisseurs américains portent plainte, estimant avoir été grugés. Comme des fonds ont transité par les États-Unis, un procureur fédéral de New York, Richard Donoghue, se déclare compétent.

Un rapport du cabinet britannique Kroll remis en juin 2017 au ministère public du Mozambique fait apparaître que 500 millions de dollars se sont évaporés en pots-de-vin. Plusieurs dizaines de millions auraient été reversés par Privinvest à des proches de l'ex-président du Mozambique, Armando Guebuza (qui a quitté le pouvoir en 2015). Et surtout, des centaines de millions de dollars auraient servi à acheter du matériel militaire, et non des bateaux de pêche !

Des rétrocommissions sur des ventes d'armes, versées par des hommes d'affaires libanais en cheville avec des potentats corrompus : rien de nouveau sous le soleil d'Afrique...

Beaucoup de danseurs au bal des hypocrites

Il existe néanmoins une tout autre version de l'histoire. D'une part, les prêts « cachés » l'étaient en réalité très peu. Ils ont été souscrits auprès du Crédit suisse et de la banque russe VTB, comme le prêt officiel. Les banques savaient forcément que l'État se portait garant, et qu'il jouait donc dangereusement avec son niveau d'endettement. Les achats de matériel militaire, ensuite, ont été admis à demi-mot dès le début par le ministre des Pêches du Mozambique, Victor Borges. Il avait expliqué devant le Parlement du Mozambique, fin 2013, qu'une très grande partie des 850 millions de dollars empruntés servirait à acheter des drones, des radars et autres matériels de surveillance. La somme levée était démesurée, par rapport à la commande officielle : un thonier d'une quinzaine de mètres coûte quelque 2 millions d'euros, et non pas 20 millions. Si le Mozambique avait seulement eu besoin de navires de pêche, il aurait emprunté 50 millions de dollars, pas 850 millions, et encore moins 2 milliards.

Le FMI, de son côté, a joué les autruches. Il n'est pas censé aider des pays en voie de développement qui consacrent trop de ressources à l'armement. Mais comment ignorer que le chantier de Cherbourg, en plus des thoniers, allait livrer six vedettes de défense à grande vitesse ? Le bureau du FMI à Maputo est à quelques minutes seulement des bassins où ces vedettes ont été amarrées ! Les chantiers CMN, spécialisés dans le militaire et non dans les navires de pêche, ont d'ailleurs sous-traité une large partie de la fabrication des navires civils en Roumanie, afin de tenir les délais très serrés demandés par le Mozambique. Quel pays a un besoin urgent de thoniers ? La réalité est plutôt que le Mozambique voulait une flotte de pêche (un peu) et des garde-côtes (beaucoup) pour sécuriser ses eaux territoriales, où venaient d'être découvertes d'immenses réserves de gaz ! Les infrastructures et la capacité de défense étaient « *tout à fait inadaptées face au récent afflux d'investissements dans le secteur gazier* », notaient les experts, à l'époque.

Dès 2013, l'objectif va largement au-delà de la création d'une flotte de thoniers : d'après l'audit du cabinet Kroll, il s'agit de « *fournir au Mozambique les moyens d'assurer sa souveraineté sur sa zone économique exclusive et d'exploiter les ressources naturelles qu'elle contient* », en achetant aussi « *des navires utilisés en connexion avec l'industrie offshore du gaz et du pétrole* ».

Autres danseuses virtuoses au bal des hypocrites, dans ce dossier, les sociétés de gestion d'actifs qui ont commercialisé les Tuna Bonds. Elles connaissent leur métier : pas de rendement sans risque. Quand un produit dégage 8 % de rendement, il est scruté à la loupe. L'argumentaire commercial des Tuna Bonds n'a pas été rendu public, mais il serait fort surprenant qu'il ait seulement fait référence aux bénéfices de la pêche au thon. Pour que celle-ci rapporte vraiment, il faut du poisson, mais aussi des capacités de surgélation et des moyens de transport vers les marchés rentables, Europe, Chine et Japon, principalement. Le Mozambique ne possédait rien de tout cela. Selon nos informations, le vrai modèle économique des Tuna Bonds reposait sur la pêche, mais aussi sur la vente de services de protection à des compagnies pétrolières.

Un mercenaire made in America ramasse la mise

Rien ne s'est passé comme prévu. L'ancien président Guebuza, dont l'un des fils a été arrêté en février 2019, est sur la sellette, mais son successeur, Filipe Nyusi, ne peut plaider la surprise. Il a été ministre de la Défense de 2008 à 2015. Cinq ONG mozambicaines réclament à juste titre la transparence sur la destination des 2 milliards. La question, selon elles, n'est pas de savoir si de l'argent a été détourné, mais combien et par qui. Les ONG s'interrogent sur le rôle des banques, Crédit suisse et VTB. Elles ont encaissé le total faramineux de 199,7 millions de dollars de commissions, selon le rapport Kroll.



Manuel Chang, l'ex-ministre des Finances du Mozambique, lors de son procès à Kempton (Afrique du Sud), 8 janvier 2019.

Guerre d'influence dans le canal du Mozambique

Paris, de son côté, voulait aider le Mozambique à se sécuriser, par intérêt commun. Grâce à Mayotte et aux Îles Éparses, la France possède une zone économique exclusive de 630 000 km² entre le continent et Madagascar, soit une bonne moitié du canal du Mozambique, riche en gaz. Total est présent sur place, mais également la coopérative sucrière Tereos, gros employeur au Mozambique. « Le Mozambique, futur allié stratégique de la France dans l'océan Indien ? », titrait *Le Monde* du 30 octobre 2015... Force est de constater que l'arrestation d'un cadre de Privinvest ternit son image dans le secteur.

Pendant ce temps, les Américains avancent leurs pions. L'un d'eux se nomme Erik Prince. Ex-membre des forces spéciales de l'US Navy (les SEAL), il a créé en 1997 la plus grande société privée militaire du monde, Blackwater, qu'il a quittée en 2009. Il dirige aujourd'hui une société financière nommée Frontier Services Group (FSG) et une société de sécurité, Lancaster 6 Group (L6 Group). Il est très actif en Afrique de l'Est : entraînement d'unités paramilitaires somaliennes antipiraterie en 2011 pour

le compte des pétromonarchies du golfe, investissement dans la logistique parapétrolière au Kenya en 2014 et... création de joint-ventures avec les sociétés mozambicaines Proindicus et Mozambique Asset Management, en décembre 2017. Concrètement, l'homme d'affaires et mercenaire, qui a mis la main sur les vedettes rapides construites à Cherbourg, fait désormais la police dans les eaux nationales, la marine du Mozambique étant totalement démunie. Il a également fait des offres de service aux compagnies pétrolières qui investissent en ce moment dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du pays.

Pas de complotisme : les plaignants qui ont saisi la justice américaine sont des fonds d'investissement sans lien avec Erik Prince, dont les sociétés ne sont même plus basées aux États-Unis (L6 Group est à Dubai et FSG à Hongkong). Pas de naïveté non plus : Erik Prince ne joue pas contre les intérêts du gouvernement américain, surtout avec Donald Trump à la Maison-Blanche. L'ancien militaire n'a jamais caché son soutien à l'actuel président. Lequel a choisi comme secrétaire à l'Éducation une certaine Betsy DeVos, qui n'est autre que... la sœur d'Erik Prince. •



Matthew Friedrich, procureur général adjoint des États-Unis, annonce l'amende de 800 millions de dollars infligée à Siemens pour corruption.

COMMENT LES ÉTATS-UNIS ASSIEGENT LE MONDE

Par Olivier de Maison Rouge

Les États-Unis assoient leur hégémonie en imposant leurs normes juridiques au monde entier. Sous couvert de mesures anticorruption ou de lois d'embargo, Washington assujettit les grandes entreprises étrangères. Pour contrer cette guerre économique, la France a transposé des pans entiers du droit américain. Une stratégie risquée.

Depuis une vingtaine d'années, sous l'égide des néoconservateurs, démocrates tout d'abord puis républicains, faisant fi du principe d'isolationnisme qui avait auparavant prévalu au sein du « Grand Old Party », les États-Unis sont clairement passés du *soft law* – système juridique non contraignant – au *hard law*, avec la ferme volonté d'imposer leur corpus juridique, quitte à générer des distorsions manifestes de concurrence, pour mieux s'en affranchir quand il s'agit de leurs propres intérêts.

Cette guerre juridique asymétrique, dont l'extraterritorialité du droit est désormais le glaive – au sens propre comme au sens figuré – aux mains du *Department of Justice* (DOJ, équivalent du ministère de la Justice), est au service d'une véritable ambition planétaire. Elle est de toute évidence un autre effet pervers de la globalisation, dont Technip, Total, BNP Paribas, Alstom et tant d'autres ont été victimes.

Docteur en droit et avocat (cabinet Lex-Squared), Olivier de Maison Rouge est professeur à l'École de guerre économique et président de la commission Renseignement et Sécurité économiques de l'ACE (syndicat de conseils juridiques de l'entreprise). Il est l'auteur de *Penser la guerre économique : bréviaire stratégique*, VA press, 2018.

D'un monde bipolaire au « gendarme du monde » émetteur du droit

Dans le prolongement de l'effondrement du « rideau de fer », mettant ainsi fin à un monde reposant sur la bipolarité, George Bush (le père) prétendait vouloir instaurer un « *nouvel ordre mondial* ». Bill Clinton, qui lui succède en 1993, invite « *ses concitoyens à se lancer à la conquête de tous les marchés du monde*¹ ». C'est sous son administration que naît l'idée d'appliquer le droit en qualité de « gendarme du monde » : ce seront les canons de lutte anticorruption érigés au sein de l'OCDE ou encore les lois d'embargos. Ainsi, les États-Unis se font le législateur d'un empire économique planétaire. Ils avaient proclamé la victoire du libre-échange sur le socialisme d'État, disparu avec le bloc de l'Est. La conséquence directe et quasi immédiate a été l'extension du modèle capitaliste américain et, de fait, de normes juridiques, à l'ensemble de la planète. Ce système sera notamment consacré par la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), instituée en 1994 par le traité de Marrakech. Cette conquête économique, bâtie sur les ruines de l'opposant soviétique, a conduit à une forte imbrication juridique, affectant pour une large partie les entreprises multinationales.

L'extraterritorialité : la compétence universelle du droit américain, au-delà de ses frontières

Pour paraphraser Clausewitz, qui affirmait que « *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* », il est patent que le droit est devenu le prolongement de la guerre économique, par d'autres moyens. Cette extension mondiale du système normatif américain, consentie par ses acteurs aveuglés par un *soft power* efficace, a accouché de la doctrine d'« extraterritorialité » qui consiste à appliquer à un acteur économique une loi d'un autre État, ce qui revient à l'assujettir au-delà de ses frontières. La globalisation a ainsi fourni les prétextes et créé des appâts qui allaient permettre de sanctionner les concurrents malheureux. Dans cet esprit, plusieurs initiatives ont été dernièrement engagées pour étendre davantage cette hégémonie juridique, parmi lesquelles on peut mentionner :

→



Réunion entre le PDG de General Electric, Jeffrey R. Immelt, et le PDG d'Alstom, Patrick Kron, en juin 2014, après le rachat par General Electric de la branche énergie d'Alstom.

Le *Foreign Corrupt Practices Act* (FCPA) est une loi fédérale adoptée en 1977 qui participe à la lutte contre la corruption dans le milieu des affaires. Bien que ce texte n'ait pas de portée extraterritoriale intrinsèque, l'administration l'interprète très largement, au bénéfice du Trésor américain. Les moyens d'enquête dévolus aux services d'investigation leur ouvrent l'accès à toutes les informations et à tous les documents, aussi confidentiels soient-ils, qu'ils demandent aux entreprises. Dans l'interprétation très extensive qu'en font les tribunaux américains, cette loi peut viser une entreprise étrangère, pour peu qu'elle ait un lien de rattachement quelconque avec les États-Unis (contrat en dollars, messagerie électronique via un opérateur américain, puces *made in USA*...).

La loi Sarbanes-Oxley (SOX), entrée en vigueur le 30 juillet 2002, affecte directement les entreprises étrangères, dans la mesure où elle concerne toutes les entreprises cotées au New York Stock Exchange (NYSE), menacées de lourdes sanctions. Les dirigeants dont les entreprises ne respectent pas leurs engagements financiers risquent vingt ans de prison et 5 millions d'euros d'amende.

Il faut encore compter avec certaines lois fiscales, ou encore les lois d'embargos. À titre d'exemple, BNP Paribas a lourdement payé une violation d'interdiction commerciale². L'argument était une opération libellée en dollars pour un investissement réalisé en Iran, pays que les États-Unis avaient alors mis au ban des échanges économiques (les *rogue states*, « États voyous », désignés unilatéralement par l'administration Bush, puis Obama). Or, la compensation financière a été opérée via des comptes américains, seul et unique lien de l'affaire avec les États-Unis. Il faut souligner que cette affaire n'a pas fait l'objet d'une procédure judiciaire et contradictoire devant un tribunal indépendant. Le dossier a été directement suivi par le DOJ devant lequel BNP Paribas a dû s'infléchir et plaider coupable pour éviter un procès long, dispendieux et désastreux pour son d'image. L'amende négociée s'est élevée à 8,9 milliards de dollars. Le chantage a eu gain de cause. Cette justice négociée prévoit souvent un monitoring qui n'est autre qu'un contrôle interne permanent de l'entreprise sanctionnée pour le compte du DOJ.

Pour les mêmes raisons, et dans un contexte similaire, le Crédit agricole a été contraint de s'acquitter d'une amende de 787 millions de dollars, en raison d'opérations réalisées – et compensées en billets verts – avec l'Iran, le Soudan, le Myanmar et Cuba entre 2003 et 2008. C'est au titre des mêmes lois d'embargo que les autorités américaines ont enjoint les entreprises européennes de se retirer du territoire iranien.

Ainsi, les Américains tentent ouvertement, par la menace de procès infamants (dont l'issue demeure en réalité inconnue, car il n'est pas certain que les juges américains reconnaissent la même compétence extra-

territoriale aux lois fédérales), d'obtenir la soumission des acteurs économiques. Non sans brutalité : dans l'affaire Alstom, des cadres dirigeants soupçonnés d'actes de corruption en Asie ont été arrêtés sans ménagement, interrogés et placés à l'isolement, sans nulle garantie juridictionnelle, au mépris des droits de la défense³.

Animés par cet esprit de moralisation des affaires hérité de leur messianisme originel, les Américains ont érigé la corruption en mal absolu⁴, pour mieux évincer des concurrents de certains marchés ou les stigmatiser. En effet, si les pratiques frauduleuses étaient courantes il y a encore quelques années pour des contrats à grande échelle, elles se sont fortement raréfiées depuis.

C'est encore une accusation de corruption qui a conduit Alstom dans les mailles de la justice américaine. L'affaire s'est soldée non seulement par une défaite politique, une lourde amende financière, mais encore par un démantèlement de ce fleuron industriel dont la branche stratégique énergie a été cédée à General Electric⁵. Depuis, les entreprises françaises étaient en attente d'une riposte de l'État, ainsi que d'un accompagnement fort. La loi Sapin 2 du 9 décembre 2016 a été adoptée afin d'éviter de nouvelles sanctions par les États-Unis, puisque la France s'est alignée sur les standards US pour juger ses propres entreprises. En vertu de la règle *non bis in idem*, une entreprise ne devrait pouvoir être condamnée une deuxième fois pour les mêmes faits. Cependant, il n'est pas certain que les juridictions américaines ou britanniques respecteront ce principe. À l'heure actuelle, Airbus est à la fois poursuivie en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis pour des faits de corruptions...

Loin de prendre l'avantage en la matière, la France a donc durci sa législation relative à la transparence financière et imposé la conformité (*compliance*) – notion juridique étrangère historiquement au droit romano-germanique – dans de nombreux domaines tels que la responsabilité sociale des entreprises ou la gouvernance d'entreprise. Sans pour autant protéger ses entreprises des tribunaux américains. Sous couvert d'éthique, la loi encourage un peu plus l'effacement du droit européen au bénéfice du droit anglo-saxon. Autant dire que le remède est peut-être pire que le mal. •

1. Amiral (c.r.) Pierre Lacoste, en préface de François Auer, « Comment se protéger de l'espionnage et de la malveillance », *Recrut'innov*, 2009.
2. Antoine Garapon et Pierre Servan-Schreiber (dir.), *Deals de justice : le marché américain de l'obéissance mondialisée*, PUF, 2013. Également : « BNP Paribas tremble et implore la clémence des Américains », *Le Figaro*, 13 mai 2014 ; « La chambre de compensation, la clé de l'amende BNP », *Le Monde*, 3 juin 2014.
3. Jean-Michel Quatrepoint, *Alstom, scandale d'État*, Fayard, 2015. Lire aussi le témoignage poignant de Frédéric Pierucci et Matthieu Aron, *Le Piège américain*, JC Lattès, 2019.
4. « Accusation de corruption, l'arme atomique », *Intelligence Online*, n° 678, 12 décembre 2012.
5. Voir le documentaire *La Guerre fantôme* ; lire le « Rapport d'information parlementaire sur l'extraterritorialité de la législation américaine », par Karine Berger et Pierre Lellouche, Assemblée nationale, 5 octobre 2016 ; Ali Laïdi, *Le Droit, arme de guerre économique*, Actes Sud, 2019.

EURO : LES OMISSIONS DE L'ÉLÈVE TRICHET

Par Jean-Luc Gréau

L'ancien président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet dresse un bilan globalement positif de l'euro dans *Le Débat*. C'est oublier que la monnaie unique a contribué à une divergence accrue entre les États membres. En proie au chômage de masse, à la récession et à l'endettement, la zone euro est au bord du démantèlement.

Le vingtième anniversaire du lancement de l'euro, le 1^{er} janvier 1999, a été célébré dans la discrétion. Cependant, et sans attendre cette échéance, un des protagonistes majeurs de l'expérience, notre compatriote Jean-Claude Trichet, en a dressé un bilan globalement positif : reprenant un des poncifs émis à l'occasion de la crise de 2008, il a jugé, dans un article paru dans *Le Débat*, que la zone euro était « résiliente¹ ».

Les omissions de l'élève Trichet

Dans cet article de pure opportunité, écrit au lendemain d'un exercice 2017 qui s'était avéré le meilleur de la zone euro depuis la crise financière américaine de 2008 et, surtout, la crise de l'euro des années 2010, 2011 et 2012, Trichet avance que c'est grâce à l'action de la Banque centrale européenne, sous sa direction, que la crise dite des « subprimes » avait pu être surmontée. Il noie la crise de l'euro dans une crise des risques souverains imputables à l'absence de « réformes structurelles » dans les pays concernés, air connu, oubliant que l'euro nous avait été présenté, entre autres choses, comme un puissant facteur incitatif aux dites réformes. Il se réjouit que de nouveaux pays, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie et la Slovaquie, aient rejoint la zone euro. Par-dessus tout, il produit une estimation du FMI selon laquelle le PIB par tête aurait progressé un peu plus vite en zone euro qu'aux États-Unis.

Ce point aurait dû intriguer l'honorable représentant de notre énarchie. Car non seulement la zone euro est loin derrière l'Asie industrielle en termes de croissance, mais le dynamisme de l'économie américaine, depuis 2009, a créé un gouffre dans les évolutions respectives des deux systèmes. Comment se fait-il que les services du FMI aient pu aboutir à un résultat aussi flatteur pour la zone euro ?

Un premier point, mineur, aide à le comprendre. Le PIB par tête de la zone euro est mécaniquement rehaussé du fait de la fécondité bien plus basse que celle des États-Unis. Les nombreux jeunes Américains nés entre 1999 et 2018 ont accru la population sans accroître simultanément la production. Le biais statistique de nature démographique aide à comprendre l'évolution un peu plus favorable du PIB *par tête* en zone euro.

Un deuxième point met en lumière le caractère fautif du plaidoyer de Jean-Claude Trichet. C'est dans les années 2000 que la zone euro affiche, *globalement*, des performances favorables attestant en apparence de la réussite du projet. La demande intérieure, investissement et consommation confondus, progresse à un rythme soutenu. Mais c'est au prix de deux facteurs qui vont décider de la terrible crise de l'euro de 2010. Un, les pays dits du Sud s'endettent de façon disproportionnée : l'État en Grèce, les ménages et les entreprises au Portugal, les entreprises et les ménages en Espagne, les banques, les ménages et les entreprises en Irlande. Deux, les entreprises et les États de ces pays, y compris l'Italie, laissent filer les coûts salariaux à un rythme total compris entre 20 et 35 %. Comment expliquer une telle imprudence ? Nos partenaires dévoyés avaient pris au sérieux le slogan imbécile des concepteurs de l'euro et de la tribu médiatique : « L'euro est notre bouclier. »

Un troisième point attire l'attention. La belle performance globale cache des performances très inégales des différents pays : prospérité apparente en Espagne et en Irlande, faiblesse de l'économie italienne, croissance ralentie en France, mais plus encore en Allemagne qui avait fait le pari contraire des pays du Sud en rédui- →



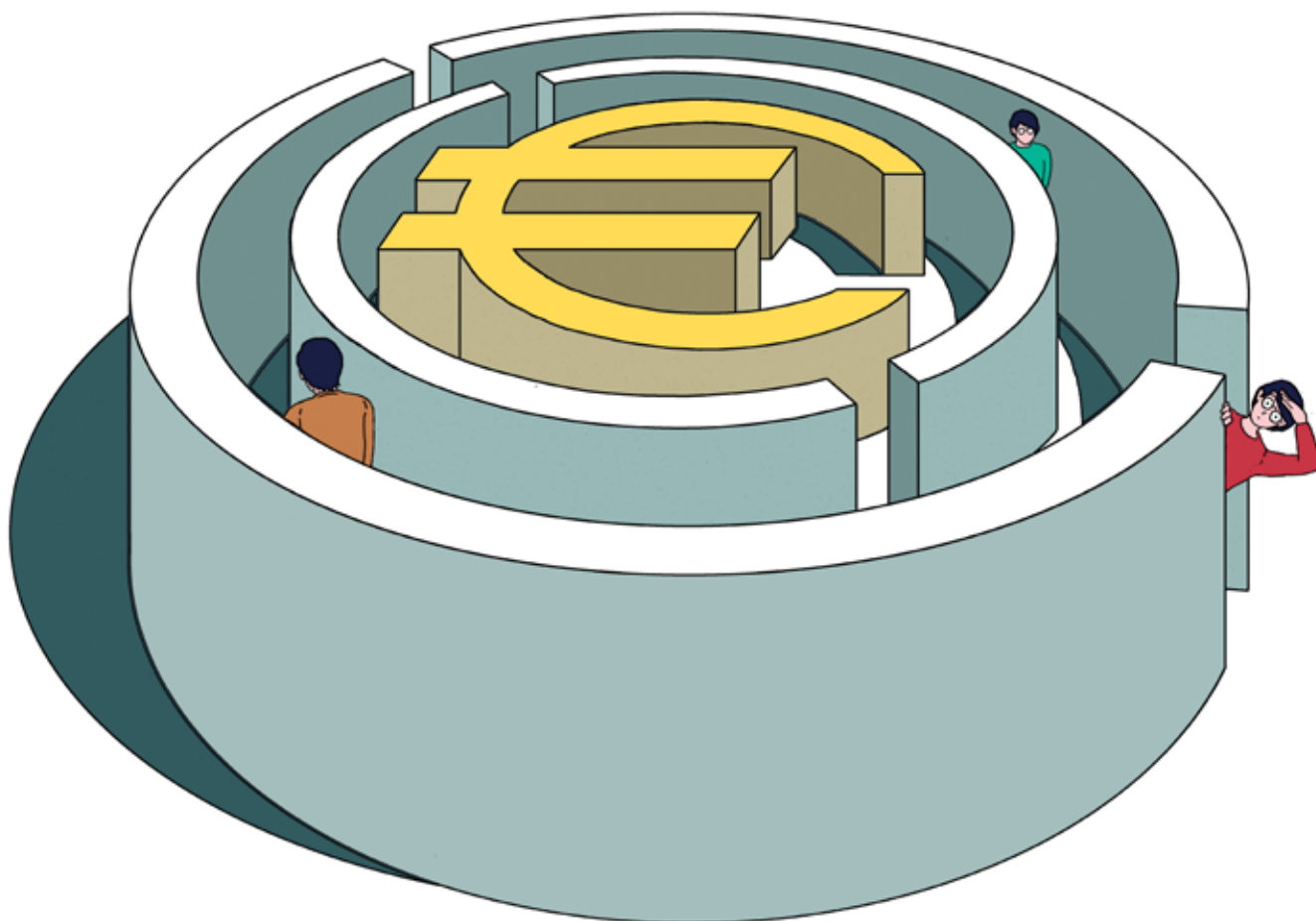
Jean-Claude Trichet au siège de la Banque centrale européenne (BCE)
à Francfort, janvier 2009.

sant de 15 % ses coûts salariaux. Dès 2007, on pouvait voir l'échec de l'euro qui faisait diverger les économies concernées alors qu'il avait été conçu pour les aider à converger.

Jean-Claude Trichet, alors aux commandes à Francfort, est non seulement resté aveugle à ces débordements, mais il s'est réjoui de la croissance artificielle qui en résultait. Pire encore, il oublie les conséquences irrémédiables de la crise interne de la zone, sous la forme d'une explosion de différentes dettes publiques : 100 % du PIB pour l'Espagne, 132 % pour l'Italie, plus de 110 % pour le Portugal, ce qui rend leurs États insolvables. Quant à l'Irlande, c'est un cas à part, du fait que son PIB est artificiellement gonflé par de fausses exportations qui représentent plus de 90 % de sa production² grâce au transfert sur son sol de la production de laboratoires pharmaceutiques nord-américains qui entendent bénéficier d'une imposition très favorable. Comment se fait-il que la zone euro ait vu *les quatre plus grandes faillites de l'Histoire* quand on les rapporte au chiffre de la population ? La France elle-même, moins touchée, a vu sa dette publique s'élever de 65 % du PIB à l'automne 2008 à 98 % aujourd'hui : Trichet croit-il que la France et les autres pays surendettés pourront rembourser leurs dettes ?

Changement de programme après 2009. La zone euro entre dans une période de marasme prolongé qui creuse l'écart avec les États-Unis. La demande interne de la zone euro est aujourd'hui *inférieure* à ce qu'elle était avant 2008 tandis que la demande interne américaine s'est *envolée* comme le montre un graphique récent de Natixis³. Cette évolution aide à comprendre les difficultés de gestion des États, mais encore plus, le chômage structurel dans maints pays, en dehors de l'Allemagne, avec un chômage endémique des jeunes oublié lui aussi par Trichet, qui n'en a apparemment cure. « No future » pour tous ces jeunes.

Mais l'élève Trichet mérite une note proche de zéro si l'on prend encore en compte trois paramètres qui ne figurent pas dans sa copie. Primo, les déséquilibres commerciaux entre l'Allemagne et ses partenaires de la zone ont engendré, au profit de notre grand voisin, un total de créances de près de 1 000 milliards d'euros, dont on ne voit pas comment il pourra être réduit ou résorbé. Deuxio, la crise de l'euro a été surmontée par la politique dite de « Quantitative Easing », mise en œuvre par Mario Draghi, qui a permis de retirer plus de 4 000 milliards de dettes privées et publiques de la circulation et, par là, de sauver le système bancaire et le crédit des États de la zone. Tertio, l'embellie de la zone



euro, observable en 2017, est intervenue au moment précis où « toutes les planètes du système économique mondial étaient alignées », grâce à l'impulsion monétaire des six plus grandes banques centrales du monde, Banque populaire de Chine y compris.

La résilience n'est plus ce qu'elle était

Cependant, quelques semaines après la publication du satisfecit de notre ancien banquier central, John Plender, chroniqueur au *Financial Times*, libre de tout lien d'allégeance avec l'aventure de l'euro, a appelé l'attention sur les nuages qui s'accumulent à l'horizon de la zone. Il va jusqu'à pointer le risque de déflation rampante qui la menace, dans le style de celle qui afflige le Japon depuis trente ans⁴.

Très à propos, John Plender évoque la décision récente du président de la Banque de Francfort de procéder à une relance monétaire sous la forme de prêts aux banques à très bas taux sur une durée de deux ans. Décision que Mario Draghi n'a eu guère de peine à justifier : « *La zone euro connaît une période de faiblesse continue et d'incertitude qui se répand.* » Du haut de la tour qui abrite la BCE, son président a pu voir s'éteindre les feux de la croissance : 2,6 % en 2017, mais une année 2018 qui a vu la croissance chuter à 0,8 % au premier semestre et à 0,4 % au second semestre. L'Italie est entrée en récession, l'Allemagne était en quasi-récession durant le dernier semestre. Enfin, les enquêtes auprès des entreprises trahissent une dégradation régulière du climat des affaires, encore confirmée par l'enquête Markit auprès des PME de la zone menée début d'avril.

C'est l'Allemagne, la surpuissante Allemagne, qui inquiète le plus. Le pays qui a garanti l'euro au moment de la tourmente, par sa puissance industrielle, subit les vents contraires du ralentissement dans d'autres régions du monde : l'Amérique latine est globalement en récession, la Chine et l'Asie industrielle freinent des quatre fers. Les exportations allemandes et, plus encore, les commandes à l'exportation se replient. Nous voyons le revers de la médaille allemande : sa croissance est excessivement dépendante de ses débouchés extérieurs qui représentent, bon an mal an, près de la moitié de sa production. Et c'est ainsi que Mario Draghi a dû avouer que le retour à la prospérité dépendait de la relance monétaire à tout va à laquelle procède la Chine. Il serait divertissant d'organiser une confrontation entre lui et son prédécesseur !

L'euro fourrier de la déflation

Dans ce contexte de conjoncture refroidie, d'autres indices, soulignés par John Plender, plaident pour la thèse déflationniste : l'inflation très réduite et la faiblesse démographique – la population en âge de travailler recule. Il se risque alors à un rapprochement avec la déflation japonaise, mais en soulignant le point crucial de divergence : le Japon est unifié, la zone euro n'est pas homogène. C'est là que le bât blesse le plus. La monnaie

unique présentée comme un outil de convergence des économies a contribué à une divergence accrue.

L'union monétaire était viciée à la base, nous dit John Plender. Elle a assuré une surcompétitivité à l'Allemagne et aux pays du Nord de l'Europe, sans possibilité de correction par des mesures de compensation pour les autres économies. Dès lors, la zone restera excessivement dépendante de ses exportations vers le reste du monde, donc du dynamisme du système mondial. La « japonisation » deviendra un mot usuel dans le vocabulaire économique et, *horresco referens*, les populismes vont progresser.

J'ajouterai un aspect peu visible de l'imbroglio économique de la zone. L'union monétaire a consisté à « germaniser » la monnaie des trois quarts de l'Europe. Car l'euro est le mark. C'est bien ainsi que l'avaient voulu ses concepteurs. Or, quelques années après la « germanisation » monétaire de l'Europe, l'Allemagne a, sous la conduite du chancelier Schröder, fait le choix de se mondialiser en réduisant ses coûts du travail de 15 %, tout en délocalisant une masse de fournitures vers les pays d'Europe centrale et orientale. Cela signifie que l'Allemagne s'est éloignée de la zone euro qui a emprunté sa monnaie. On peut la voir comme une plate-forme industrielle « offshore », qui exporte tous azimuts. C'est ce choix qu'elle commence à payer à son corps défendant.

Vers un démantèlement de l'euro ?

Tout dépend désormais de la conjoncture extérieure à la zone euro. Ou bien le ralentissement va s'étendre à d'autres régions du monde, comme les États-Unis, dont la prévision de croissance vient d'être ramenée à 2,3 % pour 2019, comme les pays producteurs de matières premières, victimes par ricochet du marasme de leurs clients. Ou bien la relance chinoise viendra à point nommé soutenir le train de la croissance mondiale et nous connaissons une nouvelle embellie ou à tout le moins un délai de grâce avant une éventuelle rechute. Mais la question de l'euro reste posée. Si John Plender a raison, il n'y a d'autre solution véritable que de préparer le démantèlement de l'euro. Or, selon la rumeur qui commence à courir, nombre de financiers admettent en privé cette nécessité. Ils craignent la sortie impromptue d'un pays tel que l'Italie qui ferait imploser les marchés du crédit. Le démantèlement de l'euro, préparé en commun par les États et par eux, serait infiniment moins dommageable qu'une sortie unilatérale. Nous ne sommes pas voués à demeurer éternellement dans la souricière de la monnaie unique. •

1. « La zone euro et l'euro : une remarquable résilience dans la crise », *Le Débat*, n° 203, janvier 2019.

2. Chaque Irlandais exporte quatre fois autant que chaque Allemand. *Sic !*

3. « Nativix Flash Économie », n° 995, « Pour l'instant, la zone euro est un échec ».

4. « Japanification looms for the sluggish eurozone », *Financial Times*, 13 mars 2019.

OCCIDENT LA COULPE EST PLEINE

Par Cyril Bennasar

Du Rwanda à la guerre de Libye, les Occidentaux sont sommés d'endosser tous les crimes du monde. Même ceux qu'ils n'ont pas commis. Les obsédés du ressentiment postcolonial confondent copieusement coupables et complices présumés.

Tandis que le procès des époux Fillon s'ouvre, on se souvient des conditions dans lesquelles le candidat de la droite a été éliminé dès le premier tour de l'élection. On n'a pas oublié les intrigues du pouvoir en place, les manipulations d'une presse hostile et partisane, l'immixtion d'une justice spéciale et spécialement rapide là où elle n'avait rien à faire, en vertu de la séparation des pouvoirs, et on attribue l'échec d'une droite pressentie pour gagner la présidentielle aux manœuvres de ses adversaires. L'analyse tient la route et les faits ne manquent pas pour venir l'étayer, mais on oublie trop souvent de mentionner dans l'histoire le vrai responsable, le seul arbitre, le décideur en dernière instance, le juge suprême dans une élection au suffrage universel : l'électeur.

Je l'ai parfois regretté, je m'en suis réjoui souvent, mais Hollande n'était pas Poutine. Si son principal opposant avait été diffamé, injustement accusé, arbitrairement jeté en prison et empêché de présenter sa candidature, nous pourrions légitimement affirmer que l'élection nous a été volée, comme le répète Michel Onfray sans prendre plus de précautions de langage. Il est

parfois nécessaire de rappeler certaines lapalissades : si Fillon n'a pas été élu, c'est d'abord et surtout parce qu'une majorité de Français, en pleine possession de leur libre arbitre, n'a pas voté pour lui. Pour expliquer cette désaffection, on peut additionner les hypothèses : un programme trop drastiquement libéral au pays de l'État-providence, la crainte d'un conservatisme à la limite d'un ordre moral assez éloigné du sens commun le plus partagé, les incohérences du candidat, arroseur arrosé par ses déclarations sur de Gaulle, Sarkozy et sa mise en examen, le faible crédit d'un homme qui avait l'air droit dans ses bottes, mais dans un costume offert par un mafieux.

On peut aussi attribuer cet abandon en rase campagne à la sociologie de son parti, à cet électeur de la droite des notaires et des notables chez qui les convictions s'effacent devant les intérêts, à ce petit bourgeois qui se détourne par conformisme de celui contre qui la rumeur enfle comme on regarde de travers ce voisin devant chez qui on a vu les gendarmes, à ce contribuable convenable et vétilleux qui s'effarouche devant la plus insignifiante et inconsciente des « corruptions » et le plus légal des « détournements » de fonds alloués, qui prend peur en entendant les mots « mis en examen », qui condamne sur parole médiatique et avant le juge, et qui exige de l'élu une éthique, une vertu et une transparence dont il s'embarrasse peu dans la gestion de son portefeuille, de son commerce ou de son personnel. Ce ne sont là qu'intuitions et suppositions, ni plus incomplètes ni plus erronées que d'autres, pour expliquer l'étrange défaite, et à présent que l'on a vu Fillon s'éclipser après avoir appelé à voter Macron, cet autre candidat de la bourgeoisie, pour aller faire dans la finance, les affaires et les conférences sans être trop gêné, semble-t-il, par son sens de l'État, on peut en déduire que le personnage n'avait finalement que l'électorat lâcheur qu'il méritait. Mais on a préféré faire porter le chapeau à une clique manœuvrière plutôt qu'à un candidat peu convaincant et à une classe sociale frileuse et décevante.

Pour étendre l'argument à international, on a →



OFF

Leon Kuhn

IMPERIALISM

ON

IMPERIALISM

CUT
WAR
NOT
WELFARE

AFGHANISTAN
THERE IS NO
MILITARY
SOLUTION

Manifestation contre l'intervention de l'OTAN en Afghanistan, Londres, novembre 2010.



Bernard-Henri Lévy.

souvent tendance à attribuer les guerres, les crimes et les catastrophes à leurs responsables plus ou moins indirects plutôt qu'à leurs coupables flagrants. À force d'analyses scabreuses sans cesse répétées, on finit par oublier les criminels pour n'accuser que ceux qui sont supposés (parfois à raison) avoir créé les conditions du crime. Pour une large opinion, le massacreur des Palestiniens des camps de Sabra et Chatila s'appelle Ariel Sharon, on a oublié les phalangistes chrétiens. Longtemps, la cause et l'origine des guerres tribales dans le tiers-monde avaient un seul nom, toujours occidental : celui du marchand d'armes. Lorsque les Rwandais se sont génocidés à la machette, on a dû trouver autre chose, mais le coupable, l'habituel et éternel coupable dans le monde postcolonial, est resté le même : l'homme blanc et, en l'occurrence, le Français. Aujourd'hui encore, si les populations meurent de faim au Yémen, on passe sans s'attarder sur les milices chiites fanatiques et sur les Saoudiens impitoyables qui s'entre-tuent, et qui cloue-t-on au pilori pour leurs pratiques commerciales peu pacifistes ? Nous autres.

Tout finit toujours par être de notre faute. Si le Maghreb est conservé dans le formol et l'Afrique confinée dans le sous-développement, ce ne sont pas les archaïsmes culturels qui durent, mais les traumatismes coloniaux qui perdurent. Si l'Iran est devenu un cauchemar, ce n'est pas par l'observance de pratiques religieuses criminelles, mais à cause de Giscard qui a accueilli Khomeyni. En Afghanistan, les torts sont partagés, non pas entre les clans, les ethnies ou les tribus, pas foutus depuis trente ans de s'entendre pour que leurs enfants puissent grandir dans un pays en paix, mais comme

chacun sait, entre les Russes et les Américains. Si les Irakiens ne sont pas sortis de la guerre interconfessionnelle qui ensanglante leur pays et qui devient routinière, on incrimine George Bush qui est intervenu. Et si la Syrie a connu à peu près le même sort, on accuse Barack Obama qui s'est gardé de le faire.

Cette manie que nous avons de prendre sur nous tous les crimes du monde s'est exprimée sous son jour le plus décomplexé dans l'émission « Les Terriens du dimanche » quand Bernard-Henri Lévy y fut soumis à la question, sommé de répondre des crimes commis dans la Libye d'après Kadhafi et prié lourdement de plaider coupable pour les femmes violées et pour les hommes vendus comme esclaves. On a pu entendre sur le plateau qu'« *il avait des chemises très propres, mais les mains très sales* » et lire dans les commentaires qui ont suivi le débat que « *BHL a du sang sur les mains* ». On a oublié les rivières de sang promises à Benghazi et la coalition internationale qui a bombardé un régime prêt à commettre un massacre. On a surtout soigneusement oublié, ici comme ailleurs, l'histoire de cette partie du monde où des Arabes avaient coutume de réduire des Noirs en esclavage, habitude avec laquelle certains semblent avoir renoué.

Comment expliquer cet excusisme sans frontières qui nous amène toujours à la fin des fins à endosser tous les crimes du monde ? Nous avons tendance à nous croire tout-puissants, à nous prendre pour Dieu, pour un dieu qui porte tous les péchés du monde, plus qu'un dieu chrétien, un dieu si omnipotent que le libre arbitre chez l'autre est aboli comme l'est sa responsabilité. Cette déresponsabilisation est peut-être d'abord l'expression d'une supériorité, d'une condescendance, et le tribunal que nous dressons pour y comparaître est peut-être aussi et au fond un nouveau piédestal. Il est temps de revoir nos prétentions à la baisse et de constater qu'au *xxi^e* siècle, nous ne ressemblons plus à ce dieu unique qui fait sur le monde la pluie et le beau temps. Nos pouvoirs s'arrêtent là où commence le droit des peuples à s'entretuer ou à adopter la charia. Il se pourrait bien que nous soyons à présent plutôt jupitériens. Nous envoyons encore la foudre, mais les après-guerres nous échappent comme les intrigues de l'Olympe échappaient au chef des dieux antiques.

Comme le dieu romain obligé de mentir, de tricher, de changer son apparence pour séduire des nymphes ou des mortelles, dans la crainte d'être découvert par sa divine épouse et de déclencher son courroux, l'homme occidental est contraint aujourd'hui, s'il veut espérer une vie sexuelle, de dissimuler sa vraie nature sous les discours du féminisme égalitariste et de jouer le rôle de l'éternel amant, lequel, au premier écart, reçoit la foudre. Leçon d'humilité que nous devrions retenir pour les jours où nous nous prenons pour les puissants manipulateurs de l'humanité, pour les terreurs du monde, pour les grands Satan. •

Grâce à votre don, renforcez leur lien à Israël !

SPÉCIAL IFI
- 75 % DE DÉDUCTION
FISCALE

Soutenez MASSA, une expérience israélienne
unique : stages, études, formations...

Faites votre don

sur keren-hayessod.fr (cerfa en ligne)

→ **DON IFI** (Impôt sur la Fortune Immobilière) :
chèque à l'ordre de la **Fondation France Israël**
(- **75%** de déduction fiscale)

→ **DON IR** (Impôt sur le Revenu) :
chèque à l'ordre du **Keren Hayessod**
(- **66%** de déduction fiscale)

Merci d'adresser vos chèques au Keren Hayessod - 10, place de Catalogne 75014 Paris

Renseignements en toute confidentialité auprès de Johanna Guetta : 01 77 37 70 90

ENA MON RÊVE RÉPUBLICAIN

Par Jean-Luc Allouche

Quand on n'a ni la naissance, ni la fortune, ni les relations, mieux vaut être meilleur que les nantis. En voulant ouvrir l'ENA à la « diversité » et aux « minorités sous-représentées », Emmanuel Macron risque de casser le *cursus honorum* républicain.

J'ai eu la chance de passer mon bac en 1967. La chance, parce que j'ai été instruit par des professeurs dignes de ce nom (en costume-cravate ou en jupe sous le genou) sous les auspices du Lagarde et Michard, du Gaffiot et du Bailly, des écrivains classiques français et de la philosophie pas encore « post-moderne ».

J'ai eu le malheur d'effectuer ma première année de lettres classiques en 1968. Le malheur, parce que, bourgeois, et conscient des efforts de mes parents qui s'étaient saignés aux quatre veines pour me faire poursuivre des études (« *Chez nous, tonnait ma mère, pas question de commerce ! Les études !* »), je contemplais mon accession au temple du Savoir, la Sorbonne, réduite en cendres dans le chahut potache de jeunes bourgeois saisis du prurit de la mort du Père.

Pourtant, je caressais encore le rêve de m'inscrire plus tard à Sciences-Po, puis de tenter le concours d'entrée

à l'ENA. Un incident, au détour des effusions de la rue de Mai 68, m'a fait bien vite atterrir. Alors que je regardais d'un œil plus curieux que militant les charges des CRS aux environs d'une barricade, l'un d'eux m'avait avisé, puis lancé : « *Toi, on va te faire la peau comme en Algérie...* » Devant ma protestation indignée et mes brevets de patriotisme (un grand-père soldat en 14-18, mon père en 39-45, médailles à l'appui), il m'avait rétorqué : « *Ouais, un Français de papiers quoi...* »

J'en eus le cuir hérissé, l'esprit meurtri. Mais, après tout, s'il avait raison ? Débarqué de frais après le rapatriement d'Algérie, je n'étais, somme toute, qu'une pièce rapportée. Un invité en bout de table du banquet national. « *Et, en plus, tu veux faire l'ENA avec le nom que tu portes ?* », me suis-je dit.

Ma vocation est morte ce jour-là. Je me suis résigné à emprunter d'autres chemins d'intégration.

Je n'en ai pas moins gardé longtemps un goût amer dans la bouche. C'est que j'avais tété le patriotisme français au sein de ma mère, appris à aimer mon pays sous la conduite d'un père à la fois fonctionnaire républicain exigeant et juif pratiquant scrupuleux. Et l'école m'avait enseigné le respect du drapeau, de la *Marseillaise*, le culte des glorieux ancêtres (voire de mes ancêtres gaulois, même si ceux-là auraient eu du mal à me tenir pour l'un des leurs). Mais quand on s'appelle Allouche, n'est-ce pas, ça faisait tache...

Bien sûr, j'étais naïf. Mais personne pour me conseiller, me rassurer, me guider. Mon milieu ne possédait pas les « codes » sociaux adéquats. A fortiori, le carnet d'adresses. Je n'en suis pas devenu pour autant un adepte de Bourdieu – qui fera, plus tard, des ravages parmi mes étudiants en journalisme.

Mais malgré cette lointaine déconvenue, je juge indigne et démagogique le haro contemporain sur l'ENA.

Je ne sais pas si l'« ascenseur social » est bloqué – pour moi, il a tout de même fonctionné. Avec en visée, la ligne

Jean-Luc Allouche, écrivain et traducteur, a été rédacteur en chef à Libération.



Les locaux historiques de l'École nationale d'administration (ENA), rue des Saints-Pères à Paris, septembre 1967.

de crête de l'excellence. Quand on n'a ni la naissance, ni la fortune, ni les relations, il demeure un impératif absolu : être meilleur que les nantis. Une forme de lutte de classes pas plus indigne qu'une autre.

Il est vrai, grâce en soient rendues aux hussards en blouse grise, que j'ai bénéficié de maîtres qui concevaient leur tâche comme un sacerdoce (jusqu'en primaire, au « bled », où ils tiraient vers le haut tous les gamins de la colonie sans éprouver le besoin de mettre en œuvre une quelconque « discrimination positive », et quand je relis les noms des palmarès d'antan, les Courtois, les Ben Malek et les Halimi de mon enfance s'y côtoient dans une joyeuse émulation).

Je ne peux pas en dire autant de ceux qui ont eu en main mes enfants et mes petits-enfants.

L'ENA, donc. L'ambition de l'ouvrir à la « diversité » et aux « minorités sous-représentées » est louable, mais revient à une politique de Gribouille. Aucune politique volontariste ne pourra combattre l'inégalité de départ : non celle de la naissance, mais celle de l'ambition, de l'acharnement, du sacrifice. L'égalité est une aspiration, non un postulat (comme c'est réactionnaire ! J'assume !). Quant à « l'entre-soi »... Mais, aujourd'hui, la France fourmille d'« entre-soi », tous plus revendicatifs et plus venimeux les uns que les autres.

Alors, si j'avais quelques décennies de moins, je tenterais le concours de l'ENA. Et je le réussis. Grâce, entre autres, à mes anciens maîtres Lounis, Elbèze, Fassier, Krittlé, Bosboeuf, et j'en oublie, et avec l'aide des sieurs Lagarde et Michard, Gaffiot et Bailly. •



Anne Hidalgo dans son bureau de l'Hôtel de Ville, mars 2015.

DANS LA TÊTE D'ANNE HIDALGO

Par Erwan Seznec

Avec les écologistes et les communistes en guise d'alliés, les lobbies LGBT et pro-migrants sur le dos, et les médias en embuscade, comment piloter la lourde machine administrative de la mairie de Paris ? Reportage.

Haro sur Anne Hidalgo. La cause est entendue, la maire de Paris est une nullité, doublée d'une tête de mule. Avant même de s'illustrer en réclamant la renaissance de Notre-Dame de Paris pour les JO, elle avait accumulé les boulettes – Vélib' en panne, Autolib' coulé, embouteillages sur les avenues et rats dans les parcs. Et en prime, elle n'écoute personne.

La passionaria du « vivre-ensemble » est, semble-t-il, invivable au quotidien. Lassé par ses fougues, son premier adjoint, Bruno Julliard, a démissionné en septembre 2018, parlant d'un « déficit d'humilité et de compréhension ». Prétentieuse et bornée, en deux mots. Début novembre, l'adjoint à la propreté, Mao Peninou, a démissionné à son tour. Alors que les municipales auront lieu en 2020, 26 % des Parisiens sont « plutôt mécontents » et 32 % « très mécontents » de son action, selon un sondage IFOP publié le 24 mars par *Le Journal du dimanche*.

En somme, on peut difficilement imaginer pire. Et pourtant, le pire, c'est qu'Anne Hidalgo n'a pas encore perdu les élections, comme elle l'a fait tambouriner dans divers médias au cours d'une campagne de com déguisée en information. À 24 % d'intentions de vote, selon le même sondage, elle devance d'un rien Benjamin Griveaux, dix points devant les autres candidats putatifs ou déclarés. Entre Cédric Villani, Mounir Mahjoubi, Rachida Dati, Gaspard Gantzer, Florence Berthout, sans oublier les députés Pierre-Yves Bournazel et Hugues Renson, l'adjointe au maire du 4^e arrondissement Anne Lebreton ou le sénateur Julien Bargeton, la désunion de ses rivaux joue en sa faveur.

Anne Hidalgo sait tout cela. Âgée de 59 ans, elle fait de la politique à plein temps depuis deux décennies. Entre 1997 et 2002, elle est passée par trois cabinets ministériels (emploi, droits des femmes et justice). Première adjointe de Bertrand Delanoë à partir de 2001, à qui elle a succédé en 2014, elle connaît les rouages de la mairie (55 000 agents) et les subtilités d'une élection où la bataille se joue par arrondissement. Elle doit composer avec des adversaires politiques difficiles et avec des alliés qui ne le sont pas moins. Anne Hidalgo décide parfois, mais consacre aussi du temps à édulcorer des propositions électoralement suicidaires venant de son propre camp. « *Le seul, le vrai, l'unique voyage, c'est de changer de regard* », disait Marcel Proust. Adopter le temps d'un article celui d'Anne Hidalgo, c'est s'embarquer en effet pour un voyage en terre inconnue. Pour comprendre comment Madame la maire mène sa barque ou, peut-être, comment elle est menée par elle, on fera le point sur cinq dossiers : les rats, l'écriture inclusive et le féminisme, la politique antivoiture, les camps de migrants et l'envolée des prix du logement. Or, il apparaît bien souvent que ce qu'on prend pour les lubies de la maire sont en réalité celles de groupuscules dont elle a besoin pour gouverner.

Sauvez les rats !

Depuis quelques années, on les voit beaucoup plus souvent en surface, principalement, disent les experts, parce que les travaux incessants les dérangent en sous-sol. La riposte classique serait une campagne de dératisation utilisant des méthodes létales, pièges ou appâts empoisonnés. Sauf que ces solutions ne sont pas du goût des élus écologistes (15 sièges sur 163 au Conseil). « *Comment peut-on autoriser de telles méthodes, qui in fine sont des actes de cruauté caractérisés ?* » protestait le 22 décembre 2016 la commission Condition animale du groupe EELV parisien. Elle préconisait de planter du laurier et de la marjolaine dans les parcs, leur odeur étant supposée éloigner les rongeurs, en attendant les retours d'expérience sur les contraceptifs pour rats, testés par la ville de New York.

Avant de sourire devant cette sensiblerie, il faut examiner le dossier comme le ferait un élu EELV. →

Dans sa sphère intellectuelle, on parle aujourd'hui sérieusement d'accorder une forme de citoyenneté aux « animaux liminaires », ceux qui coexistent avec l'homme. La ville est un « *espace commun que nous partageons avec d'autres espèces* » (communiqué EELV du 22/12/2016). La citoyenneté animale était le thème central du colloque « Animal politique » organisé le 2 juin 2016 à l'Assemblée nationale, sous le parrainage des députés EELV Laurence Abeille et PS Geneviève Gaillard. Il y a beaucoup été question de *Zoopolis : une théorie politique des droits des animaux*, livre écrit par deux philosophes canadiens, Sue Donaldson et Will Kymlicka. Pour ces auteurs, pris très au sérieux aujourd'hui par les Verts, la création d'un statut de résident pour les animaux s'inscrirait dans le prolongement de l'abolition de l'esclavage. En mai 2018, Florentin Letissier, adjoint EELV à la maire du 14^e arrondissement, a proposé au Conseil la création d'une plaque commémorative des animaux morts pendant la guerre, dans le but de rappeler aux Parisiens qu'ils ne jouissent pas d'une « *place centrale et supérieure au sein du monde vivant* ». En attendant que ces percées conceptuelles portent tous leurs fruits, le plan validé en 2017 par Anne Hidalgo prévoyait des dératisations « *respectueuses de l'environnement* », politesse faite aux Verts, sans que les mots « piège » et « poison » ne soient jamais employés. En pratique, ils sont utilisés, l'effet répulsif de la marjolaine relevant

de la pensée magique. Vous trouvez que la philosophie Zoopolis est au bas mot farfelue ? La maire de Paris est probablement d'accord avec vous. Espagnole et Française (elle a les deux nationalités), Ana Maria Hidalgo Aleu a plusieurs fois refusé de condamner la corrida. Son cabinet nous confirme qu'elle n'a pas changé d'avis.

L'écriture inclusive, mais sous la pression...

Quand le Premier ministre Édouard Philippe a donné consigne à ses ministres de la bannir des communications officielles, en novembre 2017, la Ville de Paris a immédiatement fait savoir qu'elle refusait de s'aligner, ce que Europe 1, entre autres, a interprété comme un acte de résistance d'Anne Hidalgo. En réalité, c'est Hélène Bidard, adjointe PCF à la lutte contre les discriminations, qui a pris la parole en Conseil de Paris, le 21 novembre 2017, pour annoncer que la municipalité ne lâcherait pas le point médian. De même, la maire était absente le 21 novembre 2018, quand la conseillère de Paris EELV Joëlle Morel a proposé de rebaptiser les Journées du patrimoine « Journées du matrimoine et du patrimoine ». « *Vous noterez d'ailleurs que la maire n'utilise pas, ou très rarement, l'écriture inclusive dans son expression personnelle sur les réseaux sociaux* », nous signale son cabinet. En effet, son compte Twitter et sa page Facebook sont pratiquement vierges de point médian.



Anne Hidalgo et Vincent Bolloré présentent « l'Auto bonheur », une version customisée d'Autolib', octobre 2014.

Sur le plan électoral, elle a probablement compris que l'écriture inclusive était une balle dans le pied. Les enquêtes d'opinion montrent qu'une très large majorité des sondés ne sait pas de quoi il s'agit ! Quand ils le savent, ils y sont défavorables, à 69 % pour les sympathisants PS et à 83 % pour les plus de 65 ans (enquête IFOP pour Atlantico de novembre 2017). Mais une élue socialiste peut-elle encore appeler à la mesure dans l'expression du féminisme ? Le 4 juillet 2017, sur proposition de David Belliard (EELV), le Conseil de Paris a voté un « vœu » à la RATP et au Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF) pour qu'ils sensibilisent les voyageurs aux problèmes du « manspreading », habitude présumée masculine consistant à s'asseoir en écartant largement les jambes. Tout délirant qu'il soit, ce « vœu » manifeste une forme de retenue de la part du Conseil. Le collectif Osez le féminisme, pour sa part, voudrait que le « manspreading » soit sanctionnable, car c'est la « première étape du continuum des violences » qui s'exerce contre les femmes, « dans l'espace privé comme public ». Qui écarte les jambes peut aussi bien battre sa compagne... Inapte ? Peut-être, mais la fondatrice d'Osez le féminisme, Caroline de Haas, a un pouvoir de nuisance avec lequel il faut composer. Sa pétition « Loi travail : non, merci » (un million de signatures) a coûté cher à Myriam El Khomri, en 2016. À gauche, tout le monde s'en souvient.

Automobile, une guerre payante et sans risque

Dans ce dossier, la ligne dure est celle d'Anne Hidalgo. Il faut réduire la place accordée à la voiture, créer de la congestion, jusqu'à ce que les automobilistes, écoeurés, se reportent sur les transports en commun. En tant que présidente du C40 Cities (regroupement de 96 métropoles pour la lutte contre le réchauffement climatique), elle se doit d'avoir une politique vigoureuse contre les moteurs thermiques. Et ça marche ! La circulation à Paris recule de 2 à 4 % en moyenne, chaque année. Le problème est que cela aurait sans doute réussi sans cette politique punitive qui organise délibérément l'étranglement de la ville. Les immatriculations de voiture à Paris étaient orientées à la baisse bien avant la prise de la mairie par le PS. Depuis 1990, au total, quelque 150 000 ménages parisiens ont renoncé à posséder une voiture. La région Île-de-France se désindustrialisant, le nombre de camions sur les routes recule aussi. On est tombé de 32 milliards de tonnes/km annuelles en 2000, à 28 milliards en 2015, ce qui représente des dizaines de milliers de 38 tonnes évaporés, selon les statistiques du Conseil général du développement durable. Si on y ajoute le durcissement progressif des normes européennes antipollution en matière automobile (la dernière, Euro 6c, date seulement de 2018), une conclusion s'impose. Même si la municipalité avait tout fait pour encourager la circulation, la pollution de l'air liée au trafic aurait quand même diminué à Paris ! Si les pics de pollution sont plus nombreux, c'est exclusivement parce que les seuils de déclenchement des alertes sont régulière-

ment revus à la baisse, dans le cadre des directives européennes sur la qualité de l'air.

Mais cela, Anne Hidalgo se garde bien de le dire, car taper sur la voiture est en réalité un bon calcul électoral. Les restrictions à la circulation gênent surtout les banlieusards, qui ne votent pas. Elles font plaisir aux électeurs sensibles au thème de l'environnement. Elles vont enfin dans le sens d'un préjugé tenace, selon lequel la voiture individuelle est ontologiquement de droite (contrairement à la voiture partagée façon Bluecar ou Free2Move). En 2015, on a vu fleurir de nombreuses analyses établissant un lien entre la carte du vote FN en région parisienne et celle des transports en commun ! « L'écrasante majorité des 682 communes, dans lesquelles la liste FN de Wallerand de Saint-Just est arrivée en tête, est en effet située [...] au-delà des terminus des différents RER », pointait *La Tribune* du 11 décembre 2015. « Dès qu'on se trouve à dix ou quinze minutes d'une ligne RER, le vote FN s'envole de 10 à 20 % », affirmait déjà Olivier Faure dans *Le Point* du 27 mai 2014. La corrélation entre le vote FN et l'usage de la voiture ne se vérifie nulle part hors d'Île-de-France, mais peu importe. En politique, il faut savoir flatter les préjugés.

Du bon usage électoral des camps de migrants

Sur ce sujet explosif, la maire de Paris était prise entre deux feux. D'un côté, les campements sauvages finissent par lasser même les mieux disposés des habitants. D'un autre côté, il faut tenir compte des humanitaires, qui ont un pouvoir de mobilisation et de nuisance considérable. Le compromis trouvé a consisté à tolérer les migrants, mais pas n'importe où. Chacun l'a remarqué, ils sont dans le nord-est parisien. Selon le cabinet de la maire, c'est « essentiellement dû à la proximité avec la gare du Nord et à l'axe Paris-Calais. De nombreux migrants prévoyant de rejoindre l'Angleterre ou les pays nordiques comme la Suède, le nord de Paris représente un point d'étape dans leur parcours migratoire ».

Il ne s'agirait en somme que d'un choix technique. Un examen attentif de la carte électorale montre pourtant que les migrants sont tolérés dans les secteurs où l'adversaire ne se situe pas à la droite d'Anne Hidalgo, mais à sa gauche. Les camps sont majoritairement situés dans la 17^e circonscription, qui a envoyé Danièle Obono (La France insoumise) à l'Assemblée en 2017, avec 50,71 % des voix. Un authentique exploit, sur fond de raz-de-marée LREM. On trouve aussi des tentes de migrants dans la 16^e circonscription voisine. Elle a élu député en 2017 Mounir Mahjoubi (LREM), mais de justesse. Avec 48,82 % des suffrages à LFI, c'est également un fief où le danger, pour Anne Hidalgo, vient plutôt de l'aile gauche. Risquer un procès en xénophobie est périlleux, dans ce secteur où un penseur comme Teddy Cruz est pris au sérieux. Cet architecte, qui a reçu à Paris en mai 2011 un « Global Award », oppose « la planification discriminatoire des banlieues pavillonnaires et les stratégies informelles des bidonvilles ». Selon →

lui, les migrants régénèrent la ville. Ils « *transforment les banlieues pavillonnaires en sites de production en y imbriquant des marchés, des lieux de culte, d'éducation, des espaces communautaires.* » Anne Hidalgo a cosigné en décembre 2017 une tribune assez décoiffante à l'occasion du lancement du projet Place. Il vise à transformer des migrants en entrepreneurs, prouvant ainsi, selon la maire, que ces derniers « *seraient en mesure de contribuer ici et maintenant à la richesse économique et culturelle de notre ville* », si notre manque d'ouverture d'esprit n'en faisait pas « *basculer une majorité dans l'exclusion à peine leur arrivée* ». La sphère associative a applaudi. L'électorat volatil des 12^e, 13^e et 14^e arrondissements, peut-être un peu moins. Ces secteurs sont les équivalents parisiens des *swings states* qui, en basculant d'un bord à l'autre, font et défont les présidents américains. Entre les quais de Seine dans le 13^e, le parc de Bercy dans le 12^e et les larges contre-allées des boulevards du 14^e, la place ne manque pas. Et pourtant, pratiquement pas de tentes de migrants ! Il y a eu un camp près de la Cité de la mode et du design (quai d'Austerlitz, 13^e) en 2015. Il a vite été dégagé. Les laisser prendre racine dans cette partie de Paris serait électoralement trop risqué.

Immobilier hors de prix, exode des Parisiens : tant mieux

Après avoir progressé dans les années 1990 et 2000, la population de Paris a diminué de 59 648 habitants entre 2011 et 2016. Le 8^e et le 2^e se vident à toute vitesse (- 10 % et - 11,6 % en cinq ans, selon l'Insee). Principale cause des départs, les prix de l'immobilier, qui ont triplé en vingt ans. Cette saignée démographique n'émeut guère le cabinet d'Anne Hidalgo. « *Pour nous, le sujet est moins d'augmenter le nombre d'habitants que de veiller à maintenir la diversité de ces habitants et à améliorer leur cadre de vie.* » On peut aller plus loin : la Ville s'accommode très bien de la tendance actuelle. Une étude de l'Insee publiée en 2012 montre que les arrivants dans la métropole du Grand Paris ont entre 15 et 29 ans, dans 60 % des cas, alors que ceux qui s'en vont (197 000 personnes en 2012 !) sont des familles et des personnes âgées. Les jeunes sans enfants font tourner les cafés et les commerces, votent plutôt à gauche et ne réclament, contrairement à ceux qui s'en vont, ni places en crèche ni maisons de santé¹. De là à dire que la mairie entretient la hausse des prix de l'immobilier résidentiel, il y a un pas. On peut le franchir sans hésitation, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la Ville ne fait stric-

FLORENCE BERTHOUT « LA VILLE CONSTRUIT MOINS DE LOGEMENTS QUE SOUS JACQUES CHIRAC »

Propos recueillis par Erwan Seznec



Causeur. Les critiques de la gestion de la Ville de Paris se concentrent sur la personne d'Anne Hidalgo. En tant qu'élue d'opposition, quel regard portez-vous sur le partage des responsabilités entre la maire et les autres membres de la majorité ?

Florence Berthout. Elle n'est pas dans une situation confortable, car l'union de sa majorité est une fiction sur le fond. Anne Hidalgo doit composer avec des alliés qui s'accrochent aux vieilles lunes d'une gauche datée, à l'image de ces élus PCF qui veulent débaptiser des rues ou retirer l'enseigne du « Nègre joyeux » [un ancien magasin de café de la place de la Contrescarpe datant de 1897, NDLR], parce qu'elle serait colonialiste et raciste. Le rôle d'un chef est de fixer la ligne sans se laisser instrumentaliser. Anne Hidalgo veut débattre de tout, y compris de sujets farfelus. Il y a parfois des échanges stupéfiants au Conseil de Paris, comme à propos du « manspreading », de l'écriture inclusive ou des

Florence Berthout est maire LR du 5^e arrondissement, candidate déclarée à la succession d'Anne Hidalgo.

tement rien pour ralentir l'immobilier de bureau. Le cabinet Deloitte saluait le dynamisme du marché en 2017 avec 750 000 m² de bureaux en chantier dans la capitale ! Un record historique. Parallèlement, la majorité en place contribue à assécher le marché du résidentiel en rachetant des logements, au lieu d'en construire (voir entretien avec Florence Berthout, page suivante).

Dernier point, et non des moindres, les règlements adoptés par Paris ont renchéri les coûts de construction. Le plan local d'urbanisme adopté en juillet 2016 renforce les obligations de végétaliser une partie des façades et des toits-terrasses à partir de 100 m² et « sanctuarise » au nom de l'environnement de vastes emprises foncières (11 hectares au total) destinées à devenir des espaces verts, à proximité du réservoir de Grenelle ou sur la friche ferroviaire Chapelle Charbon. Les riverains s'en réjouissent. Les candidats à l'acquisition, un peu moins.

Le renchérissement du coût des logements par le biais de l'écologie frôle l'absurde, avec les récupérateurs d'urine du futur écoquartier Saint-Vincent-de-Paul. Mené par l'Agence de l'eau, avec le soutien de la Ville de Paris, le projet nommé Ocapi (Optimisation des cycles carbone,

azote et phosphore en ville) consiste à doter chaque appartement d'un circuit à part, dédié à l'urine. Celle-ci contient du phosphore, utilisable comme engrais. « *Le surcoût est estimé à 1 000 euros par logement* », expliquait Célia Blauel, adjointe à la maire de Paris, aux *Échos* le 12 mars, tout en avouant ingénument que « *la véritable problématique* » était « *l'absence de débouché* ». C'est le moins que l'on puisse dire. Les réserves mondiales de phosphore représentent 400 ans de consommation au rythme actuel. Anne Hidalgo chérit « *la vision d'une ville toujours plus bienveillante, écologique et attractive* » (20 minutes du 4 juillet 2016), mais le 7 juillet 2018, elle twitte : « *Attractivité de Paris ! Brexit : un des leaders du courtage mondial choisit Paris.* » Les traders ont les moyens. À quoi ressemble l'avenir ? Peut-être à San Francisco, ville high-tech, tolérante, « gay friendly », exemplaire sur le plan de l'environnement, qu'un habitant sur deux déclarait vouloir quitter en 2018, faute de pouvoir se loger décemment... •

1. Anne Hidalgo a annoncé en janvier la gratuité des transports en commun pour les 4-11 ans à la rentrée prochaine et des réductions pour les collégiens et lycéens, mais elle n'avait pas vraiment le choix. Ses alliés EELV font pression depuis des années en faveur de la gratuité totale des transports pour tous.

rats (voir article ci-contre).

Que s'est-il passé avec les rats ? Pourquoi ont-ils proliféré ?

Ils ont toujours été là, il y en a deux ou trois par Parisien. On les voit plus parce que les nouvelles corbeilles de rue [30 000 installées pour 3 millions d'euros, NDLR] leur permettent d'accéder aux restes de nourriture, alors que le service de lutte contre les rongeurs a perdu un tiers de ses effectifs depuis 2010 ! Sans parler de la réticence des élus EELV à employer la manière forte... S'ajoute à cela une certaine désorganisation à la mairie. La majorité préfère parler d'« horizontalité », mais le résultat est identique. Pour un trou dans la chaussée, il faut contacter, quatre, cinq, six services.

Par manque d'effectif ?

Pas partout ! Le service de communication de Paris employait 417 équivalents temps plein l'an dernier. La Ville peut se le permettre, car elle a des ressources. Les recettes des impôts locaux et des taxes ont augmenté de 1,5 milliard d'euros entre 2013 et 2019 [par le biais des hausses de taux et de recettes des droits de mutation, NDLR]. Toute la question est de savoir ce qu'on

fait de l'argent. Il n'y en aura plus pour couvrir le périphérique si on le dépense en âneries.

Par exemple ?

Préempter des logements. Sur les 400 millions que la Ville dit consacrer chaque année au logement social, la moitié sert à acheter des logements privés, en général occupés. Cela pousse à la hausse des prix qui n'en ont vraiment pas besoin. En additionnant ces achats aux ventes de logements du domaine privé de la Ville à ses propres bailleurs sociaux, les deux tiers de l'« effort » pour l'habitat social se font aujourd'hui sans créer un seul mètre carré supplémentaire ! À 2 700 logements par an, on construit moins que sous Jacques Chirac et Jean Tiberi. On a beaucoup reproché à Anne Hidalgo le fiasco Autolib', mais elle héritait en l'occurrence d'un montage Shadok datant de l'ère Delanoë. Ce qui se passe en matière de logement me semble beaucoup plus grave. Il y a deux priorités à Paris, le logement et les transports. Il faut gérer ces questions à l'échelle métropolitaine, en se plongeant à fond dans les dossiers et en arrêtant les politiques gadgets. Les passages piétons arc-en-ciel, c'est joli, mais gay ou hétérosexuel, un jeune qui arrive à Paris a d'abord besoin de se loger. •

LES BRIGADES DU PIRE

Par Marin de Viry



Anne Hidalgo accueille cent nouveaux agents de la brigade anti-incivilités de la Ville de Paris dans la cour de la caserne Napoléon (4^e arrondissement), 6 octobre 2016.

Malheur au Parisien qui laisse échapper quelques débris de feuilles de cigarillo dispersés par le vent. Des brigades municipales verbalisent quiconque n'utilise pas les belles poubelles neuves qu'Anne Hidalgo a équipées de cendrier. Même les arbres ?

Commençons par une séquence nostalgie : je crois que, comme moi, votre prédécesseur, Bertrand Delanoë, fumait des cigarillos. La caractéristique du cigarillo, c'est d'être une feuille de tabac roulée. Si j'en crois mon producteur de cigarillo, il est composé à 100 % de feuille de tabac, et ne comporte ni filtre ni papier. C'est une feuille séchée, quoi. Un soir, rue Dante, pendant la pause de l'atelier littéraire que j'animais, je discutais avec les participants en fumant un cigarillo sur le trottoir. Or, quand mon cigarillo arrive à sa fin, j'ai l'habitude, comme me semble-t-il votre prédécesseur Bertrand Delanoë – soupir –, de le laisser s'éteindre entre mes doigts, puis de l'effeuiller entre le pouce et l'index afin d'en disperser, de préférence sous le vent, le résidu de la feuille, qui vient poétiquement se mêler aux autres feuilles tombées des arbres environnants. C'est une scène un peu japonaise.

Donc, je fis cela et m'apprêtais à rejoindre mon atelier, situé à cinq mètres, lorsque trois cyborgs en combinaison de combat m'entourèrent. La formation de ces gens-là au combat de rue avec des quinquagénaires pacifiques isolés doit être assez poussée, car ils se placèrent très professionnellement en triangle. Un devant moi, les deux autres sur les côtés. Celui qui me faisait face, outre sa tenue de guerre avec gilet pare-balles, rangers, treillis renforcé aux genoux, cubitières cousues dans les manches – enfin une tenue sérieuse pour un fantassin dédié au combat des cent derniers mètres – avait aussi des lunettes jaunes, un peu comme celles des gens qui passent sous la lampe à bronzer. Les cyclistes du Tour de France ont parfois cet aspect-là, aussi.

Bref, il devait être le chef puisqu'il m'a parlé en premier. Son expression n'était pas très claire, d'ailleurs ; à mon avis sa formation militaire pratique avait dû être plus poussée que celle qu'il avait reçue

sur le dialogue avec les piétons, mais j'ai quand même compris que je *contrevenais*, avec un lâcher de déchets sur la voie publique. Ce garçon n'avait rien d'agressif derrière ses lunettes jaunes, il était tout à fait ouvert à l'idée que je contreviennne pacifiquement et qu'il le constate calmement. Au moment où le dialogue s'engageait, nous étions dans une situation consensuelle, presque décontractée. Je lui fis remarquer qu'il n'y avait pas la moindre trace de déchets par terre, puisque mon gramme de pure feuille émietée par mes soins avait rejoint d'autres feuilles semblables, tombées des arbres, sans nuisance d'aucune sorte pour le précieux revêtement de la capitale de l'esprit, à moins de considérer qu'une feuille morte est une nuisance pour le macadam.

À sa réponse à ma remarque, j'ai mesuré une fois de plus la force de la tradition orale multiséculaire au sein des hommes de police, et la chose a quelque chose de profondément émouvant.

« *Ce n'est pas mon problème* », me répondit-il en effet.

Merveille que cette transmission de l'autorité aveuglée par elle-même, de père en fils, depuis que la police est la police ! Expression multiséculaire par où le fonctionnaire d'autorité de proximité marque les bornes de son esprit en même temps qu'il rappelle l'étendue de son pouvoir ! Et dire que la chose existe depuis qu'il y a des gens d'armes ! Nous touchons à la trame même de notre civilisation.

Je n'ai pas exprimé à l'homme aux lunettes jaunes la remarque que je viens de faire, considérant que notre relation devait se centrer sur la question de savoir si je contrevenais ou non. Je lui demande donc de me désigner le déchet dont il parle, puisqu'il prétend que déchet il y a. En réponse, il produit une deuxième phrase dont l'énoncé magique ne disparaîtra qu'avec la police, le jour où s'édifiera la Jérusalem Céleste, à la fin des temps : « *Je ne veux pas le savoir* », me dit-il, en refusant donc de constater qu'il n'y avait rien à constater.

Forcément, le dialogue se serre un peu. Tout en restant aimable, je lui fais remarquer qu'il n'y a rien à remarquer, et que s'il refuse de remarquer qu'il n'y a rien, c'est parce qu'il sait qu'il n'y a rien et que ça l'embête de s'avouer qu'il verbalise le vide. Il me répond qu'il m'a vu faire le geste de jeter un déchet sur le sol, et là, brusquement très inspiré, il ajoute, comme une circonstance qui aggrave mon geste, qui en explique la malignité, qui en fonde la juste répression ; comme la révélation d'une offense qui ne peut rester impunie ; comme s'il trouvait en son tréfonds, là où en lui la politique devient justice, le vrai délit : « *Vous avez jeté votre feuille à terre ALORS QUE MADAME LA MAIRE HIDALGO NOUS A INSTALLÉ DES BELLES POUBELLES COMPORTANT UN →*



Les belles poubelles-cendriers de Madame la maire Hidalgo.

CENDRIER ! » Et il pointe d'un geste théâtral une poubelle munie en effet d'un cendrier, avec le même regard transporté qu'avait sans doute Jeanne d'Arc en considérant l'étendard de l'armée royale au sacre de Charles VII. Je peux vous dire, madame la maire, que les agents de la mairie sont à votre service avec cette espèce de tendresse touchante mais rude dans son expression, empreinte d'un fanatisme doux, qui liait le serviteur à sa maîtresse dans le monde féodal.

Toutefois, au moment où il prononçait cette phrase, je me foutais un peu de ce lien archaïque, à vrai dire, je trouvais qu'on avait fait le tour de la stupidité, et qu'il était temps que je rejoigne les participants à mon

atelier, qui se marraient sous cape en me voyant la proie de vos brigades anti-quinquagénaires pacifiques.

Mais mon contradicteur pensait que loin d'être rompu, ce dialogue devait s'achever par une verbalisation, but espéré de sa patrouille. Et là, chose incroyable, il m'a demandé mes papiers, j'imagine pour enclencher une verbalisation comme on lui avait appris à l'école de la Mairie de Paris.

Ici, il faut vous figurer un blanc de dix secondes environ. Pendant ces dix secondes, je considère ce gradé de la ville d'un air interrogatif, je me souviens que les libertés publiques sont choses importantes, voire

extrêmement importantes, je parcours du regard l'uniforme de ce garçon, sur lequel il n'y avait marqué ni « Police » ni « Gendarmerie », et je lis sur un petit rectangle placé sur ses pectoraux en kevlar : « Mairie de Paris ». Je lui demande, toujours d'une politesse exquise, d'où il tire le pouvoir de me demander mes papiers, parce qu'au fond, quand un Français demande à un autre Français de lui présenter ses papiers, c'est qu'il est investi d'un pouvoir dont il doit au moins connaître les fondements juridiques.

Je suis navré d'abuser de votre patience, madame le maire, mais il faut maintenant vous figurer un deuxième blanc, pendant lequel les trois membres de votre phalange urbaine héroïque se regardent en se demandant comment ils allaient répondre à cette question, dont ils avaient – et j'en rends justice à leur sens inné sinon appris des libertés publiques – le sentiment qu'elle était légitime.

Un subalterne vient au secours du gradé qui cherchait la réponse : « *Nous sommes assermentés* », croit-il pouvoir avancer. Taquin, mais logique, je lui demande en quoi le fait d'être assermenté donne-t-il le pouvoir de demander ses papiers à quiconque. Nouveau blanc. Ils cherchent autre chose. La lumière jaillit : « *Voilà !* » s'exclame le gradé. Et il sort d'une de ses nombreuses poches un appareil muni d'un écran, sur lequel le motif de la verbalisation apparaît. Je n'ai pas le texte sous les yeux, mais il y a le mot « déchet » dedans, ainsi que « voie publique », et la description de la contravention est écrite de manière à englober comme objets du délit des déchets de la taille d'un bout de feuille de cigarillo en poudre dispersée par le vent, jusqu'à celle d'un éléphant naturalisé. L'éléphant et la feuille : même tarif. Sauf que cette démonstration technologique, quoique impressionnante, n'épuise pas la question, car disposer de l'énoncé au format électronique d'une contravention n'a jamais donné le pouvoir de demander ses papiers à un compatriote. Je finis par laisser tomber, comprenant que dans sa formation, personne ne lui avait jamais dit – ou alors il l'avait oublié – que ce n'était pas parce qu'il portait les couleurs de madame-la-maire-Hidalgo-qui-met-des-cendriers-sur-des-jolies-poubelles-neuves, qu'il pouvait demander ses papiers à quelqu'un, mais en vertu de pouvoirs de police qui ont un fondement juridique en béton armé qu'il aurait dû connaître par cœur et se réciter tous les matins, ou alors c'est le règne des milices.

Donc, il me demande mes papiers, hein. Donc je lui dis que je n'en ai pas, hein. Donc il me demande comment je m'appelle. Donc je lui demande comment il s'appelle. On finit par en rire, tous les trois. Comme ça faisait quand même une bonne vingtaine de minutes que je testais malgré moi le professionnalisme et l'utilité sociale de vos brigades et qu'on m'attendait ailleurs, j'ai fini par leur dire que je m'appelais Marin de Viry, et qu'ils devraient verbaliser les

arbres, qui comme moi répandent des feuilles. On s'est quittés bons amis, quoique je n'aie pas signé leur truc sur leur écran, mais je me suis promis de faire un rapport aux autorités, avant de vous donner mon sentiment dans les urnes, pour mille autres sujets.

Cette histoire de délit où je me comporte comme un arbre qui perd ses feuilles me conduit, madame le maire, à vous faire les remarques et propositions suivantes :

La première, c'est qu'il y a 184 000 arbres dans Paris. Chacun doit au moins perdre une feuille par jour, en souillant le sol sacré de la Cité. Ce qui nous fait 184 000 contraventions multipliées par 365. Vous voyez où je veux en venir. À 68 euros, je crois, la contravention, vous voilà à la tête d'un potentiel de contraventions de 184 000 que multiplie 365 que multiplie 68. Je pousse l'esprit municipal jusqu'à vous livrer le résultat : 4 579 290 000 euros de rentrées annuelles assurées. Ça vous ferait une bonne quinzaine de prix de Formule 1 électrique en plus, que vous n'auriez plus besoin de faire financer par un émirat pétrolier. Certes, les arbres sont insolubles, et c'est donc au contribuable parisien de se substituer à eux. Comme le délit de chaque arbre est encore plus avéré que dans mon cas, il faut bien que la contravention soit payée, et l'impôt est la solution la plus équitable, et d'ailleurs la seule.

La deuxième, c'est que votre brigade est composée de trois salariés. Je ne suis pas la Cour des comptes, mais j'ai un peu l'habitude des calculs approchés : le chef doit coûter, avec les cotisations patronales, son environnement bureaucratique, son équipement, l'amortissement de sa formation poussée dont nous venons d'analyser l'efficacité, 4 000 euros par mois au bas mot. Les subordonnés, disons 3 500. Nous voilà à la tête d'une dépense de 11 000 euros par mois pour trois personnes. Je me permets de douter du bilan coût-avantage de cette belle équipe qui doit à peine verbaliser un quasi-innocent tous les trois jours. Mais une si grande utilité politique ne saurait rester sans moyens. Donc d'une part, le seuil de culpabilité doit donc être abaissé au nom de l'efficacité économique du dispositif : dans mon cas, par exemple, la gravité du délit aurait dû être d'un degré élevé, alors que ma contravention n'atteignait que le premier seuil du dispositif actuel. D'autre part, je propose qu'une taxe sur les cendriers complète le financement de la brigade de répression des lanceurs de feuilles sur le sol, car les cendriers sont utilisés par des fumeurs, qui forment le plus grand réservoir de verbalisés.

Bref, c'est en vous engageant encore plus résolument vers la multiplication des causes abstraites aux conséquences policières et fiscales concrètes que, pour l'Histoire, votre mandat atteindra la pureté de son intention politique. •

NOTRE-DAME DES TOURISTES

50

Ecce homo festivus

Élisabeth Lévy

58

Notre-Dame des négligences

Jonathan Siksou

64

Contre la restauration rapide

Alexandre Gady

54

Le suicide de Notre-Dame

Alain Finkielkraut

60

La nef des fous

Pierre Lamalattie

67

Renouer les fils du passé

Olivier Rey

56

Le président thaumaturge

Jean-François Colosimo

62

**Jean-Baptiste Minnaert
« Ce serait un crime d'effacer
l'immense apport de Viollet-
Le-Duc »**

Propos recueillis par Pierre Lamalattie

70

**Royaume-Uni, des clochers
aux minarets**

Ana Pouvreau et Mark Porter





Notre-Dame des touristes...

ECCE HOMO FESTIVUS

Par Élisabeth Lévy

Notre-Dame attestait de notre inscription dans l'histoire longue d'une France catholique. A priori réjouissantes, les retrouvailles de la nation au chevet de la cathédrale incendiée reposent sur un vaste malentendu. Car Emmanuel Macron et Anne Hidalgo entendent la reconstruire pour les Jeux olympiques 2024, aggravant ainsi le saccage des beautés du monde par le tourisme de masse.

Il n'y avait pas de bougies – ce n'étaient pas des vies humaines que l'on pleurait, ce funeste soir d'avril. Et puis pour un incendie, cela aurait été étrange. Pas non plus de pancartes : « Je suis Notre-Dame » aurait donné l'impression qu'on se poussait du col et « Je suis Esmeralda » aurait paru irrévérencieux. Alors que les flammes qui léchaient les tours de la cathédrale rougeoyaient le jour finissant sur Paris, la foule silencieuse qui s'était massée sur les ponts de l'île Saint-Louis pour assister au désastre ensemble n'en évoquait pas moins celle qui, au soir du 7 janvier 2015, marchait dans les rues pour honorer les membres de *Charlie Hebdo* et un policier. Et c'est peut-être le problème quand on sait ce qu'est devenue notre détermination d'alors et de la liberté que nous avons juré de chérir.

En dehors de l'émotion planétaire qu'ils ont suscitée, l'attentat de *Charlie Hebdo* et l'incendie de Notre-Dame n'ont apparemment pas grand-chose en commun, ne serait-ce que parce que, selon toute vraisemblance et comme l'ont spontanément pensé la plupart des observateurs, le second est un crime sans coupable. « *Nous ne sommes pas victimes de fanatiques, mais de notre impéritie* », me confia une amie copte, très chic pour le dîner auquel elle avait renoncé dès la nouvelle connue, son beau regard sombre brillant encore des larmes versées.

Les vies humaines ne se restaurent pas. Du reste, très vite, certains – jusqu'au pape – se sont récriés, fustigeant notre compassion pour des pierres quand nos cœurs et nos bourses resteraient fermés aux migrants. Outre que l'accusation est mensongère, elle oublie que les hommes, comme les pierres, portent quelque chose de plus grand qu'eux. Les morts de *Charlie* incarnaient une certaine idée de la liberté, Notre-Dame attestait, en même temps que de notre inscription dans l'histoire longue, de la puissance, de la grandeur voire de la folie d'une foi catholique dont on a oublié qu'elle avait construit la France pour ne retenir que ses méfaits.

Alors oui, quelque chose, dans l'air et dans les regards, en cette nuit du 15 avril 2019, rappelait celle du 7 janvier 2015. La même ferveur, teintée d'incrédulité, le même sentiment de perte irréparable, la même découverte douloureuse que quelque chose nous est infiniment précieux au moment où il nous est enlevé. Le même sentiment de culpabilité de n'avoir pas su protéger une part de nous-mêmes. La même envie de communion qui voyait la France des curés et celle des bouffeurs de curés suspendre leur querelle. Comme souvent, Jean-Luc Mélenchon fut à la hauteur du moment, qu'il capta en quelques phrases : « *Athées ou croyants, Notre-Dame est notre cathédrale commune*, écrivit-il. *Le vaisseau, la nef qui nous porte tous sur le flot du temps. Et je crois que nous l'aimons de la même façon.* » Le président lui-même parvint, le soir, sur le parvis, à faire sobre, déclarant que l'incendie nous rappelait « *que notre histoire ne s'arrête jamais et que nous aurons toujours des épreuves à surmonter* ». Il y eut aussi, comme en 2015, les cyniques, les ricaneurs et les indifférents, sans oublier les haineux, prompts à trouver qu'on en faisait beaucoup pour des histoires de vieilles pierres pour vieux Blancs...

Dans le feu de l'événement, si on peut dire, on a tenté de trouver des mots. On a cherché un sens. Ce qui arrivait était plus qu'une métaphore, une parabole – un avertissement, pensaient les plus mystiques. On avait assisté à l'effondrement de l'Occident en direct et en technicolor – le spectacle ayant évidemment réclamé son tribut sans tarder, l'incendie grondait encore que l'image du bâtiment en flammes était déjà devenue iconique.

Le malheur rapproche. En une nuit, on voit « *la cathédrale de Paris se changer en Notre-Dame de France, d'Europe, de la Terre* », résume Jean-François Colosimo (pages 56-57). « Notre-Dame, notre histoire », proclame *Le Monde*, pourtant « *l'un des organes* →

les plus éloquents de la morale post-identitaire et post-nationale », rappelle Alain Finkielkraut (pages 54-55), tandis que *Libération* ose un « Notre drame ». Durant 48 heures, les chaînes d'info sont « en spéciale », convoquant tous les prêtres et les architectes figurant dans leurs fichiers.

On comprend que la sphère catholico-conservatrice soit saisie par une sorte d'exaltation. À l'approche de Pâques, beaucoup veulent croire à une sorte de résurrection française. Le matin du 17 avril au matin, sur le plateau de Pascal Praud sur CNews, Geoffroy Lejeune, le patron de *Valeurs actuelles*, parle de l'espérance que faisait naître en lui la ferveur générale. « *Le cœur de la France s'est arrêté un instant, comme par un avertissement eschatologique, mais il bat encore* », s'enflamme Philippe de Villiers. Les Français, une fois encore, affirment qu'ils veulent rester un peuple. « *L'émotion poignante des Français devant la flèche embrasée de Notre-Dame est la démonstration du besoin d'identité, si naturel et spontané, même quand il se voit constamment ridiculisé et sommé de s'anéantir* », renchérit Chantal Delsol dans *Le Figaro*. En somme, ce mal annonce un bien : à l'image de la cathédrale, la France tiendra bon.

On devrait se méfier de l'abus des futurs, car les nôtres sont souvent sans lendemain. Le coup de la France

retrouvée et de la civilisation qu'on défendra à tout prix, on nous l'a trop fait, ou plutôt, on se l'est trop fait. On marche de moins en moins longtemps, d'ailleurs ça dure de moins en moins longtemps. Pendant un jour ou deux, c'est le pays entier qui « se met en spéciale », on jure que « nous ne reprendrons pas le cours de nos vies » et bien entendu, on le reprend au plus vite.

Que l'unanimité ne dure pas, c'est plutôt heureux, sauf pour ceux qui croient à la fin de l'Histoire et de ses révoltantes divisions. L'ennui, c'est que ces retrouvailles nationales au chevet de Notre-Dame reposent sur un vaste malentendu. Si on se plaît à y voir non sans emphase, l'« âme de la France », on s'aperçoit vite que, selon le locuteur, ce n'est ni la même âme ni la même France. Une amie chère et catholique m'avoue que l'incendie de la cathédrale l'a beaucoup plus affectée que l'attentat du 7 janvier 2015 : ce choix que nul ne lui demande témoigne peut-être de l'irréparable dispersion de notre conscience historique. Devrais-je choisir entre la France de Notre-Dame et celle de Charlie ?

Symétriquement, chez les politiques qui rivalisent dans le superlatif – « *Part de notre destin français* », « *emblème de notre histoire* », « *grand trésor mondial* », « *cœur de la nation* », « *fleuron de notre civilisation* », « *beauté inouïe de Paris* »¹ –, chacun venant faire son tour de piste et



Emmanuel Macron sur le parvis de Notre-Dame
le soir de l'incendie, 15 avril 2019.

son selfie devant la cathédrale, le signifiant France est peut-être surtout destiné à effacer le référent catholique. Une semaine après l'incendie, seuls nos amis de *Valeurs actuelles* voient encore en celui-ci le signe annonciateur d'un « réveil chrétien ». Après le monumental « *Notre-Dame n'est pas une cathédrale* » de Castaner, la presse progressiste s'avise que, si Notre-Dame est à tout le monde, elle ne peut pas être vraiment catholique, ce serait offensant pour les autres. « *C'est une cathédrale au sens large* », aurait même déclaré un présentateur de BFM. Le 16 avril, le président en fait des caisses sur le symbole national, mais se garde de la moindre référence au christianisme. La « cathédrale » cède donc la place au « monument », moins excluant suppose-t-on. Et plus en résonance avec les préoccupations de ceux qui nous gouvernent.

Comme si Notre-Dame était sa propriété, Macron entend la rendre plus belle qu'il ne l'a trouvée

Tant pis pour les règles protégeant les bâtiments historiques, les droits de l'homme en bermuda cher à Muray ne sauraient être limités. Dans le discours déjà cité, Emmanuel Macron se livre à un consternant numéro de manager cherchant à motiver ses cadres – « Plus belle ! Plus vite ! Plus neuve ! » Ainsi ramène-t-il l'événement Notre-Dame à sa réelle, sinon à sa juste place : une occasion de se mettre en scène, dans le rôle du bâtisseur et du sauveur de l'entreprise France. Le chantier sera fini dans cinq ans, fermez le ban – encore n'a-t-il pas osé l'exiger pour la fin de son mandat, peut-être parce qu'il est convaincu qu'on le suppliera de rester. On n'ose cependant croire à la rumeur selon laquelle, dans son entourage, certains se seraient réjouis, lors du sinistre, de cette divine surprise prometteuse de bons sondages. En attendant, fulmine Alexandre Gady (pages 64-66), il annonce « *des délais absurdes, des embellissements douteux, allant jusqu'à rallumer un nouvel incendie avec l'idée baroque de lancer un concours international pour la nouvelle flèche* ».

C'est la désarmante Anne Hidalgo qui mange le morceau. « *Il faut le faire dans les règles de l'art, mais en 2024 on doit être là tous ensemble pour accueillir le monde et Notre-Dame doit être là.* » Être prêt pour les JO, voilà donc notre grande ambition, et au passage l'explication des cinq ans. Jupiter n'était qu'un vulgaire organisateur de jeux du cirque. Quant à l'âme de la France, elle semble lui dicter de se transformer en parc à thème pour touristes. Les professionnels du secteur n'ont d'ailleurs pas manqué de se plaindre du manque à gagner prévisible. Par quoi pourraient-ils remplacer Notre-Dame dans leurs circuits, une visite chez Vuitton ? Bien entendu, nul n'a osé interroger la politique suicidaire consistant à faire venir toujours

plus de touristes dans des bâtiments qui n'ont nullement été conçus pour cela. Les 30 000 visiteurs qui déferlaient chaque jour dans Notre-Dame, qu'Anne Hidalgo brandit comme un record à battre, ont peut-être quelque chose à voir avec la nécessité de réaliser, à intervalles réguliers, ces chantiers délicats, sources de nombreux sinistres dont Jonathan Siksou rappelle les circonstances (pages 58-59). Le saccage de nos villes et des beautés du monde se poursuivra dans l'enthousiasme général. Et les générations futures qui nous font volontiers la leçon n'en ont cure.

Le plus inquiétant, c'est que la communication présidentielle pourrait devenir réalité. Emmanuel Macron a dit « nous », mais à l'évidence, il pense « je », d'où le court-circuitage sans ménagements du ministère de la Culture et de l'administration du patrimoine. Il sait bien en effet que s'il a les conservateurs et les architectes des bâtiments de France sur le dos, il n'a aucune chance de tenir ce délai qui, de l'avis de tous les experts, exigera de sacrifier le respect et la prudence dus à un bâtiment qui a traversé les siècles pour venir à nous. Pour la sainte cause des JO, on trouvera bien quelques experts pour valider cette *deadline*. Le gouvernement compte donc faire voter courant mai une loi créant un établissement public et autorisant des conditions dérogatoires pour la reconstruction. Du coup, le milieu du patrimoine, plutôt discret, voire docile, se rebiffe : 1 170 chercheurs et experts du sujet publient dans *Le Figaro* une tribune demandant au président de « *laisser le temps du diagnostic aux historiens et aux experts avant de se prononcer sur l'avenir du monument* ».

Non content de prétendre mener ce chantier tambour battant et comme si Notre-Dame était sa propriété, Emmanuel Macron entend, de surcroît, la rendre plus belle qu'il ne l'a trouvée. Comme l'écrit mélancoliquement Olivier Rey (pages 67-69), « *étant donné nos facultés prodigieuses à répandre actuellement la laideur, aussi belle ne serait déjà pas si mal* ». On a peu commenté, à ce sujet, le verbe employé par le président : il a parlé de rebâtir, pas de restaurer. La restauration est humble face au passé, puisqu'elle tente de refaire « à l'identique », la reconstruction (terme employé dans le projet de loi) arrogante, voire rame-narde, propre à stimuler l'ego d'architectes à la mode en mal de grands « gestes ». Ulcéré à l'idée que nous puissions oublier notre dette à l'égard de Viollet-le-Duc (et du XIX^e siècle en général), Pierre Lamalattie observe (pages 60-61) que l'option « restauration » « *est une évidence de cœur pour les Parisiens* » et que « *“reconstruction” laisse le champ libre à toutes les dérives* ». Péguy découvrirait peut-être aujourd'hui avec horreur que tout commence en mystique et finit en touristique. •

1. Je laisse à chacun le soin de retrouver les auteurs de citations. Merci à Laurence de Charette pour son excellent texte, « Ceci n'est pas une cathédrale », paru dans *Le Figaro* du 23 avril, dont viennent les citations de ce paragraphe.



L'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris,
15 avril 2019.

LE SUICIDE DE NOTRE-DAME

Par Alain Finkielkraut

L'incendie de Notre-Dame n'est ni un attentat ni un accident, mais une tentative de suicide. Confrontée aux cargaisons de touristes et encerclée par la laideur, la cathédrale a voulu mettre fin à ses jours.

Un étudiant qui, sur le quai de l'Hôtel de Ville, regardait l'embrasement de Notre-Dame a confié à une journaliste du *Monde* : « *C'est une part de moi qui s'effondre.* » Catholiques ou pas, croyants ou incroyants, Français d'origine française ou Français de fraîche date, nous sommes nombreux à avoir éprouvé ce sentiment. Notre-Dame de Paris, nous n'y pensons pas tous les jours, mais cette cathédrale rehausse notre vie sur terre de sa beauté et de sa spiritualité.

« Notre-Dame, notre histoire », titrait *Le Monde* au lendemain de la catastrophe. Or, ce n'est pas faire injure à ce quotidien que de dire qu'il est l'un des organes les plus éloquents de la morale post-identitaire et post-nationale. Au nom du « Plus jamais ça », cette morale a abandonné l'histoire pour les valeurs, l'identité pour l'universel. Le sociologue allemand Ulrich Beck formule sa devise en ces termes : « *vacuité substantielle, ouverture radicale* ». Et voici que les partisans de l'ouverture eux-mêmes redécouvrent les vertus de la substance. Notre-Dame n'est pas une abstraction, c'est un vestige palpable du passé que nous ne supportons pas de voir disparaître. La civilisation s'incarne dans les choses.

Nous ne sommes pas seulement des travailleurs et des consommateurs pour qui la vie est le souverain bien, nous sommes des habitants. Portés par l'idéal d'abondance, nous avons aussi besoin pour vivre humainement d'un monde. Qu'est-ce que le monde ? C'est, comme l'écrit Paul Ricœur, « *l'ensemble des objets durables qui résistent à l'érosion du temps* ». Et au moment de rebâtir l'édifice endommagé, la « start-up

nation » redécouvre les métiers ancestraux : tailleur de pierre, maçon, charpentier, couvreur...

Mais, pour que l'émotion qui nous étreint aujourd'hui soit suivie d'effet, il faudrait que la politique s'assigne à nouveau pour tâche, face à l'enlaidissement généralisé, de rendre le monde habitable. Or, aujourd'hui, ce qui tient lieu de politique c'est, toutes tendances confondues, la gestion du processus vital de la société. À voir les élus déshabiller les centres-villes au profit de zones commerciales hideuses et transformer, avec les monstres vrombissants que sont les éoliennes, la campagne en paysage industriel, on se rend compte que l'habitabilité n'est pas leur problème. Et la maire de Paris donne l'exemple : non contente de saccager la capitale par la multiplication insensée de chantiers sans ouvriers, elle promet que Notre-Dame de Paris sera fin prête pour les Jeux olympiques de 2024. Anne Hidalgo, en effet, joue la carte du tourisme. Le patrimoine se réduit pour elle à la mobilisation comptable de tout ce qui est comme richesse économique dans la compétition planétaire. On était sorti par la stupeur et la douleur de l'univers de la consommation : elle nous y ramène.

Une autre menace plane sur la cathédrale dévastée : celle d'une reconstruction selon les critères de l'esthétique contemporaine. L'art contemporain, en effet, n'est pas, comme il le prétend, la négation de l'académisme. Il est la négation de l'art moderne : avec leurs performances idiotes, leurs jouets criards ou leurs installations à message, les artistes auxquels le marché décerne le label « contemporain » ne poursuivent pas l'histoire de la beauté, ils l'achèvent. Paul McCarthy et Jeff Koons sont les liquidateurs et non les continuateurs de Picasso, de Matisse ou de Paul Klee, et qui a envie de voir un vagin de Marie au sommet de Notre-Dame ? Quant aux architectes contemporains, ils se moquent (à quelques rares exceptions près) du génie des lieux. La convenance est le cadet de leurs soucis. Ce qu'ils veulent, c'est apposer leur signature. La pyramide du Louvre – cette tente en verre – est un aérolithe chu d'un désastre obscur. On s'y est habitué, c'est vrai, mais depuis quand l'habitude est-elle une valeur esthétique ?

L'incendie de Notre-Dame n'est ni un attentat ni un accident, c'est une tentative de suicide. Confrontée aux cargaisons de touristes et encerclée par la laideur, la cathédrale a voulu mettre fin à ses jours. Si nous ne savons pas nous montrer dignes du malheur qui nous frappe, elle recommencera. •

LE PRÉSIDENT THAUMATURGE

Par Jean-François Colosimo

Si Emmanuel Macron a réagi à l'incendie de Notre-Dame par une première adresse sobre et habitée, il a ensuite cédé aux mirages de la communication et du bougisme. En promettant de reconstruire la cathédrale en cinq ans, le président occulte la dimension spirituelle de l'édifice au profit de l'agenda olympique. Et replonge dans un prométhéisme fort malvenu.



« **L**a reconstruire plus belle en cinq ans » : la formule du président de la République, dans son allocution officielle du mardi 16 avril 2019, avait sa part de dévoilement qui passait outre les bornes de la prudence, mais aussi du refoulement. La veille, en une nuit incendiaire qui avait vu la cathédrale de Paris se changer en Notre-Dame de France, d'Europe, de la Terre, il avait su reporter son discours de politique générale, se rendre sur les lieux, entrer dans la nef calcinée et en ressortir pour une première adresse dont le ton protecteur et l'accent prophétique quelque peu surjoués pouvaient cependant exciper de l'émotion nationale et internationale.

Mais tel Orphée revenant des enfers, le chef de l'État n'a pu s'empêcher de retourner sur ses pas et préférer le mirage de la communication au magistère du silence, lequel suffit pourtant, en temps d'« épreuve », au consentement tacite entre le prince et le peuple. Empressé de reparler, Emmanuel Macron n'a pas manqué de déparler, se livrant à un tour de passe-passe censé le délivrer du spectre de la désillusion qui lui colle aux basques. L'occasion était encore « plus belle » que la restauration promise de renvoyer les

calamités de l'heure à la faute de personne, si ce n'est le mauvais sort des astres, quitte à confondre la circonstance impondérable avec la condition nécessaire pour qu'enfin les Français se prennent à l'écouter. Préendant nous parler de nous, il nous a ainsi parlé de lui.

D'un discours à l'autre, un mot trois fois répété dans le commentaire immédiat a été effacé de l'exhortation officielle, celui spontané mais aux contours contrariés de « destin ». Une telle invocation du *fatum* antique devant un monument élevé à la gloire de la providence biblique résume à elle seule l'idée de la transcendance, dont le locataire de l'Élysée se targue qu'elle le hante, et dont l'on est en droit de soupçonner en conséquence qu'il pourrait bien juger judicieux qu'on la rapporte à sa personne. Ce qui invite, incidemment, à relire à une autre lumière, plutôt américaine et chargée de halos théo-démocratiques, le goût qu'il manifeste à intervenir auprès des corps religieux et à s'en faire l'intercesseur.

Or, les catholiques, imprimant l'image le premier soir, car naturellement représentés à son côté par le clergé de la cathédrale, ont été gommés du texte le second soir. Une prise de hauteur laïque ? Non. Car l'on voit



Allocution télévisée d'Emmanuel Macron au lendemain de l'incendie de Notre-Dame, 16 avril 2019.

mal comment on peut en appeler à la « *continuité de la nation française* » et omettre qu'à défaut d'avoir été et d'être demeuré un lieu de culte, Notre-Dame n'aurait ni existé ni duré. Ce n'est pas là une affaire de plainte victimaire, mais de véracité historique. Toutefois, si les Français ont été invités à se redécouvrir « *bâtisseurs* », ce n'est pas afin de rééditer les patientes prouesses de piété qu'ils portent en héritage, quelles que soient leurs confessions ou convictions, mais pour ne pas tarder à ripoliner la vitrine de Paris en vue des prochains Jeux olympiques, soit « *cinq ans* » chrono en main, quinquennat second et dérivé qui sera voué, promis, juré, à la « *reconstruction* ». Mais de quoi, sinon du premier mandat, ressortant d'ores et déjà lui-même noirci et naufragé ?

Qu'inscrivaient les flammes dévorant Notre-Dame dans notre paysage physique et psychique ? Qu'à tout moment peut périr ce que nous croyons impérissable. Qu'à l'instar des catastrophes naturelles, il est des catastrophes culturelles. Que même l'apparente immutabilité des pierres n'emporte pas de sûre immortalité. Le feu et l'eau mêlés, montant et descendant dans l'éther pour le changer en brouillard assombrissant l'horizon, nous ont montré combien le monde peut finir, et nous avec. Touchés par cette possible

amputation d'un passé vivant jusque dans notre chair présente, nous avons contemplé la vanité de nos rêves prométhéens à sillonner après-demain les galaxies. C'était notre extrême fragilité qui brûlait sur ce bûcher en furie. Il en allait comme d'une ordalie de notre vulnérabilité se consumant dans l'insignifiance absolue du néant et qu'il nous fallait contempler, impuissants.

Doué qu'il est dès qu'il s'agit d'user et d'abuser des symboles, le président a bien noté, mais en passant, la précarité à laquelle se risque précisément toute destinée, collective ou individuelle, avant d'en balayer l'augure au nom de la volonté. Ce qui équivalait à relever, en direct, le mythe du progrès de ses cendres, cette fois aussi « *matérielles* » que « *spirituelles* ». Agir, réagir, trouver, retrouver, nouer, renouer, devenir, le tout sur le mode accéléré comme l'on avance un film pour arriver sans attendre à l'ultime séquence : il ne s'agissait pas de célébrer le temps du deuil succédant au temps du drame, d'en méditer la prégnance, d'en tirer un enseignement, mais de décréter une vaste mobilisation des masses au profit du mobilisme mondialisé.

Dans la cité idéale qu'a dessinée Emmanuel Macron, il y avait « *les pompiers, les policiers, les soignants, les photographes, les journalistes, les écrivains, les riches et les moins riches, parisiens, français, étrangers* », affairés autour de la cathédrale qui était près de s'effondrer et, certes, ils étaient tous à saluer, les sapeurs de la capitale en premier. Mais il y manquait les anonymes, les fous de foi en l'espérance qui prend divers noms et que figurait la flèche de Notre-Dame tendue vers le ciel. À nouveau, ils sont restés innommés dans le discours présidentiel.

Même avec le concours de milliardaires rivalisant en dons munificents, on n'exorcise pas plus les sentiments d'apocalypse qu'on n'achète les cœurs des pauvres. Contre la philanthropie postmoderne, la leçon ancienne est que la charité ne consiste pas à dispenser des biens, mais à donner de soi. Non pas en accordant ce que l'on a de trop, mais en se privant de ce dont l'on manque. Et que l'on ne gagne en félicité qu'en se perdant dans la misère. Aussi, qui entend incarner « *une histoire millénaire* » doit commencer par la laisser vivre en lui, tel un feu sacré, forcément sacrificiel. •

NOTRE-DAME DES NÉGLIGENCE

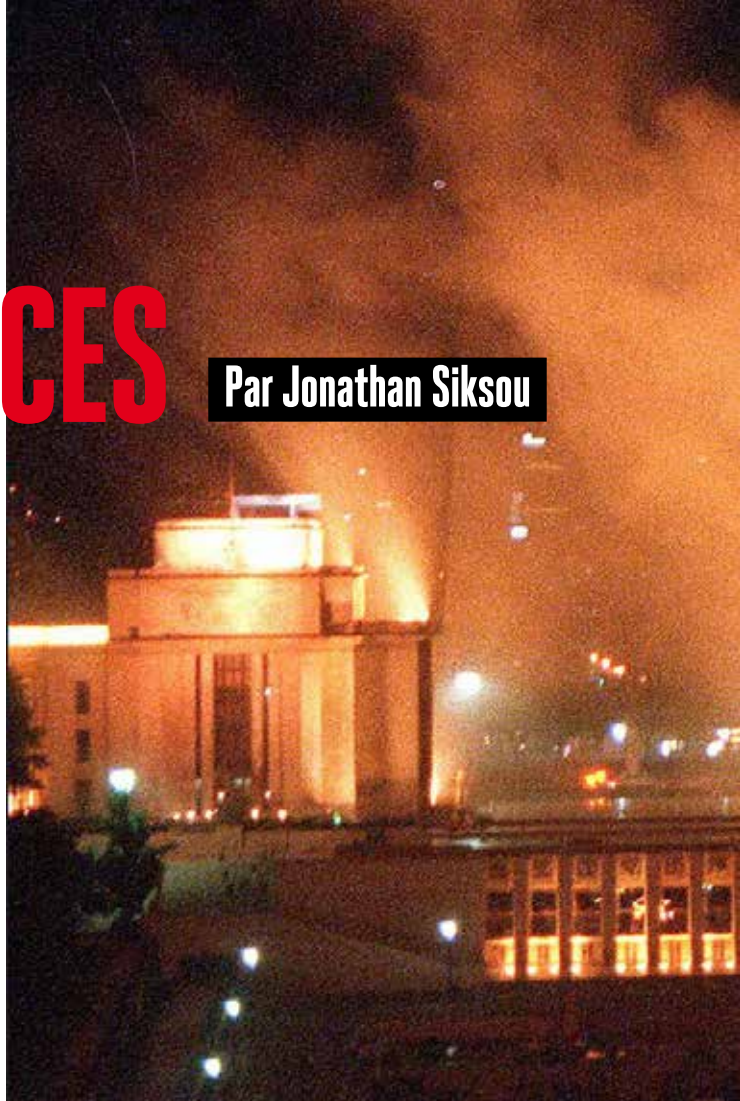
Par Jonathan Siksou

90% des incendies qui frappent les monuments historiques se déclarent lors des chantiers de rénovation. Avant Notre-Dame, le Ritz, la maison de la Radio et le palais de Chaillot en ont fait les frais. Dans tous les cas, le manque d'entretien impose des travaux d'envergure durant lesquels la moindre négligence peut allumer la mèche.

Quel est le point commun entre Notre-Dame de Paris, la Bibliothèque nationale – site Richelieu –, l'hôtel Lambert, le Ritz, la maison de la Radio ou le palais de Chaillot ? Tous ont failli disparaître dans un incendie alors que des chantiers de rénovation étaient en cours. Et ce n'est pas le résultat d'une malédiction divine, plutôt celui de la faillibilité humaine.

L'enquête déterminera la cause de l'incendie qui a ravagé Notre-Dame, son origine et peut-être même ses responsables. Si on ignore quand elle s'achèvera (pour la réélection d'Anne Hidalgo en 2020 ? pour les JO de 2024 ?), on peut gager que, quelles que soient ses conclusions, certaines habitudes seront difficiles à perdre. Quelle que soit sa nature, un chantier comporte toujours des dangers : on manie des choses qui brûlent, qui piquent et qui coupent, à quoi s'ajoutent d'inévitables imprudences, légèretés et inattentions. Le risque zéro n'existe pas. Il est cependant stupéfiant que le « principe de précaution » ne soit pas rehaussé de plusieurs degrés quand il s'agit de restaurer un trésor de l'humanité, un patrimoine vivant du culte catholique et de l'histoire de France.

Comme sur un bateau, le feu est la principale préoccupation des responsables de chantiers de monuments historiques. Sur le papier du moins. Sous couvert d'anonymat, un expert incendie auprès de la cour



d'appel de Paris affirme que « les procédures sont très rarement respectées, tout le monde s'en fout, les entreprises comme les assurances. Quand on voit certaines choses, c'est hallucinant ! » Et le patron de Le Bras Frères, principale entreprise chargée des travaux de Notre-Dame, a beau affirmer que « les procédures de sécurité ont été respectées », il s'est bien pris une tuile sur le toit de la cathédrale. Ses ouvriers-compagnons ont vite reconnu avoir enfreint l'interdiction de fumer, arguant que c'était « un peu compliqué de descendre » pour s'en griller une. Rien de grave, à en croire le porte-parole de l'entreprise spécialisée dans les chantiers patrimoniaux, car une cigarette mal éteinte ne peut pas être à l'origine du sinistre : « N'importe qui ayant déjà essayé d'allumer un feu de cheminée sait que ce n'est pas en mettant un mégot sur une bûche en chêne qu'il se passera quelque chose. » Une explication écartée à regret par Nicolas Brossard, président des maîtres couvreurs des Compagnons du devoir-section Paris. Selon lui, « la charpente de Notre-Dame était composée de chêne, mais aussi de peuplier et parfois même de sapin ajouté lors de restaurations antérieures. De plus, "la forêt" reposait dans une atmosphère confinée riche en CO₂ et saturée de poussière. Un cocktail particulièrement inflammable avec un simple mégot. » L'autre hypothèse est un « classique » des chantiers de couver-



L'incendie du Palais de Chaillot, à Paris, 22 juillet 1997.

ture : le feu couvant. Les incendies de la BnF ou du Ritz sont partis des toitures après le départ des ouvriers. Ces travaux sont délicats, car ils nécessitent soudures au chalumeau et découpes de métaux à la disqueuse, qui projettent des étincelles à plusieurs mètres. C'est pourquoi, depuis une ordonnance préfectorale de 1970, ces opérations par « point chaud » se doivent d'être précédées d'une déclaration et de l'obtention d'un « permis feu ». Ce document impose (en principe) des consignes de sécurité avant, pendant et après les travaux, avec un maintien de surveillance d'au moins deux heures après l'intervention, car « l'incendie, selon Thierry Fisson, expert auprès du Centre national de prévention et de protection, ne part pas toujours immédiatement, il y a parfois un feu couvant, d'une durée variable, le temps que la matière combustible libère des gaz inflammables ». Et si en plus, comme à l'hôtel Lambert, des bouteilles de gaz restent sur le chantier pendant la nuit au lieu d'être remisées dans un lieu sécurisé, c'est l'embrasement général. Ces dangers sont donc connus et encadrés. Or, 90 % des incendies qui frappent les monuments historiques se déclareraient pourtant lors des chantiers de rénovation ! Chiffre ahurissant soufflé par le président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France à Didier Rykner, rédacteur en chef de *La Tribune de l'art*.

Dès lors, une seule question s'impose : pourquoi ? Selon de nombreux spécialistes du patrimoine, le manque d'entretien fréquent de nos monuments impose des travaux d'envergure dès lors qu'on décide de leur refaire une beauté. Et plus un chantier est important, plus il comporte de risques. Pour Philippe Bélaval, président du Centre des monuments nationaux, « une politique volontariste d'entretien régulier rendrait moins nécessaires des grandes opérations de restauration très coûteuses et assurerait un meilleur niveau de sécurité ». Mais après ces propos pleins de bon sens, le même fonctionnaire ajoute : « Si on élève le niveau d'exigences en termes de mesures de sécurité, on va élever en même temps le coût des opérations de restauration et d'entretien. Si on renchérit, il y en aura moins. Il ne faut pas que le souci très louable d'avoir le niveau le plus haut possible de sécurité se révèle contre-productif, en rendant plus difficiles et beaucoup plus rares les grands chantiers. » Alors que Notre-Dame de Paris menace toujours de s'effondrer, cette justification à peine voilée d'une politique patrimoniale du tout ou rien a de quoi choquer. Elle peut cependant s'expliquer, en partie, par le fait que les architectes des monuments historiques sont payés au pourcentage des travaux qu'ils engagent. •

LA NEF DES FOUS

Par Pierre Lamalattie

Magnifiquement rénovée au XIX^e siècle, Notre-Dame a eu la mauvaise idée de brûler à une période de grande inculture. Jusqu'au sommet de l'État, bien peu reconnaissent l'apport décisif de Viollet-le-Duc à sa restauration.

Immédiatement, le 15 avril dernier, je me rends à Notre-Dame. La nuit n'est pas encore tombée. L'émotion de la population est palpable, j'allais dire « tripale ». Je rejoins un petit carré aménagé pour les journalistes. Des hommes politiques se présentent par paquets de quatre ou cinq. Ils ont un air de componction, façon cousin lointain arrivant à un enterrement. Tous soulignent que c'est triste de voir un héritage du XIII^e siècle partir en fumée.

Inculture

À un moment donné, un historien de l'art se mêle aux journalistes. Il parle du XIII^e siècle et encore du XIII^e siècle. Je lui pose une question sur l'apport du XIX^e. L'homme de science a un rictus douloureux. Aussitôt fuse le mot « pastiches ». J'insiste. On me regarde avec de gros yeux. Ce n'est pas un jour pour les obscénités. La valeur d'un bâtiment est une chose qui s'obtient à l'ancienneté. Tel est le contexte historiographique à haut risque dans lequel se présente l'avenir de Notre-Dame.

Irresponsabilité

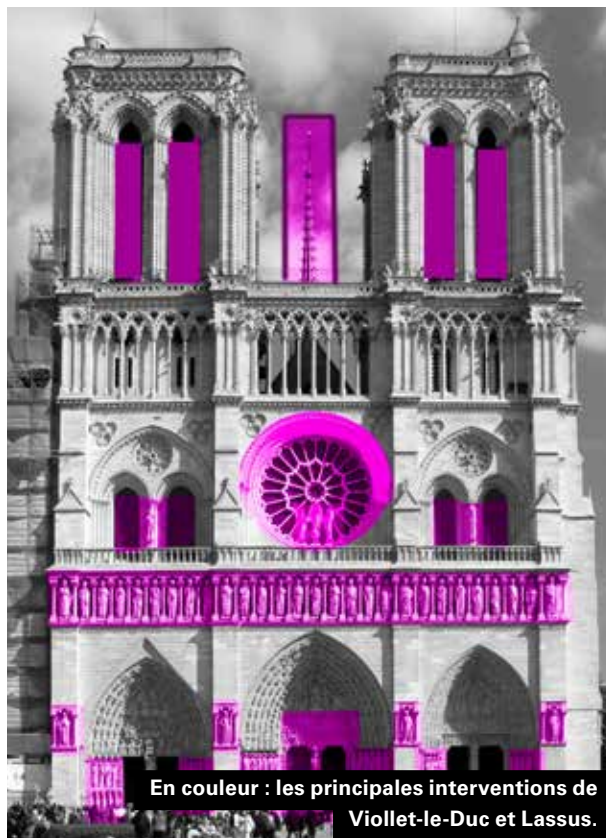
J'éprouve une part de fureur. Ça fait longtemps que les spécialistes alertent les pouvoirs publics sur les incendies de monuments historiques, survenant principalement lors des chantiers de restauration. L'enquête n'est pas terminée, mais si c'était un scandale financier ou sanitaire, on réclamerait déjà des démissions. Les responsables du patrimoine semblent protégés par une exception d'« extratemporalité ». Tout le monde préfère se rabattre sur le consensuel hommage aux pompiers, par ailleurs pleinement mérité.

Trahison

J'éprouve une sorte de tassement douloureux quand j'entends le président de la République parler de « reconstruire » Notre-Dame, puis de la « rebâtir », « plus belle encore » (sic). Le ministre de la Culture, quelques jours après, indique que l'État « décidera si la restauration se fait sans flèche, avec une flèche identique à celle de Viollet-le-Duc ou avec une flèche nouvelle ».

Les mots sont importants. « Restauration » signifie « à l'identique » ou le plus près possible du dernier état. Cette option est une évidence de cœur pour les Parisiens et pour la plupart des souscripteurs qui seraient nombreux à se sentir trahis par un choix différent. C'est aussi ce que commande sans ambiguïté l'article 11 de la charte de Venise, traité international ratifié par la France (1964).

« Reconstruction » laisse le champ libre à toutes les dérives. Première tentation, construire une flèche en s'inspirant de modèles plus ou moins documentés,



En couleur : les principales interventions de Viollet-le-Duc et Lassus.



supposés plus « authentiques », mais certainement moins beaux. C'est le choix qui séduirait certains conservateurs adeptes de la « dérestauration ». Il

faut avoir en tête, pour en juger, le funeste précédent de Saint-Sernin, à Toulouse. Deuxième tentative, construire une flèche « du *xxi^e siècle* » en appelant à la rescousse « *les meilleurs talents de la planète* ». Les start-up de la *créativité* sont d'ailleurs déjà dans les starting-blocks. Jean-Michel Wilmotte (qui a déjà installé une quincaillerie très contestée au Champ-de-Mars) est prêt à faire don de son talent à Notre-Dame. Les tenants de cette option arguent que, puisque Viollet-le-Duc a fait preuve d'une véritable liberté de création dans ses restaurations, pourquoi ne pas bénéficier, à sa suite, d'une liberté non moins grande ? La réponse est dans la question : c'est justement parce que l'intervention de Viollet-le-Duc constitue une œuvre d'art à part entière qu'elle doit être protégée en tant que telle, comme monument historique ou composante d'un monument historique, conformément à la charte de Venise. •

Ce que Notre-Dame doit à Viollet-le-Duc

Au début du *xix^e* siècle, on envisage de détruire Notre-Dame. Cela peut paraître étrange rétrospectivement, mais quand on voit les premières photos prises vers 1840, force est de convenir que l'édifice est tout sauf séduisant. La Révolution a ravagé à peu près toutes les statues, n'épargnant que des motifs de petite taille. Cela s'ajoute à des pertes déjà importantes subies à la fin de l'Ancien Régime : suppression de vitraux, dépose d'un vieux clocher en péril, modification des porches pour permettre les processions, bouchage ou transformation de fenêtres, etc. En outre, le Moyen Âge a laissé un monument inachevé : les tours robustes prévues pour porter des flèches ne sont pas terminées et paraissent très massives. Les arcs-boutants s'appuient sur des maçonneries grossières, etc.

Dans une période d'affirmation du sentiment national, trois régimes se succèdent de 1845 à 1864 pour soutenir la restauration confiée à Viollet-le-Duc (et Lassus). Victor Hugo, avec son roman, et Mérimée, avec les services qu'il met en œuvre, créent un contexte favorable. La pratique du gothique n'avait pas totalement disparu. Par exemple, la cathédrale (gothique) d'Orléans, commencée sous Henri IV, est inaugurée sous Charles X.

Viollet-le-Duc donne à Notre-Dame de Paris la finesse et la richesse qu'on lui connaissait il y a

quelques jours encore. Il produit un programme complet de sculptures et gargouilles qu'il dessine et contrôle lui-même. Il restitue des fenêtres hautes et fait refaire les vitraux manquants. Il orne le faîtage d'une dentelle métallique (un mètre de haut). Il magnifie les arcs-boutants avec d'importants pinacles qui ceignent la cathédrale, la rendant particulièrement élégante vue de côté ou de derrière (chevet). Il érige en dix-huit mois une nouvelle flèche en bois, protégée par du minium et du plomb. Elle fait écho aux pinacles en les fédérant en une même élévation d'ensemble. Cette flèche allège dans la foulée la lourdeur des tours inachevées. C'est dire qu'elle a un rôle essentiel dans la cohérence générale du bâtiment.

Viollet-le-Duc, continuateur des maîtres maçons du Moyen Âge, est également franc-maçon. Il prend l'habitude de porter une robe de bure serrée par un ceinturon de cuir et c'est dans cette tenue qu'il se fait immortaliser dans l'une des sculptures des flancs de sa flèche (statue déposée avant l'incendie), avec la dédicace : « Au Grand Architecte de l'univers ». Pour lui, la cathédrale est plus qu'une église catholique. Tout le peuple y a sa place et l'étrange bestiaire qu'on y voit n'est pas étranger à l'idée que s'en fait Viollet-le-Duc.

Le snobisme de ses détracteurs se fixe généralement sur la flèche, élément le mieux identifié. Cependant, les mêmes admirent immanquablement les autres contributions de l'architecte, croyant naïvement qu'elles datent du *xiii^e* siècle et apportant involontairement la preuve de leur inanité. •

JEAN-BAPTISTE MINNAERT

« CE SERAIT UN CRIME D'EFFACER L'IMMENSE APPORT DE VIOLLET-LE-DUC »

Propos recueillis par Pierre Lamalattie

Depuis sa restauration par Viollet-le-Duc, Notre-Dame est aussi une cathédrale du XIX^e siècle. Pour l'historien de l'architecture Jean-Baptiste Minnaert, sa reconstruction doit respecter la charte de Venise, sans forcément utiliser les mêmes matériaux qu'autrefois.

Causeur. Notre-Dame est perçue comme une merveille du XIII^e siècle. Pourtant, il semble que la contribution du XIX^e soit importante. Pourriez-vous situer cette dernière ?

Jean-Baptiste Minnaert. Dans Notre-Dame de Paris, il y a en quelque sorte deux cathédrales, l'une du Moyen Âge, l'autre du XIX^e siècle. Les cathédrales gothiques sont, en effet, littéralement réinventées au XIX^e et elles doivent être comprises comme telles. Le gothique est vu à cette période comme un art spécifiquement français, car il atteint son haut degré de perfection avant l'apport italien de la Renaissance. Au XIX^e, le sentiment d'identité nationale cherche à s'incarner. La restauration et la mise en valeur des cathédrales prennent tout leur sens dans ce contexte. À Paris, la Révolution a cependant un lourd impact sur la cathédrale, lequel vient s'ajouter à des pertes datant de l'Ancien Régime. En particulier, la plupart des statues sont vandalisées. L'apport de Viollet-le-Duc est considérable. Ses éléments les plus visibles sont la flèche ainsi que de nombreuses sculptures et gargouilles. Toutefois, son intervention est omniprésente dans le bâtiment, parfois à un niveau de détail étonnant. On peut dire qu'il fait

preuve d'un génie architectural d'ensemble.

Quelle est la personnalité artistique de Viollet-le-Duc et quel intérêt présente son œuvre selon vous ?

Eugène Viollet-le-Duc (1814-1879), contrairement à beaucoup d'architectes de son temps, ne passe pas par la case Beaux-Arts. Toute sa vie, il nourrit à l'encontre de l'esprit de cette institution, perçue comme académique, une hostilité bien payée de retour. C'est auprès de son oncle, le peintre Étienne-Jean Delécluze, qu'il apprend à dessiner. Viollet-le-Duc sera, sa vie durant, un dessinateur d'une précision et d'une élégance époustouflantes. Il entre, au début des années 1830, dans les services de restauration du patrimoine médiéval mis en place par Vitet et Mérimée. Dans un premier temps, il s'applique, avec Lassus, à la restauration de Notre-Dame de Paris avec une « *religieuse humilité* », c'est-à-dire qu'il s'impose un maximum de fidélité à l'état d'origine. Progressivement, sa culture du gothique s'accroît jusqu'à devenir immense. Il atteint alors une compréhension en profondeur de cet art. Cela alimente chez lui une importante réflexion théorique. Il produit des textes qui ont valeur de « *manifeste rétroactif* » de l'architecture gothique. C'est à partir de cette lecture personnelle du gothique qu'il imagine désormais ses interventions à Notre-Dame de façon assez libre. Il écrit : « *Restaurer un édifice, ce n'est pas l'entretenir, le réparer ou le refaire, c'est le rétablir dans un état complet qui peut n'avoir jamais existé à un moment donné.* » De là les critiques qui lui ont été faites au XX^e siècle au sujet de son excès de liberté dans ses restaurations, mais aussi l'admiration artistique et patrimoniale qu'on peut lui porter. Cependant, Viollet-le-Duc ne se résume pas à des restaurations gothiques. Il est aussi un grand architecte de son temps. Ses conceptions, étrangères à toute nostalgie et soucieuses de rationalisme, sont à l'avant-garde de son époque. Il se passionne pour les nouvelles possibilités



Patrick Palem, directeur de la Socra, une société spécialisée dans la conservation d'œuvres d'art, soulève la tête de Viollet-le-Duc en saint Thomas, avant sa restauration, 16 avril 2019.

techniques telles que celles apportées par le métal et la brique. Cela l'oppose à la normativité classicisante du préfet Haussmann et à son modèle d'immeubles peu imaginatifs et impliquant une coûteuse cacophonie de métiers. Viollet-le-Duc a aussi une immense influence sur les générations suivantes. Il marque de nombreux architectes comme Guimard ou Gaudí, notamment pour ce dernier dans sa Sagrada Família. Il est surtout un des chaînons majeurs qui permettent de suivre sans discontinuité le fil historique qui va des maîtres maçons du Moyen Âge à Le Corbusier. Cependant, son chef-d'œuvre est évidemment Notre-Dame, chantier qui l'occupe durant une vingtaine d'années.

Quand on entend les commentaires sur Notre-Dame, on a l'impression qu'un grand nombre de personnes ignorent l'apport du XIX^e ou estiment de bon ton de le dénigrer. Comment expliquez-vous cela ?

Le XIX^e est le parent pauvre de l'histoire de l'art et de l'architecture. Les architectes modernes du XX^e siècle ont parfois dénigré les productions du XIX^e pour mieux s'affirmer et bénéficier de commandes publiques. Après une longue éclipse, une redécouverte lente du XIX^e s'amorce dans les années 1970. On peut citer des jalons, comme le refus de Jacques Duhamel (ministre de la Culture) de détruire la gare d'Orsay ou les travaux de Bruno Foucart (historien de l'art), notamment ceux sur Viollet-le-Duc. Cependant, la méconnaissance de la contribution du XIX^e à Notre-Dame que l'on observe ces

jours derniers est stupéfiante.

Que pensez-vous des hypothèses de reconstruction et des débats, semble-t-il, très « ouverts » à l'heure actuelle ?

Ce serait un crime d'effacer l'immense apport de Viollet-le-Duc. On peut cependant s'inquiéter sérieusement quand on voit des architectes comme Wilmotte proposer des « gestes architecturaux ». On peut s'inquiéter également que certains, tentés par une « dérestauration », veuillent faire disparaître la flèche de Viollet-le-Duc à Notre-Dame au profit d'une version supposée antérieure. Ces deux postures d'amnésie seraient évidemment contraires à la charte de Venise¹. Il y a aussi le précédent très controversé de Saint-Sernin, à Toulouse. Dans cette basilique, les apports de Viollet-le-Duc ont été, en effet, tout bonnement supprimés au profit d'un état antérieur dont les sources sont d'ailleurs aujourd'hui en partie contestées. Cela fut qualifié de vandalisme par Bruno Foucart. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille forcément utiliser les mêmes matériaux qu'autrefois. La cathédrale de Reims, encore plus gravement ravagée en 1914 par les bombardements allemands, a été coiffée, à partir de 1919, d'une charpente en béton armé très intelligemment conçue et il n'y a pas lieu de s'en plaindre, bien au contraire. •

1. Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites, issue des travaux du II^e Congrès international des architectes et des techniciens des monuments historiques, tenu à Venise en 1964, sous l'égide de l'Icomos (International Council of Monuments and Sites).

CONTRE LA RESTAURATION RAPIDE

Par Alexandre Gady



Vue de la cathédrale Notre-Dame de Paris en 1859, durant sa restauration menée par Viollet-le-Duc.

Le président Macron a court-circuité le ministère de la Culture afin d'annoncer une reconstruction rapide de Notre-Dame. Cette précipitation n'annonce rien de bon, car une restauration à l'identique exige une réflexion poussée sur l'identité profonde de l'édifice.

En novembre 1793, une jeune actrice se produisait sur un rocher en carton-pâte installé dans le chœur de la cathédrale profanée, devenue alors le « temple de la Raison ». On sait que cette raison-là n'a pas mieux réussi à Notre-Dame qu'ailleurs, il était déjà trop tard dans le siècle et les Lumières s'éteignaient partout : l'édifice fut ainsi dévasté par le vandalisme jacobin, dont l'iconoclasme en annonce d'autres, plus contemporains.

Après l'incendie du 15 avril dernier, la Raison n'a pas non plus refait surface. Tandis que Madame Hidalgo, nostalgique de la Commune de 1871 qui a mis le feu, en vain, à la cathédrale, se prosternait quasiment devant la relique de la couronne d'épines du Christ, Jean-Luc Mélenchon, pourtant un des derniers zéloteurs du terrorisme jacobin, pleurait la vieille cathédrale ! Quant au président de la République, il était frappé d'une nouvelle bouffée d'hybris : mélangeant tout avec une incompétence exaltée, il annonçait pour « rebâtir » (*sic*) Notre-Dame des délais absurdes, des embellissements douteux, allant jusqu'à rallumer un nouvel incendie avec l'idée baroque de lancer un concours international pour la nouvelle flèche. Ce n'était sans doute pas encore assez, et le gouvernement devait parachever le tout par l'élaboration d'un projet de loi d'exception rédigé pendant que la cathédrale fumait encore, et nommer un général d'armée à la retraite pour diriger le tout – nous aurions préféré pour notre part l'énergique Monsieur Benalla !

Ce faisant, le gouvernement a fait une seconde victime : le ministère de la Culture, si absent de la séquence, alors qu'on touche ici au cœur de son métier. L'actuel locataire de la Rue de Valois a-t-il compris les enjeux politiques que sous-tendent ces décisions exceptionnelles ? Après le loto de Stéphane Bern, voilà maintenant la reconstruction de Notre-Dame qui lui échappe : c'est ainsi tout le système traditionnel des Monuments historiques qui est mis en danger. La culture du coup politique et de la communication permanente amène à ne plus utiliser les services existants, que le contribuable paye pourtant, et dont l'expérience accumulée depuis 1830 n'est pas négligeable, malgré quelques limites régulièrement dénoncées. Dans le domaine complexe de la restauration, qui met en jeu des questions à la fois techniques, culturelles et philosophiques, l'affaire est plus délicate encore, et ne saurait être traitée à la hussarde, comme l'a fait le gouvernement.

Un fait banal ?

Assister en direct, impuissant, à l'incendie de la cathédrale Notre-Dame a certainement été une épreuve pour tout homme sensible ; pour l'historien, en revanche, c'est un formidable « direct live » sur ce qu'il connaît bien : les monuments brûlent en effet depuis l'Antiquité, et leur perte constitue une histoire en soi, pleine de nostalgie et d'enseignements. Il est insupportable à notre époque du risque zéro, de la guerre sans mort et des normes de sursécurité qu'un tel accident puisse se produire. Les premiers résultats de l'enquête montrent que, comme d'habitude, c'est d'abord une histoire de cornecul, la rencontre de Dédé la Bricole avec le génie bâtisseur du Moyen Âge. Quant à la liste des erreurs et dysfonctionnements qui ont conduit à l'incendie, relevée la semaine suivante par le *Canard enchaîné*, elle rappelle celle, autrement plus dévoreuse en vies humaines, du *Titanic*, le fameux bateau qui ne devait pas couler.

Dans l'histoire des incendies de grands monuments, rappelons-nous d'abord qu'il n'y a, là encore et n'en déplaie aux complotistes, rien que de bien connu : la guerre (cathédrale de Reims en 1914), la malveillance (la Porte du Sud de Séoul en 2006), le chantier mal tenu (cathédrale de Nantes en 1972), le court-circuit électrique (le château de Lunéville en 2003)... L'incendie criminel est le plus rare, celui du siège du Crédit lyonnais en 1996 étant l'exception qui confirme la règle.

Le feu d'abord, l'eau salvatrice qui devient destructrice ensuite, les consolidations post-traumatisme, puis les restaurations, voire les restitutions de ce qui a disparu... tout cela est également bien connu des historiens et des architectes qui traitent du patrimoine. Ce qui s'est produit le 15 avril dernier était à proprement parler un événement, quelque chose qui est arrivé. Ce qui le rend exceptionnel n'est pas sa nature, mais le fait qu'il n'aurait pas dû arriver.

Que va-t-on faire maintenant ? Il faudrait réfléchir et convoquer à nouveau la déesse Raison. Car depuis deux siècles, les progrès de l'art d'éteindre le feu, ceux de l'histoire de l'art et de l'archéologie, enfin l'invention de nouveaux matériaux et de nouvelles techniques ont permis d'envisager de manière plus subtile la restauration des édifices brûlés : ainsi s'est ouverte une séquence complexe, celle de l'histoire de la restauration et de sa déontologie. Si complexe que son analyse n'est guère aisée à chaud, en quelques secondes d'antenne, ou sur un plateau de télé quand s'entrechoquent scoops et formules.

À l'identique

À chaque drame, à chaque perte, le débat se focalise immédiatement sur une idée apparemment simple : on doit restaurer l'édifice « à l'identique », soit pour Notre-Dame, telle qu'elle était jusqu'au 15 avril 2019 à 18 h 40. La formule doit être analysée, car elle concerne non seulement l'image de l'édifice avant sa destruction partielle, mais aussi ses matériaux (pierre pour pierre, bois pour bois, plomb pour plomb...). Une restauration « à l'identique » suppose la réunion de trois éléments : une documentation parfaite (plans, relevés, photographies, vestiges...) ; des matériaux de même nature disponibles ; un savoir-faire intact pour les mettre en œuvre. Ils sont ici réunis sans conteste, et c'est donc une option solide, d'autant que l'édifice était classé au titre des Monuments historiques, et qu'il s'agit du « dernier état connu », comme le stipule la charte de Venise, texte international de déontologie de la restauration, signée par la France en 1964 (non contraignant).

Mais, pour logique qu'elle soit, cette option soulève deux questions : d'abord, elle renonce aux matériaux modernes qui peuvent, dans certains cas, suppléer aux défauts des matériaux anciens – ainsi du bois qui brûle, ou du plomb qui fond. Ensuite, sur un plan plus conceptuel, elle abolit l'événement et la restauration ne s'inscrit donc pas dans une démarche de souvenir, →

mais au contraire d'effacement. L'histoire des restaurations des grands édifices meurtris enseigne de fait que c'est une solution qui n'est, en réalité, jamais adoptée complètement par les restaurateurs.

Adaptations

Ainsi, dès le début du XIX^e siècle, quand on a commencé à réfléchir à ces problématiques, on s'est affranchi, d'une partie des contraintes. À Rouen, dont la flèche de la cathédrale a été détruite par la foudre en 1822, l'architecte Alavoine, une génération avant Viollet-le-Duc, préconise ainsi l'usage de la fonte, matériau nouveau qui scandalise, mais qui évite, plaide l'architecte, le risque d'un nouvel incendie. Ce même raisonnement intervient lorsque la cathédrale de Chartres perd sa charpente dans un grand incendie en 1836 : elle est alors reconstruite en fer, avec une structure de forme ogivale, comme le fera également à la basilique de Saint-Denis l'architecte François Debret. Pour la cathédrale de Reims, après la Première Guerre mondiale, l'architecte en chef des Monuments historiques Henri Deneux, grand connaisseur des charpentes anciennes, met au point un dispositif original, considéré aujourd'hui comme un authentique chef-d'œuvre : il reprend en effet un système de charpente inventé à la Renaissance par Philibert Delorme, dit « à petits bois », mais en utilisant le béton. Plus proche de nous, l'architecte Pierre Prunet utilise également du béton après la destruction de la charpente de la cathédrale de Nantes, en 1972. Son confrère qui restaure le parlement de Rennes après l'incendie de 1994 monte pour sa part une charpente métallique, en place de celle d'origine en bois.

Trois raisons expliquent ces choix éloignés des dispositifs d'origine : outre leur efficacité constructive, ces charpentes faites de matériaux modernes ont une bonne résistance au feu et constituent également le témoignage d'une époque, non la copie plus ou moins fidèle de quelque chose qui a entièrement disparu.

Ainsi à Notre-Dame, il est évident que l'édifice doit retrouver son grand comble en croix dont la pente d'origine est donnée par les trois pignons en pierre subsistants : celui-ci sera donc formellement « à l'identique » donc. Mais la charpente, invisible depuis l'extérieur, et de plus interdite à la visite, peut parfaitement être différente, en béton ou en acier par exemple. Même le matériau de recouvrement extérieur pourrait changer et n'être plus du plomb, sans gêner la lecture de l'édifice s'il respecte la couleur grisâtre des toits parisiens.

Le traitement des parties détruites qui possédaient un caractère esthétique ou ornemental, comme la grande flèche de Viollet-le-Duc qui s'est abattue lors de l'incendie, crevant les voûtes de la nef et du carré du transept, apparaît plus délicat. L'histoire nous enseigne, là encore, qu'il s'agit d'une vieille question et que la reconstruction à l'identique n'est pas

toujours la solution retenue. À Orléans, cathédrale dynamitée par les protestants au XVI^e siècle, le chantier dura deux siècles entiers ; en 1646, l'architecte parisien Jacques Lemercier fut chargé de dresser une haute flèche dans le goût moderne, « à l'antique » : faite de bois et de plomb, en forme d'obélisque, sa flèche, dont la silhouette était compatible avec l'architecture de l'édifice, n'a pas supporté son propre poids et a été remplacée plus tard par une flèche de style gothique. Au XIX^e siècle, à Rouen, l'architecte Alavoine, déjà cité, a choisi de donner à sa flèche de fonte une stylisation à la gothique, qui en fait quasiment un chef-d'œuvre « troubadour », comme les chaises et les pendules d'époque Charles X ! À la Sainte-Chapelle, dont la flèche avait été « décapitée » par les jacobins, Duban et Jean-Baptiste Lassus ont choisi de rétablir une flèche dans le goût du XIV^e siècle, que nous appelons donc « néogothique ». Cette démarche se distingue de celle d'Henri Noblet, leur prédécesseur chargé par Louis XIII de rebâtir la flèche du même édifice, disparue dans un incendie accidentel en 1630 : Noblet adopta en effet un style médiéval de continuité, sans recherche archéologique, ce que les Anglo-Saxons nomment si bien le « *gothic survival* ».

À Notre-Dame, enfin, Viollet-le-Duc a proposé au jury du concours de 1843 de rétablir la flèche d'origine, du XIII^e siècle, qui avait été détruite pendant la Révolution, ce qu'ignorait visiblement le Premier ministre lors de sa péroration du mercredi qui a suivi le drame. Lors de la seconde phase du chantier colossal qu'il dirigea près de vingt ans, le grand restaurateur proposa de lui substituer plutôt une flèche de son crû, lui qui tenait souvent son gothique pour plus pur que celui des bâtisseurs médiévaux...

Objet architectural relativement contraint, s'élevant d'une base régulière jusqu'à un point, celui de la croix, la flèche est peu susceptible d'innovations, sauf à sortir complètement de l'épure en usage depuis neuf siècles. Ses matériaux peuvent changer, comme le montre l'exemple de Rouen, mais elle pose surtout une double question technique : celle de sa prise au vent, qui oblige à la percer largement ; et surtout celle de son poids, qui peut être une charge délicate pour l'édifice gothique qui lui sert d'assise. Qui se souvient que, pour Notre-Dame, Viollet-le-Duc avait conçu une flèche trop lourde, qui l'obligea à altérer profondément l'architecture du transept de l'édifice ? Après la dernière guerre, d'autres grands architectes restaurateurs, tels Yves-Marie Froidevaux, se posèrent les mêmes questions et y apportèrent des réponses sensiblement différentes, comme le montre la flèche en béton de l'église de Valognes, par exemple.

Quelle leçon tirer du passé ? Elle est double : il faut laisser parler l'édifice et écouter les experts. Pour Emmanuel Macron, c'est un défi immense : celui de savoir se taire. •

RENOUER LES FILS DU PASSÉ

Par Olivier Rey



Détail de *L'Enfant prodigue chez les courtisanes*,
peinture anonyme française, xvi^e siècle : vue de
Notre-Dame et de l'île de la Cité.

La technologie contemporaine met en danger les constructions du passé que sont les cathédrales. Contre l'ubris de notre temps, la reconstruction de Notre-Dame exige de retrouver, ou au moins de respecter, la façon d'être au monde de nos ancêtres. Elle ne doit pas être macronisée ni « upgradée ».

J'avais 7 ans quand, le 28 janvier 1972, je vis brûler la cathédrale de Nantes, la ville où je suis né et ai grandi. Près d'un demi-siècle plus tard, j'ai vu brûler la cathédrale de Paris, où je me trouve aujourd'hui résider. Je pourrais en tirer une loi : les cathédrales des →

ville que j'habite sont promises au feu. Mais les faits appellent aussi quelques réflexions moins égocentrées.

On s'émerveille des prouesses que la technologie contemporaine permet de réaliser. De fait, les gens du Moyen Âge auraient été bien en peine de façonner la matière à l'échelle du nanomètre. D'un autre côté, ils savaient construire des cathédrales qui ressemblaient à des cathédrales, ce dont nous avons manifestement perdu la capacité – il n'est, pour le constater, que de contempler la cathédrale d'Évry qui, de l'extérieur, pourrait aussi bien être un hôtel de région, le siège social d'une banque ou un palais des congrès (il suffirait d'enlever la croix sculptique qui surmonte l'édifice pour que la vocation religieuse de celui-ci devienne insoupçonnable). Non seulement s'est imposé, avec la technique moderne, un esprit qui empêche l'émergence de toute architecture religieuse convaincante, mais encore la simple cohabitation des édifices anciens avec ladite technique, utilisée pour les aménager, les entretenir ou les restaurer, fait courir à ceux-ci de graves dangers. À Nantes, c'est le chalumeau d'un ouvrier couvreur qui déclencha le feu qui détruisit la toiture entière de la cathédrale¹. À Paris, on ne sait pas encore, on parle d'imprudence, de court-circuit – quoi qu'il en soit, le sinistre paraît lié, d'une manière ou d'une autre, aux travaux entrepris autour de la flèche. Pourquoi la technique moderne, qui permet tant de choses et étend tellement nos moyens, représente-t-elle également un tel danger quand elle s'approche des constructions du passé ?

Les règles de l'art ne comptent pas, puisqu'elles réclament davantage que cinq ans

Il faut sans doute prendre en compte une mutation dans le rapport à la matière. Dans les termes de Péguy : « *La matière ancienne, la matière antique avait les moyens d'exiger le respect, et elle ne s'en privait pas, et elle ne s'en faisait pas faute ; au lieu que la matière moderne au contraire n'en a ni les moyens, ni le goût, ni l'intention.* » Accoutumées à la matière moderne, et au rapport moderne à la matière, certaines personnes qui interviennent sur les édifices anciens ne savent plus agir avec les précautions, les soins maternels, les attentions cauteleuses que commandait le respect dont parle Péguy. Il faut dire qu'à la difficulté à accorder à la matière ancienne l'attention qu'elle réclame, s'ajoute la difficulté à témoigner aux restes du Moyen Âge d'authentiques égards, en un temps qui ne place son salut que dans les *innovations de rupture*.

Il y a juste cinquante ans, Pasolini fit une nuit, entre veille et sommeil, un de ces rêves qui n'éloignent pas de la réalité, mais au contraire la révèlent : « *Des monuments, des choses antiques, bâties en pierre ou en bois, ou en*

d'autres matières encore, des églises, des tours, des façades de palais, tout cela, rendu anthropomorphique et comme divinisé par une Figure unique et consciente, s'est aperçu qu'il n'était plus aimé, qu'il survivait. Et alors, il a décidé de se tuer : un suicide lent et sans tapage, mais irrépressible. [...] Si un enfant sent qu'il n'est plus aimé, désiré – il se sent "en trop" –, il décide inconsciemment de tomber malade et de mourir : et c'est ce qui arrive. Pierres, bois, couleurs, c'est ce que sont en train de faire les choses du passé. Et dans mon rêve, je l'ai vu clairement, comme dans une vision. » Ce qu'a vu, compris, senti Pasolini se concrétise de jour en jour – l'incendie de Notre-Dame n'en est qu'une scansion spectaculaire. Événement accidentel, imprévisible, et en même temps dans la logique des choses. Je crois que c'est à cela, en premier lieu, que tient l'effet de sidération exercé par la réalité de Notre-Dame en flammes : la concrétisation spectaculaire d'un processus diffus. Au passage, on notera que si, comme le suggère Pasolini, les choses du passé disparaissent de n'être plus aimées, c'est, à rebours, par l'amour qui animait les pompiers que la cathédrale a été préservée d'un effondrement total.

Le soir même, l'événement fut suffisamment fort pour imposer sa marque, et le président de la République, en se rendant sur les lieux, eut une attitude et des mots justes. Dès le lendemain cependant, le manager avait repris le dessus : « *Alors oui, nous rebâtirons la cathédrale Notre-Dame plus belle encore, et je veux que ce soit achevé d'ici cinq années. Nous le pouvons, et là aussi, nous mobiliserons.* » Plus belle : étant donné nos facultés prodigieuses à répandre actuellement la laideur, aussi belle ne serait déjà pas si mal. Je veux : comme si Notre-Dame était la chose du président. Cinq années : le management par la *deadline*, qui conduit à tant de travaux bâclés, vidés de leur sens par le fait que ce n'est pas la tâche à accomplir qui prescrit la conduite, mais l'échéance. Quand les bâtisseurs de Notre-Dame se mirent à l'ouvrage, la date de remise des clés à l'évêque n'était pas fixée. Certes, sans la volonté d'édifier la cathédrale, celle-ci n'aurait pas vu le jour, mais si la volonté avait prétendu s'imposer au temps, l'édifice aurait croulé depuis longtemps ou aurait été raté. Et puis, pourquoi cinq ans – cinq pauvres années, alors que tous les connaisseurs de ce genre de chantiers jugent raisonnable une durée beaucoup plus longue ? La maire de Paris a rendu explicite ce qui, dans l'annonce présidentielle, était demeuré implicite : il faut que Notre-Dame soit prête pour les Jeux olympiques de 2024. « *Je pense qu'il faut qu'on se mette aussi dans l'idée que ça ne peut pas prendre dix ans, quinze ans ou vingt ans. Il faut le faire dans les règles de l'art, mais en 2024 on doit être là tous ensemble pour accueillir le monde et Notre-Dame doit être là.* » Autant dire que les règles de l'art ne comptent pas, puisqu'elles réclament davantage que cinq ans. J'ai retrouvé ces vers du poète américain Longfellow :

Dans les jours anciens de l'Art, / Les hommes travaillaient avec le plus grand soin / Jusqu'au plus infime et invisible



La charpente de la nef de la cathédrale Notre-Dame, réhabilitée au XIX^e siècle par Eugène Viollet-le-Duc.

détail ; / Car les dieux voient partout.

Mais les regards des dieux ou de Dieu ont laissé la place aux smartphones des touristes, et la foire olympique dicte le calendrier des travaux. L'éditorialiste Christophe Barbier s'empare : « *Pourquoi on nous dit dix ans, quinze ans, chez les professionnels de la profession : ben parce qu'ils veulent faire de Notre-Dame leur dame, et avec beaucoup de minutie, beaucoup de soin, bien sûr. Mais non ! Les Chinois font des centrales nucléaires en quelques mois, on doit pouvoir reconstruire cette charpente et ce plafond en cinq ans.* » Peut-être faudrait-il confier le chantier à une entreprise chinoise. Ce qui, au demeurant, s'accorderait avec le concours international d'architecture dont le Premier ministre, dérogeant à la charte de Venise sur la conservation et la restauration des monuments et des sites, a annoncé le lancement à propos de la reconstruction de la flèche – pour sa part, il verrait bien une nouvelle flèche « *adaptée aux techniques et aux enjeux de notre époque* ». Pourquoi pas une éolienne, pour faire de Notre-Dame un bâtiment à énergie positive, avec inauguration par Greta Thunberg.

Longtemps j'ai pris le RER B à la station Saint-Michel pour me rendre sur mon lieu de travail à Palaiseau. Un jour que j'accrochais mon vélo en bordure du

parvis de Notre-Dame, j'ai vu et entendu une dame âgée qui, descendant d'un de ces monstrueux cars qui promènent les touristes, s'exclamait à l'intention de son amie qui la suivait : « *Oh, look, it's so old !* » Elle en était saisie. De fait, les Américains n'ont aucun édifice si vieux dans leur pays. Elle ne devait pas bien savoir de quand ça datait, mais elle comprenait au premier coup d'œil que cela venait de loin. Effectivement, cela vient de loin, et pourtant cela nous parle ; ce n'est pas seulement du passé, c'est notre passé. Et il y a tout lieu de s'émerveiller, devant Notre-Dame, de la présence endurente, perdurante, de ce chef-d'œuvre médiéval planté au cœur de notre modernité, témoin d'un autre rapport au monde, d'une autre façon d'habiter la terre, qui furent ceux de nos ancêtres. Un enjeu essentiel de notre époque réside précisément là : ne pas attenter aux quelques fils qui nous relient encore à un passé dont, pour traverser le siècle en cours, nous aurons plus que jamais besoin. Notre-Dame demande à être aimée et respectée, non pas exploitée et macronisée. L'incendie qui a failli l'anéantir devrait réveiller notre piété à l'égard de ce qui nous a été légué, plutôt qu'exciter le désir de l'« upgrader » à la va-vite. •

1. En 2015, la basilique Saint-Donatien de Nantes a elle aussi été frappée par un incendie qui, déclenché par des travaux, a détruit l'essentiel de la toiture.

ROYAUME-UNI

DES CLOCHERS AUX MINARETS

Par Ana Pouvreau et Mark Porter

Dans un pays qui comptera bientôt davantage de croyants musulmans que de chrétiens pratiquants, de plus en plus d'églises détenues par des congrégations deviennent des mosquées ou des centres islamiques. Enquête.



La mosquée Dar al-Arqam à Édimbourg, installée dans les murs d'une église presbytérienne construite en 1859.

Au sud de Manchester, après la tuerie de la Manchester Arena en mai 2017, qui fit 23 morts et plus d'une centaine de blessés, la mosquée salafiste de Didsbury, que le terroriste Salman Abedi, un Britannique de 23 ans d'origine libyenne, fréquentait avec sa famille, affichait son soutien aux Mancuniens avec une banderole géante, « *We love MCR* » (« Nous aimons Manchester »). Six mois avant l'attentat, l'imam Mustafa Abdullah Graf avait fait, semble-t-il, l'éloge du djihad devant un millier de fidèles, appelés à soutenir les moudjahidins en Syrie¹. Le centre islamique adjacent à la mosquée annonce officiellement disposer d'un département de la charia qui publie des fatwas, supervise les affaires familiales et financières et aide à calculer la zakat (aumône). Et il est fort probable qu'il abrite de surcroît une de ces cours de justice chariatiques officielles qui règlent les affaires quotidiennes d'une partie des 4,13 millions de musulmans recensés au Royaume-Uni en 2016 (soit 6,3 % de la population britannique), selon les données du Pew Research Centre.

La mosquée de Didsbury n'est autre que l'ancienne chapelle méthodiste d'Albert Park, ouverte au culte en 1883, fermée en 1962 et convertie depuis. Sur le territoire britannique, de nombreuses églises sont ainsi devenues des mosquées. Selon le Gatestone Institute, entre 2001 et 2016, 500 églises ont été vendues dans la seule capitale britannique². Certaines ont été transformées en mosquées, comme l'église St Mark devenue la mosquée de New Peckham ou encore la mosquée de Brick Lane (Brick Lane Jamme Masjid) qui était à l'origine une église méthodiste. En 2012, l'organisation Christian Research estimait qu'au moins 10 000 églises avaient fermé depuis 1960 au Royaume-Uni et que 4 000 autres le seraient en 2020. Il y avait alors 1 700 mosquées officielles sur le territoire et 2 000 lieux de culte musulmans non déclarés³.

À Swansea, au Pays de Galles, l'imposante église St Andrews, propriété de l'Église réformée unie, a été transformée en mosquée dans les années 2000 au grand dam du British National Party (BNP). Dans la même rue, le centre islamique chiite Imam Khoei occupe lui aussi une ancienne église. À Édimbourg, en Écosse, l'ancienne église presbytérienne construite en 1859 sur Lauriston Place est devenue la mosquée Dar al-Arqam. L'an dernier, sur l'archipel des Hébrides, une mosquée a remplacé l'ancienne église de Stornoway.

Le nombre croissant de musulmans et celui décroissant des chrétiens au Royaume-Uni accélèrent le processus. En 2013, le *Daily Mail* publiait des photos comparant deux églises à l'auditoire clairsemé et une mosquée surpeuplée dans le même quartier de Londres⁴. Les églises St George-in-the-East, sur Cannon Street Road, et St Mary, sur Cable Street, qui peuvent accueillir un millier de fidèles, n'en attirent plus qu'une vingtaine lors des messes dominicales. En revanche, lors de la prière du vendredi, la mosquée de Brune Street n'est pas assez

grande pour contenir plusieurs centaines de croyants. Plus de la moitié des musulmans britanniques seraient âgés de moins de 25 ans, tandis que 25 % des chrétiens pratiquants approcheraient les 80 ans. En 2023, il y aura plus de croyants musulmans que de chrétiens pratiquants et le nombre de musulmans au Royaume-Uni pourrait atteindre 13 millions en 2050⁵.

À Manchester, le très influent Centre du patrimoine musulman britannique (British Muslim Heritage Centre) occupe l'ancien Northern Congregational College, une structure gothique monumentale édifée en 1840 sur le modèle des universités d'Oxford et de Cambridge et rachetée par des investisseurs saoudiens en 2003. Le BMHC, organisateur d'un « Syria Day » en soutien aux victimes du régime, dispose de sa propre chaîne de radio. Le maire de Manchester, Andy Burnham, s'y est récemment rendu pour dénoncer l'islamophobie à la suite de l'attentat de Christchurch, et le prince Charles, qui y était le 3 avril, dit de ce centre le plus grand bien.

La vente des églises, souvent à des prix défiant toute concurrence, pourrait-elle être freinée pour assurer la préservation du patrimoine chrétien ? Au Royaume-Uni, les édifices religieux appartiennent aux diverses congrégations, et non pas à l'État, comme en France. Elles sont responsables de leur entretien. Pour une petite congrégation locale, il devient très difficile d'entretenir ou même de chauffer les bâtiments.

Dans un entretien du 19 avril 2019, le pasteur Williams expliquait qu'« *en vertu du Charity Act et selon la législation britannique, une loi adoptée en 2011, si le bâtiment d'une église n'est plus utilisé pour le culte, il est du devoir de la congrégation de le vendre au meilleur prix, le bénéfice étant utilisé pour les activités qu'elle mène. Si l'acheteur le plus offrant est une discothèque, un casino ou un sex-shop, ou encore les témoins de Jéhovah ou une association islamique, son offre doit être acceptée, sans discrimination, et l'église vendue, même à un groupe religieux dont la congrégation désapprouve la candidature.* »

« *De nombreux chrétiens et certaines autorités religieuses dénoncent cette situation, d'autres y voient le signe d'une généreuse hospitalité chrétienne envers les autres religions* », précise le pasteur, avant d'ajouter « *qu'il serait souhaitable que la réciprocité s'applique dans les pays où le christianisme est minoritaire*... » •

1. « Manchester mosque denies "military jihad" support », BBC News, 17 août 2017.

2. Giulio Meotti, « Londonistan : 423 nouvelles mosquées, 500 fermetures d'églises », Gatestone Institute, 5 avril 2017.

3. Soeren Kern : « Muslims converting empty european churches into mosques », Gatestone Institute, 16 janvier 2012.

4. Guy Walters, « One country, two religions and three very telling pictures : the empty pews at churches just yards from an overcrowded mosque », *Daily Mail*, 29 mai 2013.

5. « Muslim population of the UK could triple to 13m following "record" influx », *The Telegraph*, 29 novembre 2017.

6. Entretien avec le pasteur Williams, 19 avril 2019.

CULTURE & HUMEURS

74

L'évangile du pop

Jean-Pierre Montal

78

La grande moisson noire

Jérôme Leroy

82

Gérard Pussey, fin de siècle

Paulina Dalmayer

84

Supermal : Hitler en BD

Paulina Dalmayer

86

Eschyle, panique ta race !

Léo Cohen

88

Orsay, le modèle racisé

Paulina Dalmayer

90

Le caviar vert de Baumanière

Emmanuel Tresmontant

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse





David Hemmings et Jane Birkin dans *Blow-Up* (1966), de Michelangelo Antonioni.

L'ÉVANGILE DU POP

Par Jean-Pierre Montal



Jean-Bernard Hebey.

Avec *Le Grand livre du pop*, le collectionneur Jean-Bernard Hebey et le journaliste Christian-Louis Éclimont dissèquent la culture pop des années 1945-1975. Sur fond de capitalisme triomphant, ce mouvement protéiforme (musique, peinture, cinéma, design) a marqué la prise de pouvoir des jeunes baby-boomers insouciants sur leurs aînés.

Aujourd'hui, le mouvement pop est encerclé, acculé et, pour tout dire, piégé. Par l'esprit de sérieux d'un côté – on entend parler de « *philosophie pop* » et des thèses universitaires s'écrivent sur le journalisme gonzo – et, de l'autre, par la relecture conservatrice de l'histoire récente, souvent pertinente (ce n'est pas dans ces pages qu'on dira le contraire...), mais parfois caricaturale. En résumé, l'esthétique « pop » ne serait que le fruit de caprices de baby-boomers gâtés, portés par la croissance de l'après-guerre et leur individualisme jouisseur. Comme souvent, la vérité est ailleurs, plus exactement entre les deux, comme le montre *Le Grand Livre du pop*, imposant ouvrage signé Jean-Bernard Hebey et Christian-Louis Éclimont. Les deux auteurs trouvent ici le bon dosage entre une solide approche historique, voire sociologique, et le plaisir, simple mais irrésistible, de l'iconographie. Ils ont tous deux vécu ces années, mais savent les relater avec la passion et le recul nécessaires. « *Je voulais dire à mes filles que nous n'étions pas que des abrutis, fumeurs de haschich, tout en détaillant précisément les multiples facettes de l'esthétique pop* », résume Jean-Bernard Hebey, les cheveux désormais courts et blancs, mais le blazer et les boutons de manchette impeccables, comme un écho des années mods. Son pari est réussi avec un livre qui explore aussi bien la musique que l'architecture, la publicité, la peinture ou encore la mode et le mobilier...

Tout est pop

Qu'est-ce que recouvre le mot « pop », venu de l'abréviation de populaire et de l'argot anglais évoquant l'ouverture d'une bouteille de soda ? Un *single* des Beatles ? Le sublime design des guitares Rickenbacker ? Une illustration de Ralph Steadman ou une toile de Roy Lichtenstein ? Une paire de Chelsea boots ou la ligne d'une DS ? Le débraillé hippie ou la classe prolétarienne des mods ? Tout cela et bien plus encore. Le peintre Richard Hamilton livre la définition la plus complète : « *Populaire, éphémère, jetable, bon marché, produit en masse, jeune, spirituel, sexy, plein d'astuces, enchanteur et qui rapporte gros.* » Tout est dit. En 2018, Jean-Bernard Hebey ajoute un post-scriptum réaliste et distancié : « *Le peuple a pris le pouvoir durant ces années. Et le peuple n'a pas toujours bon goût.* » Peu importe ! Le but du mouvement était d'abord de faire feu de tout bois, tête baissée et sabre au clair. Hebey

et Éclimont montrent la variété créative des années 1945-1975 et mettent aussi en lumière quelques dénominateurs communs pour tenter de cerner un esprit général. « *Après la Seconde Guerre mondiale, les citoyens ont compris que leurs dirigeants politiques les avaient menés dans le mur* », analyse Jean-Bernard Hebey. Cet esprit de défiance, couplé au baby-boom, a fait le lit d'un véritable affrontement entre les générations, qu'un roman comme *Pastorale américaine* de Philip Roth dissèque jusqu'à l'écœurement. Le « *jeune de moins de 25 ans* » triomphe en 1966 lorsqu'il est élu homme de l'année par le magazine *Time*. « *Et cette prise de pouvoir de la jeunesse dans la société se fait grâce au capitalisme qui a identifié un nouveau marché porteur* », poursuit Hebey. Le mouvement pop n'a en effet jamais cessé de mêler création et gros sous. « *C'est le dollar qui dicte la musique que j'écris* », avoue, l'œil rieur, ce génie de Chuck Berry. Un cynisme qui ne l'a pas empêché de pondre parmi les meilleures paroles qui soient, des lignes comme « *Deep down in Louisiana close to New Orleans / Way back up in the woods among the evergreens* », le genre d'incipit qu'il faudrait faire apprendre par cœur à tous les auteurs des éditions POL.

Le capitalisme fabrique, duplique, diffuse. Il invente à la fois la publicité et l'hypermarché pour susciter puis satisfaire le désir. Le mouvement pop est ainsi indissociable de la spirale consummatrice, qu'il la conteste ou la nourrisse (l'un n'empêchant pas l'autre, bien au contraire, pensez aux chiffres de vente du Grateful Dead). Et le tout avec une confiance en soi désarmante. Pourquoi le baby-boomer a-t-il cru en l'avenir et au progrès avec une foi inébranlable ? Il aurait tout aussi bien pu regarder Hiroshima en face et se dire que la technique allait engloutir la planète. Il aurait pu sombrer dans un pessimisme de bon aloi, qui nous aurait certes privés des Beatles, mais aussi débarrassé des publicitaires et des humanitaires. « *Nous étions surtout très arrogants, il faut bien l'avouer*, reconnaît avec franchise Hebey. *Les générations précédentes s'étaient plantées. Nous allions faire mieux, c'était évident.* »

Un état d'esprit qui facilite l'émergence de personnalités uniques, d'autodidactes décidés à façonner le monde selon leur désir. « *Je ne connais absolument rien à la musique. Pour ce que je fais, je n'en ai pas besoin* », assure Elvis Presley alors qu'il change radicale- →

ment l'Amérique. Encore faut-il chanter comme lui, c'est-à-dire comme personne, pour se permettre ce genre de déclaration. Encore faut-il créer et enregistrer la rythmique élastique de *Jigsaw Puzzle* pour poser en branleurs drogués comme le font les Rolling Stones. Car c'est là l'un des paradoxes pop les plus passionnants : il serait tentant de tout classer au rayon « anecdotes de l'Histoire », mais les œuvres tiennent le choc, la magie opère encore en feuilletant ce livre, le rêve se déploie et s'insinue dans le quotidien dès que débute un album de Soft Machine. Quelques fantômes apparaissent en ombres chinoises dans certains chapitres. On croise ainsi les noms du DJ radio Alan Freed ou de Pete Meaden, le premier manager des Who, silhouettes moins connues mais tout aussi essentielles pour comprendre réellement ces années.

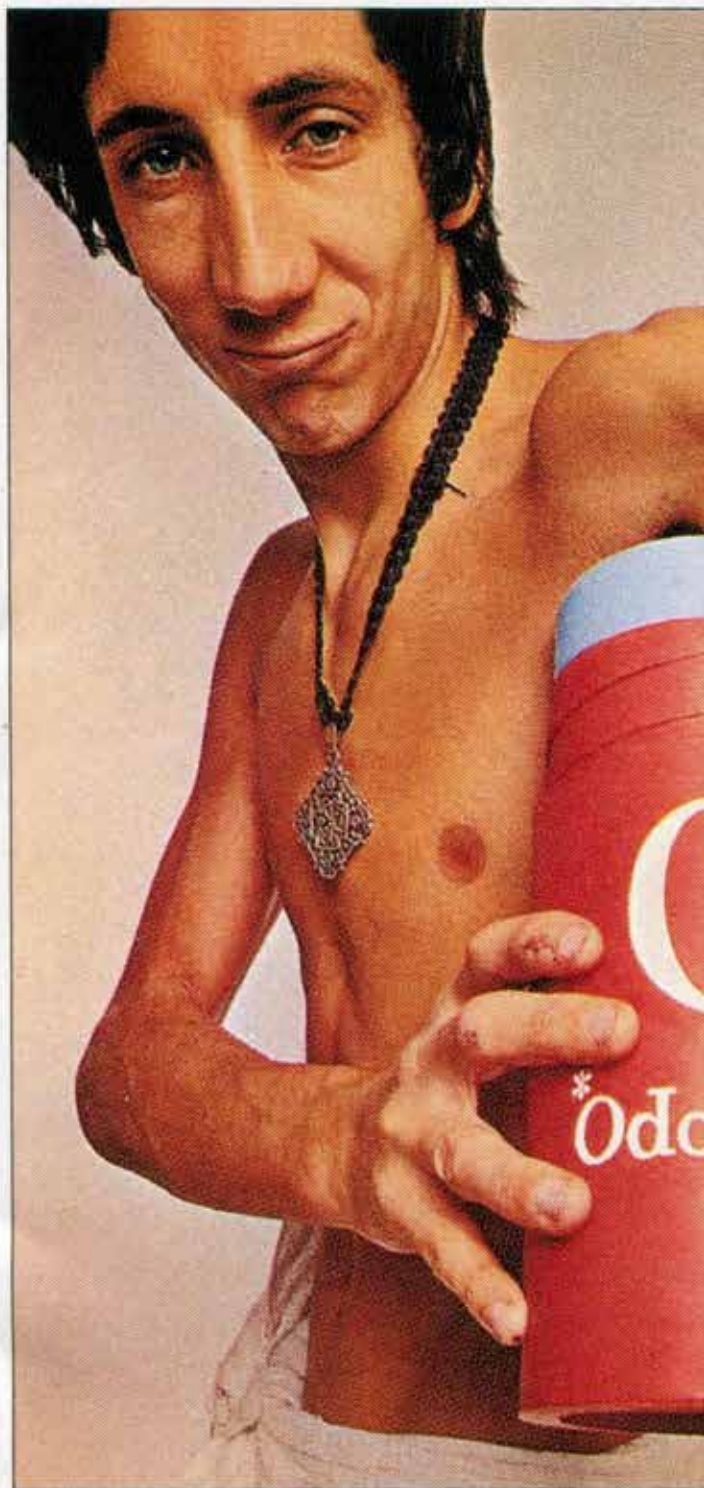
Pétrole, pétrole

Jean-Bernard Hebey et Christian-Louis Éclimont arrêtent le « popoptimisme » vers 1975. Le pétrole avait donné lieu à des dérivés industriels très pop comme le nylon, le plastique ou ces élastomères avec lesquels se sont imposées les courbes face à l'angle aigu. Le premier choc pétrolier marquera le pop final. Les punks s'annoncent. « *Avec eux, plus question de futur* », tranche Hebey, qui suivra néanmoins ce nouveau mouvement avec passion, en collectionnant par exemple les œuvres du collectif Bazooka ou en hébergeant Sid Vicious. En arrivant à la fin du livre, une question s'impose : qu'est-il arrivé à la culture populaire ? Pourquoi le moindre objet des années 1960, du fauteuil à la couverture de livre, semble-t-il plus attirant que son homologue d'aujourd'hui ? Pourquoi la 404 du prolétaire d'avant a-t-elle plus de caractère que toute la gamme Dacia ? Est-ce simplement l'effet déformant de la nostalgie ? L'explication pourrait à la rigueur tenir sur un ou deux objets, mais pas sur l'intégralité de ce gros ouvrage. L'œil de Jean-Bernard Lebey frétille. « *La réponse est très simple : le marketing n'existait pas. Personne n'avait recours à ces tests-consommateurs qui affadissent et uniformisent tout. On courait le risque tout simplement.* » Le ton affirmatif et tranchant appelle une dernière interrogation, glissée, à la dérobée, sur le pas de la porte : quand cette génération passera-t-elle donc la main ? « *Jamais, bien sûr. Je comprends l'énervement des plus jeunes, mais c'est ainsi : le monde est beaucoup trop intéressant pour le regarder de loin* », répond Hebey en consultant les récents téléchargements d'albums sur son iPhone. Pop un jour... •



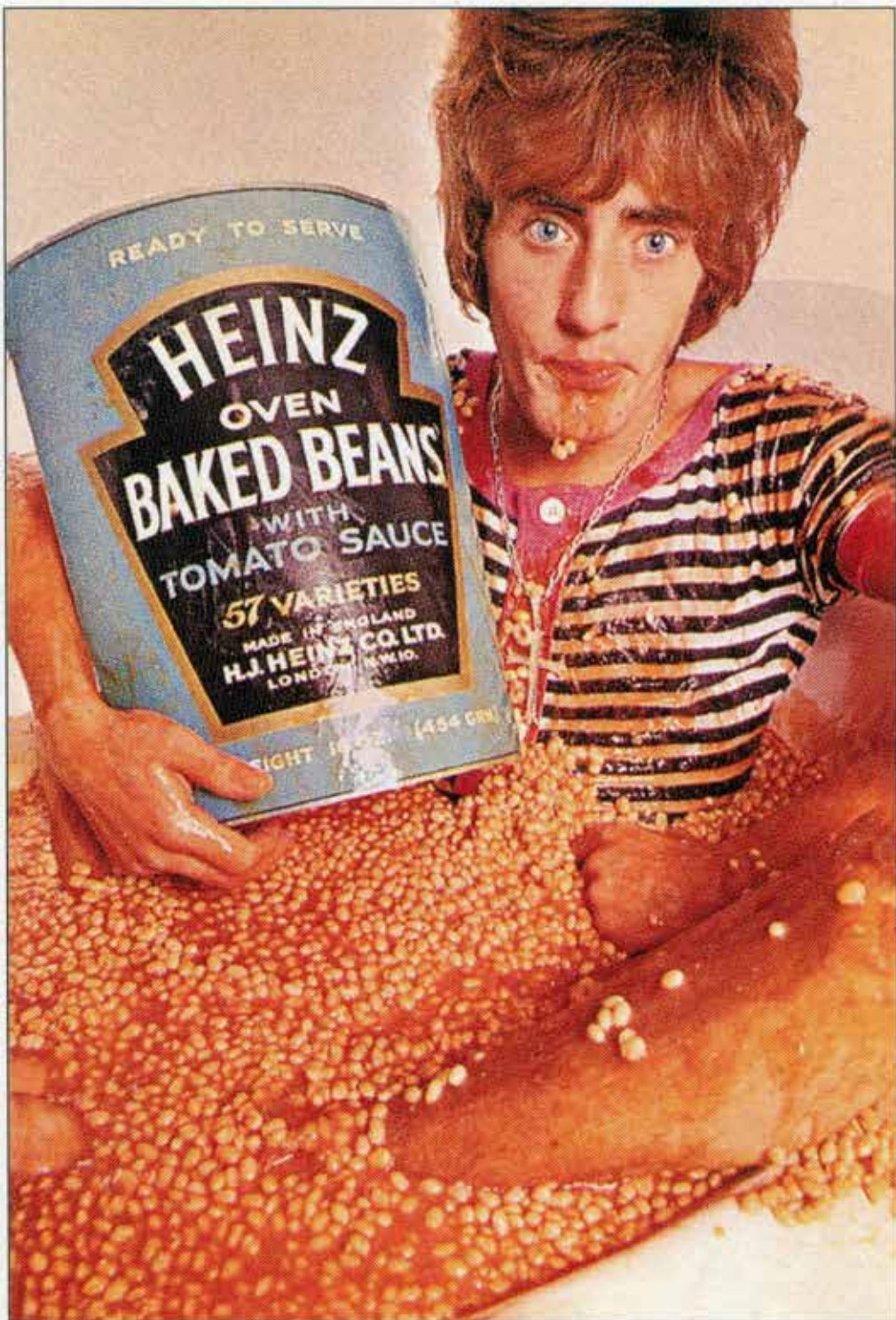
Jean-Bernard Hebey, Christian-Louis Éclimont, *Le grand livre du Pop*, Marabout, 2018.

Pochette de l'album des Who, *Who Sell Out* (1967), à retrouver dans *Le Grand Livre du pop*.



THE WHO SELL

Replacing the stale smell of ex
the sweet smell of succe
Peter Townshend, who, like nine ou
needs it. Face the music with C
the all-day deodorant th
turns perspiration into inspi



OUT

cess with
ss,
it of ten stars,
Odorono,
at
ration.

©Polydor, Ltd.

THE WHO SELL OUT

This way to a cowboy's breakfast.
Daltrey rides again. Thinks: "Thanks to Heinz
Baked Beans every day is a super day".
Those who know how many beans make five
get Heinz beans inside and outside at
every opportunity. Get saucy.

LA GRANDE MOISSON NOIRE

Par Jérôme Leroy

Dans leurs polars respectifs, Franck Bouysse et Hervé Le Corre montrent que le roman noir est avant tout le moyen d'écrire de grands textes qui interrogent la société, le bien et le mal. Retour sur un phénomène aussi vieux que la tragédie grecque.

En 1994, la Série noire, qui était encore une collection de poche, publiée, sous le numéro 2355, *Cédipe roi*, de Sophocle. Certes, le texte a été mis en forme romanesque par un agrégé de lettres classiques, Didier Lemaison, mais, au-delà du clin d'œil érudit, le message envoyé par la marque patrimoniale

du polar en France était clair. Le roman noir, nous disait en substance la Série noire, est aussi vieux que la tragédie. Il renvoie à une critique sociale qui se double d'une angoisse existentielle et d'un questionnement sur la condition humaine. Cédipe est l'archétype de l'enquêteur qui, sans le savoir, enquête sur lui-même et se révèle coupable du meurtre qu'il cherche à élucider. Et quand on demandait à Didier Lemaison s'il n'y avait pas quelque chose de sacrilège à transformer la pièce de Sophocle en roman, il répondait : « *Le roman nous est aujourd'hui ce que le théâtre était aux Grecs : le miroir de notre société, et le lieu de tous les oracles.* »

Encore faut-il s'entendre sur les termes. Pour des raisons de commodité et parfois par paresse intellectuelle, bibliothèques et librairies classent trop souvent dans le même rayon les romans policiers, les thrillers, les romans d'espionnage et les romans noirs. Or si, à l'exception de quelques grands noms fondateurs comme Conan Doyle ou Agatha Christie, le roman policier ou le thriller restent dans leur immense majo-

rité une littérature de pur divertissement, les choses sont un peu plus compliquées quand on parle du roman d'espionnage et du roman noir.

Qui doute aujourd'hui, par exemple, que le roman d'espionnage ait donné des chefs-d'œuvre de la littérature ? *L'Agent secret* de Joseph Conrad, que l'on trouve en Pléiade, ou *Le Troisième Homme* de Graham Greene sont devenus des classiques qui interrogent, bien au-delà de leur intrigue et des règles canoniques du genre, les notions de bien et de mal, d'identité ou encore de la violence à l'œuvre dans l'Histoire. Il en va de même pour l'ensemble de l'œuvre de John le Carré : il ne cesse, notamment à travers le personnage de George Smiley, de penser les liens consubstantiels qui unissent la création littéraire et le secret, comme si tous les romans, même les plus grands, étaient au bout du compte des romans d'espionnage et l'écrivain un agent double perpétuel obligé de ruser avec son époque.

C'est aussi le cas du roman noir qui se distingue du roman policier par une intention radicalement opposée. Le roman policier part de l'hypothèse que le monde repose sur un ordre harmonieux que le crime vient troubler. Intervient alors le détective ou le policier qui est chargé de rétablir cet ordre bouleversé. Dès les années 1920, le philosophe Siegfried Kracauer, l'un des grands noms de l'école de Francfort, avait exploré ce mécanisme dans *Le Roman policier : un traité philosophique*. Il montrait même une analogie théologique entre ce type de roman et une cérémonie religieuse, le détective endossant le rôle du prêtre qui dissipe le mystère et fait triompher la vérité. Le roman policier, pour Kracauer, est une lecture anxioytique dont le but est de rassurer le lecteur : « *Les auteurs de romans policiers témoignent de l'idée d'une société parfaitement rationalisée.* » Pour lui qui assiste alors à la montée du nazisme, ce sont d'ailleurs là les limites du genre.

À l'inverse, le roman noir est un roman de la critique sociale, un roman de la crise, un roman de l'inquiétude. Ce n'est pas un hasard s'il apparaît sous sa forme moderne en 1929, l'année de la Grande Dépression, avec ce qui est devenu un classique de la littérature américaine du xx^e siècle, *Moisson rouge* de Dashiell Hammett, anatomie d'une ville où la collusion entre la mafia locale et le pouvoir politique permet d'écraser une grève sans que le détective présent sur place – et qui de manière très révélatrice n'a pas de nom – ait une prise quelconque sur les événements.

On peut trouver néanmoins une logique propre au roman noir bien avant Dashiell Hammett. Dès le xix^e siècle, le roman réaliste n'hésite pas à adopter la logique du roman noir pour montrer à la fois la violence sociale à l'œuvre, le fonctionnement occulte du pouvoir et la solitude radicale de personnages confrontés à un ordre

mortifère qui ne recule devant rien pour se maintenir, pratiquant l'assassinat ou la corruption généralisée comme une méthode de gouvernement. *Une ténébreuse affaire* de Balzac, mais aussi *Splendeurs et misères des courtisanes* ou *Histoire des Treize* mettent en scène des policiers qui ne sont pas des personnages positifs au service du bien, mais des agents efficaces du système en place. Et, avec Vautrin, forçat évadé qui finit chef de la Sûreté, sur le modèle Vidocq, Balzac a créé le modèle éminemment moderne de l'antihéros propre au roman noir, celui d'un homme qu'on ne peut plus situer dans aucun camp.

Cette tradition explique pourquoi on voit désormais en France, comme c'est le cas depuis longtemps aux États-Unis, la frontière entre la littérature blanche et le roman noir devenir de plus en plus floue. On pourrait montrer sans peine que *L'Étranger* de Camus, *Un crime* de Bernanos ou *Un roi sans divertissement* de Giono, trois écrivains qui par ailleurs adoraient le polar made in USA, peuvent déjà être lus comme de parfaits romans noirs, parce qu'ils renvoient le fait divers à sa portée métaphysique. Aujourd'hui, il suffit de regarder quelques phénomènes éditoriaux récents pour le moins significatifs. Jean-Patrick Manchette (1942-1995), que l'on considère comme le fondateur du néopolar, ce mouvement né après Mai 68, a ses œuvres réunies dans la collection Quarto qui est, chez Gallimard, l'antichambre de la Pléiade, et des auteurs comme Jean Echenoz ne manquent jamais de souligner son apport décisif au roman contemporain.

Mieux, le dernier prix Goncourt, Nicolas Mathieu, pour *Leurs enfants après eux* vient du roman noir, où il avait fait une entrée déjà remarquée avec *Aux animaux la guerre*. Il succédait d'ailleurs, cinq ans après, à un autre auteur de romans noirs, Pierre Lemaitre, qui avait obtenu le Goncourt 2013 avec *Au revoir là-haut*, sans compter Marcus Malte, prix Femina 2016 pour *Le Garçon*. Ce couronnement d'auteurs venus du mauvais genre a eu des signes annonciateurs : Jean Vautrin, grande plume du néopolar qui obtient le Goncourt dès 1989 pour *Un grand pas vers le bon Dieu* et Daniel Pennac, dont les premiers pas ont eu lieu à la Série noire, prix Renaudot en 2007.

On ne sera donc pas étonné si, à une date plus ou moins proche, les auteurs de deux romans qui viennent de sortir, Franck Bouysse avec *Né d'aucune femme* et Hervé Le Corre pour *Dans l'ombre du brasier* sont à leur tour consacrés. On prend les paris tant ces deux ouvrages, par leur ambition et leur style, contrastent avec le tout-venant des sorties en librairie.

Loin de l'impérialisme de l'autofiction ou de la « non-fiction novel », qui traduit une faillite de l'imagination et transforme les romans en minces sismographes d'émois nombrilistes ou en biographies vague- →



Franck Bouysse.

ment mises en scène de personnages célèbres, Bouysse et Le Corre représentent chacun à leur manière cette plasticité d'un genre qui est le seul à savoir renouer les liens avec la tragédie, au point de retrouver comme moteur de la narration la vieille règle des trois unités, temps, lieu, action, qui joue à plein, chez nos deux auteurs, son rôle de concentration intense de l'énergie avant l'explosion inévitable.

Dans *Né d'aucune femme*, le lieu, c'est une campagne reculée, en l'occurrence la Haute-Corrèze dont il est originaire. Ce grand lecteur de Giono décrit son terroir avec un lyrisme cru et cruel, mais somptueux. Comme Giono, également, celui des *Grands Chemins* ou du *Chant du monde*, il ne situe pas l'époque pour donner à son histoire l'ampleur du mythe. Nous sommes probablement dans les débuts du xx^e siècle. Une fille de 14 ans est vendue par son père, paysan pauvre, à un maître de forges qui vit seul avec sa mère et sa femme malade, jamais visible. La petite Rose, dont nous sont restitués les cahiers écrits en cachette chez son bourreau, puis à l'asile, est une magnifique figure de cette cohorte d'humiliés et d'offensés, comme la Mouchette de Bernanos dont elle est une petite sœur tout aussi naufragée.

Bouysse sait nous prendre à la gorge à force d'an-

goisse et d'horreur sur fond de viols, de meurtres, de naissances illégitimes. Il sait aussi, avec une maîtrise surprenante, multiplier les points de vue et varier la tessiture des voix, à la façon du Faulkner de *Tandis que j'agonise*, pour rendre ses personnages immédiatement reconnaissables, qu'il s'agisse d'une adolescente, d'un palefrenier, d'un enfant promis au sacrifice. Ce même Faulkner dont Malraux disait, il n'y a pas de hasard, que son œuvre marquait « *l'irruption de la tragédie grecque dans le roman policier* ». Aucune complaisance, pourtant, chez Bouysse ; aucun effet facile, aucune surenchère, mais la mise en scène d'une mécanique impitoyable, parfaitement crédible, et une manière de renouer, sans être pesant, avec notre fascination pour les tabous fondateurs, que ce soit ceux de la Bible ou de la mythologie. Le lecteur espérera une rédemption ou même un simple moment de grâce. Ce sera en vain, quand bien même l'un des rares personnages positifs dans *Né d'aucune femme* est celui d'un prêtre, dépositaire des cahiers de Rose, qui sont le chant funèbre d'une innocence massacrée.

Hervé Le Corre, lui aussi, nous raconte une tragédie, mais celle-ci est clairement située dans le temps et dans l'espace : *Dans l'ombre du brasier* se déroule à Paris, pendant les dix derniers jours de la Commune, du 18 au 28 mai 1871. Le Corre a déjà rencontré le succès en montrant sa capacité à reconstituer de manière remarquablement vivante des moments historiques. *L'Homme aux lèvres de saphir* se passait aussi dans le Paris de 1870, où un tueur en série reproduisait dans ses crimes les passages les plus noirs de l'œuvre inconnue d'un de ses amis, les *Chants de Maldoror*, d'un certain Lautréamont. Mais il a su tout aussi bien, dans *Après la guerre*, restituer le Bordeaux des années 1950 de manière polyphonique, ville grise et humide qui continuait à vivre de manière souterraine dans les règlements de compte de la Libération, alors que la guerre d'Algérie arrivait déjà.

Dans l'ombre du brasier raconte une enquête, celle d'un éphémère commissaire de police de la Commune qui tente de retrouver une jeune femme enlevée par Pujols, un amateur de chair fraîche et de photos pornographiques, qu'il fait prendre par un complice et qu'il revend à des bordels. Mais cette enquête prend vite une tonalité particulière, celle d'une métaphore de la justice qu'il faut rendre avant que le monde ne s'écroule.

Le roman devient cette bombe à retardement, cette machine infernale dont on sait qu'elle va exploser. La dignité consiste donc, pour cet enquêteur, à tenter d'oublier le caractère dérisoire de sa recherche, car tout cela se joue dans une ville en état de siège, qui se couvre de barricades désespérées pour sauver une utopie fragile, trop fragile. On entend les immeubles s'effondrer, les obus tomber au hasard, on est tantôt dans les infir-

meries qui sentent la gangrène et la mort, tantôt dans les bistrots en ruine où l'on tente d'oublier la fatigue, tantôt dans les caves où l'on rêve encore d'Amérique, d'océan et de danses amoureuses alors que les gravats pleuvent.

Le Corre est un étrange magicien : il réussit sur près de 500 pages, impeccables et poignantes, à distordre le temps : quelques journées de sang et de feu, de ténèbres et de chairs suppliciées donnent physiquement une impression d'éternité suspendue en enfer et, en même temps, celle d'un souffle court, d'une respiration qui se cherche. C'est dans cet entre-deux paradoxal qu'évoluent les combattants de la Garde nationale, comme le sergent Bellec ou comme le commissaire Antoine Roques, que rien n'empêchera de sauver Caroline, l'infirmière qui admire Louise Michel. Cette topographie de la fureur dessine un Paris qui rappelle, forcément, celui du Zola de *La Débâcle* ou du Vallès de *L'Insurgé*. La tragédie, là encore, est au rendez-vous : savoir que la fin est écrite, mais ne pas renoncer dans un héroïsme ordinaire et saisissant,

que Le Corre restitue sans pathos, mais avec un vrai sens de l'épopée.

Que ce soit grâce à Franck Bouysse ou à Hervé Le Corre, le roman noir confirme décidément qu'il est la nouvelle voie, toujours plus prometteuse, d'une littérature dont la force et la beauté sombre surprennent à chaque page. •



Franck Bouysse, *Né d'aucune femme*, La Manufacture de livres, 2019.



Hervé Le Corre, *Dans l'ombre du brasier*, Rivages, 2019.

Le Roman policier, de Siegfried Kracauer, est disponible dans la « Petite Bibliothèque Payot ». On pourra aussi lire avec profit sur ces questions les *Chroniques* de Jean-Patrick Manchette, disponible chez Rivages, ainsi qu'*Œdipe roi*, en Folio policier.

C'ÉTAIT ÉCRIT LAISSONS L'ESPACE AUX ROMANTIQUES

Par Jérôme Leroy

Si la réalité dépasse parfois la fiction, c'est que la fiction précède souvent la réalité. La littérature prévoit l'avenir. Cette chronique le prouve.

Pour nous qui avons plus de 50 ans aujourd'hui, la conquête spatiale est un rêve évanoui. Le site de France 2 annonce bien l'intention chinoise « de faire marcher un taïkonaute sur la Lune d'ici 2030 », mais pour ceux qui ont le souvenir d'avoir vu les premiers pas d'Armstrong en 1969, il reste une triste impression d'enlèvement. Pourtant, l'espace nous fascine toujours aujourd'hui, comme l'a montré le retentissement mondial de la photo du premier trou noir, de la galaxie M87, début avril.

Ce n'est pas vraiment une photo, puisqu'un trou noir n'émet pas de lumière, comme l'explique l'astrophysicien Alain Riazuelo à 20 minutes : « À la surface d'un trou noir, la vitesse qu'il faudrait atteindre pour lui échapper serait supérieure à 300 000 km par seconde, soit la vitesse de la lumière. Or, si même la lumière ne peut s'échapper, rien d'autre ne peut le faire. »

Si la science-fiction, notamment au cinéma, avec *Interstellar*, a fait ses choux gras de ces mystérieux trous noirs qui pourraient être des moyens de passer dans des univers parallèles ou de voyager dans le temps, que ce sont des poètes romantiques qui ont, en quelque sorte, pensé le trou noir bien avant Einstein, comme Gérard de Nerval dans *Le Christ aux Oliviers* :

« En cherchant l'œil de Dieu, je n'ai vu qu'une orbite / Vaste, noire, et sans fond, d'où la nuit qui l'habite / Rayonne sur le monde et s'épaissit toujours. / Un arc-en-ciel étrange entoure ce puits sombre, / Seuil de l'ancien chaos dont le néant est l'ombre, / Spirale engloutissant les Mondes et les Jours ! »

Cette description évoque en effet à un point troublant celle que donnera Einstein et que le journaliste scientifique du *Monde*, Pierre Barthélémy, résume ainsi : « Si vous passez la barrière invisible qui délimite un trou noir et qui s'appelle l'horizon des événements, vous ne pourrez plus jamais la franchir dans l'autre sens. Vous finirez par tomber vers le centre du trou noir, un point où la gravité et la densité de matière tendent vers l'infini et vous serez irrémédiablement broyé... »

Hugo n'est pas en reste, lui qui a si souvent marié poésie et cosmogonie, comme le faisait en son temps Lucrèce. Dans *La Fin de Satan*, c'est ce paradoxe d'un objet stellaire qui déforme l'espace-temps et la matière qu'il fait saisir au lecteur : « Et sans cracher sa lave à la face de l'ombre. / Autour de lui le temps et l'espace et le nombre / Et la forme et le bruit expiraient, en créant / L'unité formidable et noire du néant. »

Ne serait-il alors pas temps de baptiser notre M87 d'un nom plus poétique ? Nerval ou Hugo, cela lui irait très bien, non ? •

GÉRARD PUSSEY

FIN DE SIÈCLE

Par Paulina Dalmayer



Gérard Pussey.

Dans *Camille et François*, l'écrivain Gérard Pussey signe un roman-fleuve qui brasse les eaux troubles de l'histoire française de la seconde moitié du XX^e siècle. Avec un style proche de Morand, mais aussi une inimitable drôlerie, il joue la carte passéiste de façon éhontée : la France, c'était mieux avant !

Le destin littéraire de Gérard Pussey serait-il hanté par quelque chose de l'ordre de la malchance, qui ferait de cet écrivain délicieux un presque inconnu ? Après un début de carrière plus que prometteur et couronné de quelques prix, son nom disparaît des rubriques littéraires. Mais peut-être s'agit-il moins d'infortune que de la perversité, de ce que Richard Millet, un autre accidenté de la route vers la gloire, désigne comme le « système médiatico-littéraire » ? Sur la terrasse du café où nous nous

rencontrons, Gérard Pussey réchauffe ses belles mains aux doigts effilés contre une tasse de décaféiné : « *Je ne fréquente pas le milieu. À partir du moment où je ne connais pas les gens qui font l'actualité littéraire dans ce pays, les choses se compliquent...* » Pourtant, les « choses » auraient pu être plus simples pour cet ancien journaliste et critique littéraire, s'il n'avait répugné à ce point aux mondanités. Du reste, il ne se formalise pas de sa mise à l'écart. Gagné par une forme de nostalgie qui s'apparente à de la résignation, il lape nos compliments avec étonnement. Tout juste paru, *Camille et François* (Le Rocher, 2019), son dernier roman, les mérite grandement.

Entre une saga familiale et un roman-fleuve qui brasse les eaux troubles de l'histoire française de la seconde moitié du xx^e siècle, *Camille et François* est à l'image de son auteur, à la fois désopilant et maîtrisé, persifleur et réflexif. Au commencement, il y a deux jeunes femmes, Yvonne et Daisy, que la guerre réunit dans un abri. Elles en sortent vivantes pour ne plus se quitter, en dépit d'une brève rivalité amoureuse qui les oppose face au riche marchand d'armes, Norbert Lavayssière. Daisy garde la fille de ce dernier, Camille, orpheline de mère, mais qui, comme elle – une Mexicaine férue de l'esthétique Bauhaus –, deviendra « *brune, vive et sombre, excessive, emportée, jalouse, latine* ». Le contraire de François, le fils unique d'Yvonne et d'un « *petit résistant complètement entiché d'elle* », un des derniers tués de la guerre, que l'enfant n'aura pas le temps de connaître. « *Tout jeunes, Camille et François couchaient déjà ensemble : lorsqu'ils se rendaient au square, c'était dans le même landau* », déclare le narrateur, sur le ton du coryphée nous annonçant les complications à venir. Car les enfants grandiront au même rythme que leur impossible amour, élevés en sœur et frère, et même officiellement apparentés, puisque Yvonne finira par épouser Norbert, lequel, à son tour, adoptera François. Reste que ce n'est pas seulement la curiosité de découvrir le dénouement de l'affaire sentimentale entre Camille et François qui pousse le lecteur à poursuivre, happé par l'oubli avec lequel on vide un grand seau de popcorn devant une superbe série télévisée.

Autant le dire sans détour : Gérard Pussey joue la carte passéiste de façon éhontée. Certainement parce qu'il nous sait sensibles à la douce mélodie du « *c'était mieux avant* ». En véritable maître de la construction, ou plutôt de la reconstruction, de ce regrettable climat d'insouciance, de frivolité, d'audace, d'optimisme et d'engagement fiévreux en faveur de mille et une causes qui ont façonné le dernier demi-siècle, il nous tient sous hypnose. Le monde était-il vraiment meilleur ? Ou nous paraît-il tel, comme nos proches disparus nous paraissent toujours plus aimables, sur les vieilles photographies, qu'ils ne l'étaient en réalité ? « *S'il était meilleur... ? À coup sûr, il était infiniment moins chiant* », assène Gérard Pussey,

qui soigne pourtant son langage. Et en homme de droite, il se presse d'ajouter : « *Il faut reconnaître que même les revendications de 68, c'était quand même autre chose que le pouvoir d'achat que réclament les gilets jaunes !* » Certes. On rit donc avec indulgence au cheminement d'Yvonne, qui abandonnera les romans de Françoise Sagan au profit des écrits de Simone de Beauvoir, puis, substituera à son admiration pour de Gaulle un emballement pour Kennedy. Quant à Norbert, « *ce mâle fier de l'être* », qui affectionne « *des activités brutales et distrayantes* », autrement dit le Tour de France et la Foire du Trône, ses passions inavouables le feront débouler du sommet du pouvoir. Que Gérard Pussey le jette aux abîmes à travers la porte d'un luxueux bordel, où on satisfait aux demandes radicalement masochistes de messieurs qui dirigent le pays, n'a rien de hasardeux. Neveu de l'écrivain et scénariste René Fallet, l'auteur de *Camille et François* se souvient avec amusement de la virée que son oncle lui avait offerte dans une maison de passe remplie de cages et autres crucifix auxquels attacher les habitués : « *Le lieu se trouvait quai de la Mégisserie. Après des années, je m'étonne encore que certains soient obligés de se donner autant de mal pour ressentir du plaisir.* » Le plus drôle, c'est que la vraie passion mortifère, le romancier l'attribue aux lecteurs de Houellebecq, dont il peine à comprendre le succès : « *Ce n'est pas mon monde qu'il décrit. Je ne m'y reconnais aucunement.* »

Rien, en effet, ne rapproche les deux hommes de lettres. Gérard Pussey est de ceux que l'on lit armé d'un crayon. Son style cinglant, chic, pas très éloigné de l'insolite élégance de Paul Morand, procure des joies qu'on cherchera vainement chez l'auteur de *Sérotonine*. En une phrase, Pussey dresse le portrait d'un personnage. Prenez le couple Durand-Rueil, amis de Norbert. Lui, aussi fortuné que désœuvré, trompe son ennui en perfectionnant son swing : « *Le golf est pour Lucien l'échelle de corde, les draps noués qui lui permettent d'échapper à la prison de sa femme, à ses potions pour les nerfs, à ses lamentations.* » La femme en question, Betty, émerge au détour d'une page, plus authentique qu'un être en chair et en os : « *Ses mains tavelées sont de luxueuses vitrines que se disputent Boucheron et Chaumet.* » D'un coup, on la voit, on la sent, et on excuse son mari. L'écriture de *Camille et François* a pris quatre années à Gérard Pussey. À la fin de notre rendez-vous, il se dit désabusé par le présent, las, à l'instar de Norbert, sur une pente glissante vers un laisser-aller. Sa silhouette longiligne disparaît dans un Paris où, dit-il, tout le contraint à se sentir étranger. Aux déphasés comme lui, son roman servira de redoutable machine à remonter le temps. •



Gérard Pussey,
Camille et François,
Le Rocher, avril 2019.

SUPERMAL HITLER EN BD

Par Paulina Dalmayer



La bande dessinée de Bernard Swysen et Ptiluc Hitler, la véritable histoire vraie retrace la vie et l'œuvre d'un des plus grands monstres du XX^e siècle. Avec pédagogie et finesse, les auteurs dépeignent le maître du III^e Reich sous la forme d'un petit rat tourmenté devenu génie du mal et de la propagande. Une leçon à méditer.

Hitler n'a jamais été aussi vivant que depuis qu'il est mort, a coutume de dire Alain Finkielkraut. Quelques semaines après une énième vente aux enchères, à Nuremberg, de tableaux et objets qui auraient appartenu au dictateur nazi et la polémique qui s'était ensuivie, la « révélation » concernant le versement de pensions à d'anciens collaborateurs du régime hitlérien continue à maintenir le nom de son chef suprême à la une de toute la presse. Mort et calciné, le premier intéressé n'en serait sans doute pas mécontent. En revanche, il n'est pas aussi certain qu'il apprécierait la bande dessinée sur lui qui sort ces jours-ci en librairie. *Hitler, la véritable histoire vraie*, de Bernard Swysen, scénariste, et de Ptiluc, dessinateur, s'inscrit dans la collection « Les méchants de l'Histoire », initiée avec Caligula et Dracula. Inclure Hitler dans la lignée de ces êtres que l'on aime situer à mi-chemin entre la bête et l'homme, pas très loin non plus d'une créature démoniaque, n'enlève rien à ses traits humainement frustrés. Mais ce n'est pas tout. Johann Chapoutot, historien et spécialiste du nazisme, relève très justement dans la préface de la BD que le Hitler de Swysen et Ptiluc surprend par son penchant hystérique, parfois irritant, parfois touchant. Incarné dans un petit rat, « *Adolf sait être drôle ou attachant* ».

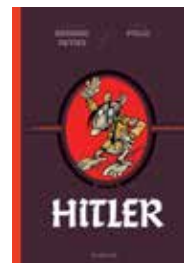
Il ne s'agit pourtant pas d'une énième démonstration de la « banalité du mal ». Le duo belge remonte un bout de chemin dans la généalogie de la famille Hitler (originellement Hiedler), pour contextualiser l'apparition de celui qui deviendra responsable de la mort de millions de ses semblables : les maladies, les fréquents déménagements, le conflit générationnel père-fils, mais aussi les ambitions, les aspirations, les joies. Ainsi on découvre Adolf Hitler en ado fainéant, mégalo, rêveur, pris de vertiges après une représentation du *Rienzi* de Wagner, au point de se mettre au piano lui-même et se projeter en auteur d'un opéra. Un « jeune en difficulté » qui essaie de s'arracher à un destin tout tracé et trop ordinaire, dirait-on aujourd'hui. Un gars suffisamment malin pour comprendre que faire de la politique est la dernière carte qui lui reste. Dessiné en filigrane, avec beaucoup d'humour, ce profil psychologique fait écho à la question que Bernard Swysen s'est posée, en démarquant ce travail : « *Comment quelqu'un d'aussi insignifiant est-il parvenu au pouvoir suprême et à entraîner le monde entier dans le chaos ?* »

Cependant, le cas Hitler est-il toujours pertinent pour nous rappeler la façon dont émergent les dictatures ? À l'heure des réseaux sociaux et des leaders d'opinion plus ou moins éphémères, quoique toujours potentiellement dangereux, ne serait-il pas judicieux de reconnaître que l'Histoire ne peut plus rien nous apprendre ?

Faux, répond Swysen. L'essor du nazisme, son incroyable emprise sur les gens, n'aurait jamais été possible sans la propagande mise en place par

le NSDAP. Hitler l'avait compris très tôt, grâce à la publicité d'une pommade pour les cheveux qui promettait à chacun une chevelure foisonnante. « *La stupidité populaire n'a pas de limites !* » s'écrit le petit rat Adolf. Selon Swysen, la prolifération des « fake news » prouve que, de ce côté, les mentalités n'ont pas beaucoup évolué : en racontant aux gens ce qu'ils ont envie d'entendre, on est à peu près sûr de rencontrer le succès. Élie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France et historien, évoque pour sa part dans la postface de l'ouvrage l'enthousiasme suscité par l'exposition « Le Juif et la France », présentée à Paris à l'automne 1941. Quelque 200 000 visiteurs s'y étaient pressés, impatients qu'on leur explique – science à l'appui – comment reconnaître « le Juif »... Hasard du calendrier, début mars 2019, un hebdomadaire polonais ultranationaliste, *Tylko Polska*, a fourni à ses lecteurs le même dossier, riche en renseignements sur les « *caractéristiques anthropologiques et psychologiques* » des juifs, leur « *façon d'agir et de s'exprimer* », ainsi qu'en conseils sur les moyens de les « *vaincre* ». Le numéro avait été mis en vente dans le kiosque à journaux du Parlement polonais. « *Et c'est ainsi que, à l'heure des fake news, lorsque n'importe quel abruti muni d'un smartphone se mue en théoricien de la conspiration, cette BD est un grand coup de massue sur la tête des négationnistes de tout poil*, conclut Barnavi. *En bonne logique, elle devrait figurer comme lecture obligatoire dans tous les programmes scolaires.* »

Si la visée pédagogique de la BD ne laisse aucun doute, si sa rigueur et son esprit d'analyse dans la présentation des faits forcent l'admiration, on peut exprimer un regret. Le récit de Swysen et de Ptiluc se termine avec la chute du mur de Berlin, qui a mis fin, du moins symboliquement, à la division de l'Europe issue de la Seconde Guerre mondiale. Quid de l'Union européenne ? On peut critiquer à volonté l'incapacité de cette institution à répondre aux problèmes les plus urgents et graves des Européens, mais une Polonaise a quelques raisons de penser qu'elle a permis aux Européens de vivre en paix. Bernard Swysen, invité au Salon de livre de Paris pour débattre sur la caricature après les attentats contre *Charlie Hebdo*, a bien voulu me l'accorder. Reste à savoir de quoi pourrait-on continuer de rire dans cette Europe libre et pacifique ? « *Quand on essaie de réintroduire un délit de blasphème, je trouve la situation très inquiétante* », avoue le scénariste. Pourtant, ce n'est pas du retour de la censure, ajoute-t-il, qu'il faut avoir peur en premier lieu, mais plutôt de l'autocensure, que nombre d'humoristes s'imposent face à la menace islamiste. Comparé au Prophète, Hitler semble en effet à la fois moins dangereux et plus rigolo... •



Bernard Swysen et Ptiluc, *Hitler, la véritable histoire vraie*, Dupuis, 2019.

ESCHYLE, PANIQUE TA RACE !

Par Léo Cohen
(avec la complicité de Lucile Reynaud-Cohen)



Le CRAN et d'autres associations « antiracistes » noires ont empêché la représentation des *Suppliantes* d'Eschyle à la Sorbonne. La faute aux masques noirs de certains acteurs. A croire que le théâtre n'échappe plus à la tyrannie victimaire.

Jour 1 : Genèse

Élisabeth Lévy me propose d'écrire mes impressions sur « l'affaire Eschyle » dont je ne sais à peu près rien. Un article ? Je suis metteur en scène, moi, pas éditorialiste ! Et l'engagement politique des artistes a déjà fait assez de dégâts comme ça, murmuré-je intérieurement. Rien que d'y penser, ça m'énerve. *Fuck with that*. On ne parle pas non plus de l'affaire

La compagnie Démodocos, dirigée par Philippe Brunet, joue *Les Sept contre Thèbes* d'Eschyle à la Sorbonne, 2014.

Dreyfus. Je mets mon adaptation de *La Possibilité d'une île* de côté et plonge dans l'horreur quotidienne.

Jour 2 : Retour aux sources

Je rouvre *Les Suppliantes* d'Eschyle, pour rafraîchir ma mémoire. Les filles de Danaos, craignant d'épouser les fils d'Ægyptos, s'enfuient avec leur père et demandent asile au roi Pelage, en pays d'Argos. Celui-ci revient vers le chœur des femmes, après avoir consulté son peuple et leur tient à peu près ce discours : si vous adoptez nos mœurs et respectez nos lois, alors nous acceptons de vous accueillir. À Argos, fais comme les Argiens ! *Les Suppliantes*, c'est donc l'assimilation avant la lettre. Il ne faut jamais oublier que l'Histoire cache ses meilleures blagues dans des tiroirs à double fond : et si c'était l'idée même d'assimilation que les activistes du CRAN avaient voulu – consciemment ou non – enterrer avec la représentation des *Suppliantes* ?

Jour 3 : Cauchemar tocquevillien

Je tape « Eschyle à la Sorbonne » sur Google. La revue de presse est éclairante : à l'exception d'*Africultures*, aucun média ne légitime l'intervention du CRAN et de ses alliés. Sur une vidéo postée par la Ligue de défense noire africaine (LDNA) sur YouTube, je vois les activistes : tout, depuis leur costume (manteau de cuir, lunettes noires, tee-shirt noir avec inscrit en lettres dorées : « *Brigade antinérophobie* ») jusqu'à leur langage et leur façon d'interpeller les spectateurs ou le gardien de l'université, tout, donc, chez eux respire l'américanisation de la pensée. Je remarque aussi que c'est le responsable des affaires culturelles de la Sorbonne qui doit se justifier. Les militants accusent, interdisent, imposent. En tant que minorité, ils sont intouchables. Au XXI^e siècle, la dictature de la majorité est devenue l'essaim oppresseur des minorités. Tocqueville l'avait pressenti ; nous vivons son cauchemar. Après lecture de l'article de Sylvie Chalaye sur le site d'*Africultures*, je peux comprendre le caractère blessant, historiquement parlant, d'un « blackface ». Cependant, que restera-t-il de la confrontation civilisée des points de vue, et de la liberté en général, si personne n'accepte d'être blessé (et c'est à ce titre que j'ai toujours été opposé à l'interdiction des spectacles de Dieudonné) ?

Jour 4 : Malaise esthétique

Je découvre, toujours sur Google, les images du spectacle de Philippe Brunet. L'idée du metteur en scène, comme dans tous les spectacles de la compagnie Demodocos, est de reconstituer les conditions de représentation du théâtre antique. Un léger malaise s'empare de moi : si les raisons qui ont poussé à la censure de la pièce sont absolument irrecevables, je trouve l'esthétique du spectacle franchement laide et le propos difficilement compréhensible. Comment peut-on vouloir enfermer le théâtre antique dans les conditions de sa représentation ? Pour moi, la puissance du théâtre, c'est justement la collusion des temps : en quoi Eschyle éclaire notre époque ? Que ferait Oreste aujourd'hui ? Difficile, avec un projet de mise en scène quasiment archéologique, de nous faire parvenir la dimension sensible de son théâtre. Comment y voir autre chose qu'un folklore ?

Autre remarque, et qui me semble essentielle pour comprendre la dimension esthétique de l'affaire : dans l'article d'*Africultures* comme dans l'intervention de Louis-Georges Tin, président du CRAN, sur RT France, il est reproché à Philippe Brunet de ne pas avoir distribué des actrices noires. Là est le hiatus contemporain : si le théâtre fut pendant des millénaires l'art de l'illusion, il doit cesser de l'être, pour devenir l'art du vrai, du sincère. J'interroge cette contradiction contemporaine : est-ce parce que nous sommes plongés dans un monde de plus en plus virtuel que nous exigeons du plus vieux mensonge inventé par les hommes qu'il abolisse toute frontière entre illusion et vérité ?

Jour 5 : Silence chez les pros

Je regarde mon fil d'actualité Facebook. Personne ou

presque ne dit rien à ce sujet (sauf un ami qui relaye la belle tribune d'André Markowicz). Personne, non plus, ne défend le CRAN. Je ne sais pas si les gens se taisent par peur (l'autocensure collective fonctionne très bien dans mon milieu professionnel ; je ne me place pas au-dessus la mêlée) ou parce qu'ils s'en foutent. Ou un peu des deux. Ce qui est certain, c'est que dans mon cercle d'« amis » virtuels, assez représentatif des opinions majoritaires dans ma profession, tout ce qui sort du champ des inégalités sociales, du féminisme ou du réchauffement climatique passe littéralement sous les radars. La gauche ne pense qu'une moitié du monde. Mais soyons exacts : quelles auraient été les réactions de mes « amis » si un groupe de militants du RN avait bloqué l'entrée d'un théâtre universitaire pour empêcher la tenue d'un spectacle sur la décolonisation jugé insultant pour la mémoire des pieds-noirs ?

Jour 6 : Patrice Jean m'a tué

Je tombe sur un article : à Barcelone, une école primaire retire 200 livres jugés sexistes de sa bibliothèque, « *parce qu'il est essentiel d'arracher le mal à la racine et ce, dès la petite enfance* » affirme l'initiatrice du projet, également directrice de l'école. Je frémis. *L'Homme surnuméraire* de Patrice Jean n'était donc pas une satire. Dans le monde à venir, on effacera toute trace du passé quand celui-ci offenserait le présent. C'est le même processus de pensée qui amène à empêcher une représentation à la Sorbonne. Je lis qu'Arianne Mnouchkine, avec qui pour une fois je suis d'accord, défend la compagnie Demodocos comme elle a défendu Robert Lepage après les attaques dont il a été victime. Si je ne peux que la féliciter pour son courage, j'ai envie de lui redire le mot de Bossuet sur ceux qui pleurent les conséquences dont ils chérissent les causes. Et si c'était précisément la déconstruction issue de Mai 68 (dont Mnouchkine fut, avec d'autres, la figure de proue), qui était maintenant responsable de cette concurrence des mémoires et de cette surenchère victimaire ? Puisqu'il n'y a plus de nation, ce pacte culturel et séculier entre les hommes, et puisque la mondialisation avale tout, chacun se replie dans son jardin identitaire. Les pieds dans le marché, le cœur à sa race.

Jour 7 : Quoi penser ?

Il est temps de rendre l'article. À part que la consultation trop intensive des sites d'actualité me donne envie de changer de planète, je ne sais pas trop quoi penser. J'ai choisi le théâtre comme un refuge impécunieux, aristocratique et libre ; un lieu tellement minoritaire qu'il me semblait inaccessible à la bêtise majoritaire. Mais cette modeste citadelle ploie, elle aussi, sous les assauts de la modernité. Je ne veux pas non plus m'enfermer dans le refus du monde – c'est trop fin de siècle et trop contradictoire avec mon besoin d'applaudissements ! Il faut trouver des chemins de traverse, loin des autoroutes de la pensée. Savoir penser contre soi-même et dire comme Léon Daudet, pourtant royaliste et cofondateur de l'Action Française : « *La patrie, je lui dis merde quand il s'agit de littérature !* » Il y a quelque chose dans l'art d'irréductible aux opinions, au « moi » politique. À nous de le préserver. •



ORSAY LE MODÈLE RACISÉ

Par Paulina Dalmayer

Jusqu'au 21 juillet, le musée d'Orsay ouvre ses portes à l'exposition « Le modèle noir, de Géricault à Matisse ». Dans une optique décoloniale, les Blancs ayant jadis fait poser des Noirs y sont tancés pour racisme. Et les artistes africains contemporains portés aux nues.

Il y a beaucoup à dire sur l'exposition en cours au musée d'Orsay, « Le modèle noir : de Géricault à Matisse ». L'ennui, c'est que ce qu'il convient d'en penser a déjà été dit et redit, avec emphase et félicitations du jury, dans tous les médias progressistes : pour la première fois dans l'histoire d'une puissance postcoloniale – en l'occurrence la France –, les modèles noirs sortent d'un honteux anonymat et acquièrent leur identité propre. Telle est la

Portrait de Madeleine (autrefois nommé Portrait d'une négresse), Marie-Guillemine Benoist, 1800.

version qu'il faut retenir quand on veut rester fréquentable. Car en réalité, l'individualité de ces êtres qui ont inspiré les plus grands maîtres n'a d'importance que du fait de la couleur de leur peau. Ils appartiennent, dans le langage de la mouvance « décoloniale », à ce qu'on appelle la « *minorité invisible* ». D'évidence, les modèles blancs, « majorité » non moins invisible dont on ignore tout, peuvent garder leur statut de parfaits inconnus. Surtout, quel musée oserait donner une orientation raciale à une exposition dédiée aux modèles, s'il ne s'agissait ouvertement de valoriser les personnes de couleur ? Ce que l'universalisme républicain nous a fait opportunément oublier, à savoir la « race », le « décolonialisme » nous le rappelle avec force, au nom même du combat contre le racisme. À l'exemple de toutes les

merveilles, du chewing-gum au Coca-Cola, la trouvaille nous est parvenue des États-Unis, où elle est en phase de devenir un dogme. Apprenons donc à voir le monde à travers le regard indigéniste, cela peut servir.

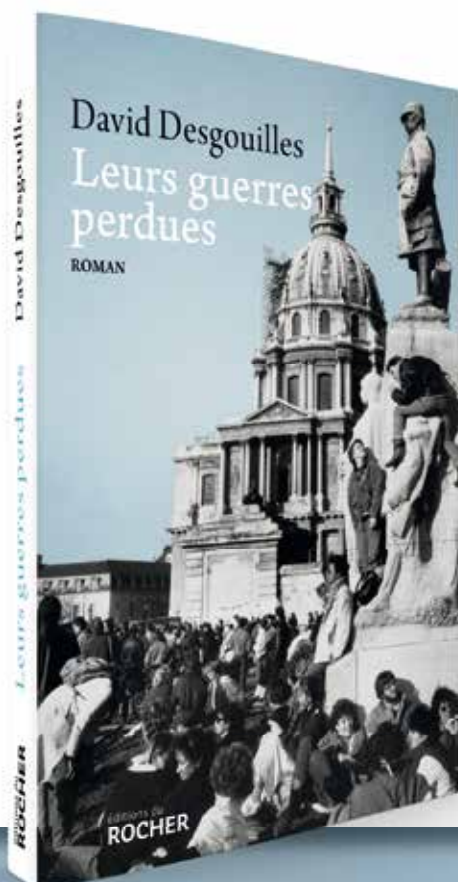
L'exposition ouvre avec le sublime portrait – coiffe blanche et sein dénudé – réalisé par Marie-Guillemine Benoist et présenté au Salon de 1800, sous le titre *Portrait d'une négresse*. C'est dire la brutalité de l'époque ! Au Louvre, où on surveille son langage, on le montrait sous le titre *Portrait d'une femme noire*. À peine mieux, ont remarqué certains, car il n'y a pas dans l'histoire de la peinture un quelconque « Portrait d'une femme blanche ». Lilian Thuram vous expliquerait à quel point cela relève du racisme, étant donné que les Blancs ne voient même pas qu'ils sont blancs, alors qu'ils voient très bien que les Noirs sont noirs. Que faire ? Les mentalités blanches évoluent dans la lenteur. Par chance, on peut compter sur les élites « woke » (de l'anglais *awake*, « s'éveiller »), entendez par là, ces Blancs qui prennent conscience de faire partie d'un système d'oppression et décidés à l'abolir. Concrètement, cela a permis d'établir que le modèle de Benoist se prénommaient Madeleine et que cette esclave affranchie née en Guadeloupe était domestique du beau-frère de la peintre. D'un coup, le racisme a reculé de plusieurs points. Justice a été rendue. Le portrait, lui, n'a pas été retouché, de sorte que quand il reviendra au Louvre, où il sera probablement affiché sous le titre *Portrait de Madeleine*, il représentera toujours une magnifique femme noire au regard

fier, saisie dans une posture que l'on peinerait à assimiler à celle de la servitude.

Seulement, les artistes non blancs – pour éviter de dire « noirs », parce qu'on ne dirait pas spontanément de Matisse qu'il était blanc, comme tous les grands peintres de l'Histoire, hélas – pourraient-ils se satisfaire de ces menues réparations ? Question rhétorique. Ceux auxquels l'égalité entre les races tient le plus à cœur ont audacieusement saisi leurs pinceaux. Ainsi, en face de l'*Olympia* (1863) de Manet, l'exposition nous donne à admirer *Olympia II* (2013) du peintre congolais Aimé Mpane. La composition a l'immense mérite de montrer ce qu'un artiste d'origine africaine estime comme « égal » dans la façon de représenter les corps de femmes racisées et non racisées, selon le vocabulaire en vogue : dans un renversement salutaire des rôles, sa servante est blanche alors que la maîtresse est noire. Si ce n'est pas le progrès ! On pardonnera à Aimé Mpane de ne pas avoir donné de prénoms à ses modèles. Quand on est habité par la mission de mettre à bas le « *blantriarcat* », on manque forcément de temps pour penser à des fadaises comme les prénoms des modèles. •



« Le modèle noir : de Géricault à Matisse », musée d'Orsay, Paris, jusqu'au 21 juillet 2019 (fermé le lundi).



Et si la vie politique,
de la seconde présidence de
François Mitterrand à l'accession
d'**Emmanuel Macron** à l'Élysée,
était le plus picaresque
des romans ?

Un roman générationnel qui mêle avec brio
narration romanesque et analyse socio-politique

éditions du
ROCHER

LE CAVIAR VERT DE BAUMANIERE

Par Emmanuel Tresmontant



Le petit pois est le plus mystérieux de tous les légumes : c'est en l'étudiant toute sa vie durant que le moine Gregor Mendel découvrit les lois de la génétique ! À l'Oustau de Baumanière, c'est le plus délicieux de tous les légumes : récolté tous les matins, ce « caviar vert », tel qu'on le surnomme, est servi cru, juteux et naturellement sucré avec du caviar noir. Un vrai choc pour les papilles.

Aux Baux-de-Provence, le restaurant deux étoiles l'Oustau de Baumanière est un précurseur de la cuisine légumière dont Louis XIV raffolait déjà. Cette table prisée de Frédéric Dard cultive des petits pois dans son jardin portager avant de les servir crus agrémentés de caviar. Reportage.

Nous avons déjà eu l'occasion de le dire dans cette rubrique : l'une des choses qui fonctionnent encore le mieux dans notre pays, ce sont ses marchés. Que ce soit à Paris ou en province, les marchés sont une fête, un tableau impressionniste, un concentré de nos terroirs à la fois gastronomique et sociologique : toutes les classes sociales y sont représentées, dans une joyeuse effervescence qui fait lien, où les couleurs et les parfums des produits exposés se mêlent aux échanges, aux accents et aux dialogues entre les commerçants et les « vraies gens » qui ont plaisir à se retrouver là chaque dimanche, un peu comme autrefois on se retrouvait à la messe... Si Macron et ses conseillers fréquentaient nos marchés incognito, ils prendraient instantanément la température du pays, sans l'intermédiaire des sondages, et mesureraient le degré de maturité de nos concitoyens... Ainsi donc, après avoir bouloché des racines pendant tout l'hiver, nous voici soudain confrontés à la splendeur du printemps, dont les asperges, les petits pois et les fraises sont l'emblème... Personnellement, j'ai toujours eu une passion pour le petit pois, qui est l'un des plus vieux légumes connus, puisqu'on a retrouvé sa trace dans d'antiques poteries vieilles de 9 000 ans en Iran, en Palestine et en Grèce. Il était alors consommé sec et concassé. Ce n'est qu'à partir du XVII^e siècle que l'on commença à le manger frais, en Angleterre, aux Pays-Bas et en Italie. Rapporté de Gênes, il ne fut présenté que tardivement en France au roi Louis XIV qui, bravant les menaces de son médecin Fagon, en absorbait des quantités prodigieuses (jusqu'à en avoir la colique) et le fit cultiver intensivement dans son potager de Versailles. Toute la cour suivit son exemple, comme le prouve cette lettre de Madame de Sévigné : « *Le chapitre des petits pois dure toujours. L'impatience d'en manger, le plaisir d'en avoir mangé et la joie d'en manger encore sont les trois points que nos princes traitent depuis quatre jours. C'est une mode, une fureur...* » La plante se répandit alors tout autour de Paris, du côté de Clamart et de Saint-Germain-en-Laye, notamment, d'où naîtront quelques fameuses préparations culinaires comme les

« artichauts Clamart » (fond d'artichauts et de petits pois) et le « potage Saint-Germain ».

Jusqu'à Louis XVI, les rois de France prisait fort les « petits pois au naturel » qu'Alain Ducasse a remis à la carte de son restaurant Ore, à Versailles et qui sont un modèle d'équilibre diététique : les petits pois étant dressés sur une crème de petit pois au fond de volaille, au beurre et à l'oignon, le tout assaisonné d'huile d'olive, de crème fraîche et de fleur de sel. Les « petits pois à la française » sont quant à eux l'un des plats historiques de la grande cuisine bourgeoise dont se régalaient nos grands-parents : on les cuit doucement avec un cœur de laitue, des petits oignons blancs, du cerfeuil et du beurre (sans lardons !). Plus les petits pois sont fins et frais, plus ils sont digestes. Riches en fibres, ils contiennent plus de protéines, de glucides, de sels minéraux et d'antioxydants que la plupart des autres légumes, mais on a tendance à effacer ces vertus en les cuisant trop et en les récoltant trop gros (ils sont alors farineux, durs et amers), pour ne rien dire des surgelés qui n'ont quasiment plus aucun goût. L'idéal, en fait, serait de les déguster crus, en salade, fraîchement cueillis, avec, pourquoi pas, un peu de lait de coco, un jus de citron, du sel, des herbes, pour savourer tout leur jus et leur délicatesse sucrée : or, c'est justement le propre du petit pois cultivé et cuisiné à l'Oustau de Baumanière, au village des Baux-de-Provence, depuis près d'un demi-siècle... On vient du monde entier pour goûter cru ce caviar vert, le meilleur petit pois du monde, cela dit sans exagération aucune : il suffit d'ailleurs d'y aller pour s'en rendre compte.

Je donnerais tous les trois étoiles Michelin de Paris pour un repas à l'Oustau

Vous l'avez compris, amis lecteurs, le petit pois n'était qu'un prétexte pour vous amener à redécouvrir cette adresse mythique de notre patrimoine gastronomique, que les médias français s'ingénient bizarrement à ignorer, comme s'il ne s'agissait à leurs yeux que d'un de ces restaurants-musées d'autrefois, poussiéreux, où il ne se passe plus rien.

En ce qui me concerne, je donnerais sans hésiter tous les trois étoiles Michelin de Paris pour un repas à l'Oustau (qui ne possède que deux étoiles, ce qui est évidemment une anomalie). Car la force de ce lieu est aussi sa faiblesse. Comme nous le dit Jean-André Charial, 74 ans, propriétaire de ce moulin provençal de 1634, « *pour un Parisien, il est plus facile d'aller chez Passard que chez nous* »...

Imaginez un peu. En 1945, quand André Thuillier, le grand-père de Jean-André Charial, a fondé ce →



Géant tout en muscles originaire de Bretagne, Glenn Viel ne fait que dans la finesse pour sublimer les saveurs véritables et non frelatées de la Provence. Avec lui, le restaurant préféré de Frédéric Dard retrouve la bonté et la générosité de ses origines.

restaurant gastronomique – dans le Val d’Enfer, un chaos de rochers qui aurait inspiré à Dante le décor de la *Divine Comédie*, situé à flanc de falaise, sous le village des Baux-de-Provence, qui surplombe la Camargue –, il n’y avait rien qu’une route départementale, la D27, et c’est toujours le cas. Le génie visionnaire de Thuillier est d’avoir compris à l’époque que ce site sublime et perdu, fouetté par le mistral et grillé par le soleil, deviendrait un refuge qui allait éblouir une foule de gens aspirant au calme, loin de la fureur des villes.

C’est exactement ce qui advint : Cocteau vint y tourner son film *Le Testament d’Orphée*, et entraîna dans son sillage Picasso, Chagall, Pagnol, Maurice Druon, Churchill, la reine d’Angleterre, le président Truman, Elizabeth Taylor. Aujourd’hui, plus que jamais, la solitude sauvage de l’Oustau répond à notre besoin d’isolement et de silence, de paix et de beauté. Combien coûte une psychothérapie ? Ici, on se ressource en contemplant la beauté. À Paris, un repas dans un bistrot quelconque dépasse les 50 euros, et il est rare qu’on se régale. À l’Oustau, le premier menu est à 95 euros. Certes, c’est une somme, mais tout y est sublime, la cuisine, le service et la terrasse, et après le déjeuner, on peut rester tout l’après-midi à siroter son café au bord de la piscine

en contemplant le paysage, sous les abricotiers.

Frédéric Dard, qui adorait l’Oustau de Baumanière, a écrit un texte merveilleux à ce sujet que tous les journalistes gastronomiques se devraient de connaître par cœur : « *Baumanière n’est pas une hôtellerie, c’est une récompense. Un lieu d’exception qu’il faut mériter. Je plains de toute mon âme ceux qui s’y rendent en “clients”, uniquement parce que la table y est somptueuse, le cadre magnifique et le service d’une rare perfection ; j’éprouve une grande mélancolie en songeant que des gens arrivent à Baumanière uniquement pour vérifier si les étoiles que lui accorde le Guide Michelin depuis plusieurs décades sont justifiées et j’ai honte de ceux qui viennent y chercher les traces de la reine d’Angleterre, du général de Gaulle et de cent autres illustrissimes qui glissèrent leurs augustes pieds sous la meilleure table de France. Car pour moi, l’Oustau est une philosophie : celle du raffinement poussé jusqu’au sublime ; l’Oustau est un endroit secret, en marge de la vie, résultant de la rencontre d’un site et d’un homme aussi exceptionnels l’un que l’autre. Quelle fabuleuse union que celle de ce vallon oasis modelé par Dieu dans un paysage lunaire et de cet être pétri de génie et de gentillesse qu’est Raymond Thuillier ! [...]* L’une des caractéristiques de

l'homme, c'est qu'il est fier de ce qu'il aime. Je suis fier de Baumanière. »

Jean-André Charial, qui fut aux fourneaux pendant des décennies, et dont la passion est de reconquérir la troisième étoile Michelin perdue en 1991, me raconte que ce qui le frappait chez Frédéric Dard, outre la générosité (il distribuait des liasses de billets au personnel...), c'était la fidélité : « *Dard aimait ce lieu, il y venait constamment et n'éprouvait pas le besoin d'aller voir ailleurs. Il serait effrayé par la mentalité actuelle, basée sur le zapping, qui consiste toujours à comparer, à mettre en compétition les restaurants et à chercher à obtenir le meilleur prix...* »

Autrefois, les riches mangeaient de la viande et les pauvres des légumes. Aujourd'hui, c'est le contraire

Ce que les médias, dans leur suivisme congénital, se gardent également de mentionner, c'est à quel point l'Oustau de Baumanière fut précurseur dans bien des domaines. Ainsi, on parle désormais chaque semaine de cuisine légumière, comme si Alain Passard et Alain Ducasse l'avaient inventée. « *Nous avons été les premiers, dès 1970, à créer des jardins potagers, autour du restaurant, j'ai été le premier, en 1987, à proposer un menu végétarien 100 % légumes, ce qui m'a valu à l'époque d'être ridiculisé dans la presse, et nous avons toujours fait une cuisine locale, à partir de produits régionaux* », confie Jean-André Charial. Rien à faire, « *il ne se passe rien à l'Oustau* », me disait encore récemment le rédacteur en chef d'un hebdomadaire célèbre toujours à l'affût de « *ce qui fait le buzz* ».

Autrefois, les riches mangeaient de la viande et les pauvres des légumes. Aujourd'hui, c'est le contraire : le légume est devenu un marqueur social, synonyme de cuisine minceur et diététique, pendant que les pauvres se replient sur le sucre et le gras ; les grands chefs, de leur côté, s'emploient à sublimer les légumes, dont la préparation (loin de se réduire à l'eau bouillante) s'apparente désormais à une cuisine hyper technique : infusion, déshydratation, extraction, mixages, fermentations... On fait se rencontrer la poire et l'aubergine, on invente des vinaigrettes à la fraise, des moutardes au coing, des desserts à l'avocat-kiwi... Pourquoi pas ? Fleurs de courgettes, haricots verts, tomates, asperges, artichauts, pourpier, poireaux, carottes, amandes, abricots, figues, cerises, melons, blés (pour fabriquer le pain du restaurant !)... À l'Oustau, les jardins potagers, également peuplés de poules, de cochons et de ruches pour le miel, sont travaillés en bio, avec des engrais naturels, et recouverts de foin pour empêcher les mauvaises

herbes de pousser. Ces havres de paix, où les cuistots viennent faire la sieste dans des hamacs suspendus entre deux arbres, fournissent des fruits, des légumes et des céréales d'une qualité exceptionnelle, à commencer par le légendaire petit pois, récolté chaque jour, d'avril à juin, et tamisé, afin de ne garder que les plus petits. Surnommé le « caviar vert » par Jean-André Charial, il est servi cru en entrée avec un léger assaisonnement et du caviar noir, le tout accompagné d'un sensationnel blini maison au citron : la rencontre des deux caviars qui mêlent leur goût frais et iodé est assez fulgurante ! Récoltés le matin même, tous les légumes sont servis simplement, crus, cuits, tendres et croquants, avec un filet d'une délicieuse huile d'olive au fruité noir du domaine de Castelas, AOC Vallée-des-Baux.

Taillé dans le granit pour décrocher la troisième étoile Michelin, qui a fait la gloire de l'Oustau de 1954 à 1991, un nouveau chef a été embauché par Jean-André Charial : Glen Viel, 39 ans, Breton gigantesque de 1,90 m pour 105 kg. Une tornade, un concentré d'énergie. Sa relation avec Jean-André Charial, dans le rôle du gardien du temple qui canalise l'énergie de son poulain, évoque un peu le tandem formé par Jean Gabin et Alain Delon dans *Le Clan des Siciliens*. « *Le boss m'a demandé de lui ramener la troisième étoile : c'est ma mission et je mets mes tripes pour l'honorer. Cet homme est exceptionnel, il me donne toute liberté pour exprimer ma créativité, sans jamais parler d'argent, je dois simplement assurer la continuité et garder à la carte les plats qui ont fait l'histoire de l'Oustau : le millefeuille à la vanille, la crêpe soufflée, le rouget de roche onctueux aux écailles croustillantes, le gigot des Alpilles en croûte.* »

Le Breton est tombé amoureux de la Provence, la vraie, pas celles des touristes. Il a appris à en exprimer la quintessence poétique, à travers des plats ciselés, servis pas trop chauds, conçus pour être dégustés dans l'instant, avec rapidité. Le gaillard a une idée par minute, ce qui peut d'ailleurs agacer le pater familias. La dernière, c'est la disparition du sel, qu'il remplace par une concentration des goûts, comme sa fabuleuse langoustine qu'il relève avec un jus corsé saupoudré de citron brûlé et de têtes de langoustines séchées et condensées (on dirait un gros caillou noir) râpées (goût étonnant d'ail noir cuit).

Avec ces deux-là, la France tient l'un de ses plus grands restaurants, et le plus sous-coté, assurément...

www.baumanière.com

À un kilomètre en contrebas, le bistrot La Cabro d'Or, fondé en 1961 par Raymond Thuillier, propose également les somptueux légumes des potagers de l'Oustau. Le prix du menu déjeuner y est plus accessible : 59 euros.

Le chef, Michel Hulin, formé par le grand Michel Guérard, y officie depuis dix-huit ans. Sa cuisine goûteuse et généreuse mérite aussi largement une étoile. •

TANT QU'IL Y AURA DES FILMS

Par Jean Chauvet

« Le critique de cinéma, c'est l'inspecteur des travaux finis », disait François Truffaut. Chaque mois, Jean Chauvet parlera des chantiers en cours.

Le clan du départ

***L'Adieu à la nuit*, d'André Téchiné
Sortie le 24 avril 2019**

Nous sommes en 2015. Lui, c'est Alex (Kacey Mottet-Klein), un jeune homme qui prétend aller refaire sa vie au Canada. Elle, c'est Muriel (Catherine Deneuve) sa grand-mère qui découvre rapidement que son petit-fils s'est converti à l'islam et qu'embrigadé par Daech, il s'apprête en vérité à rejoindre la Syrie. À l'exception notable de *Mon cher enfant*, le film passé inaperçu de Mohamed Ben Attia, le cinéma français de fiction a jusqu'à présent maltraité le sujet auquel s'est attaqué André Téchiné avec son nouveau film, *L'Adieu à la nuit*. Le résultat est d'autant plus recommandable qu'on

n'attendait pas forcément l'auteur des *Roseaux sauvages* sur le thème de la radicalisation et du djihadisme en France. Loin de jouer la carte purement documentaire, il conserve les habits de la pure fiction pour dresser un tableau familial des plus complexes. Il pulvérise, mais tout en douceur, les clichés en cours autant que les exonérations faciles. Téchiné a ainsi l'intelligence de ne pas planter son histoire dans une banlieue que le cinéma français adore autant qu'il méconnaît. Deneuve dirige ainsi un centre équestre dans un coin perdu des Pyrénées-Orientales, paysages sublimes garantis, avec au programme chevaux et sangliers, sur fond d'éclipse de lune. Un paradis pour cow-boys comme le suggère malicieusement la chemise à gros carreaux qu'arbore une Deneuve définitivement crédible dès la première scène. Autant dire que le monde que veut fuir son petit-fils n'est pas l'enfer habituellement évoqué du matérialisme débridé. On coule à l'abri de ces montagnes du Sud-Ouest des jours tranquilles. Loin du bruit et de la fureur des cités qui légitimerait tout selon la doxa en cours. Le futur djihadiste l'écrit à sa grand-mère : en quittant ce cadre de vie, il fait ses « adieux à la nuit », comme le titre le rappelle. Autant dire que sa boussole interne est dérégulée et qu'il voit le monde à l'envers. Tout lui est donné, y compris la possibilité de se comporter en voyou. Il ne recule devant rien, ni le vol domestique, ni le mensonge familial, pour financer son futur voyage. Ni enfant perdu ni déséquilibré mental, il entre dans ses propres ténèbres avec une obstination glaçante et une détermination que son proche entourage religieux se charge de galvaniser à tout instant. Et Téchiné se garde bien d'en faire un héros de l'époque ou une victime sinon de lui-même et de ses fantasmes. Face à lui se trouve une grand-mère courage aussi résolue que son petit-fils est aveugle et sourd. Aussi résistante qu'il le faut pour les siens quand ils sont prêts à vous quitter et à perdre leur vie pour des chimères. Alors elle se bat, comme chacun d'entre nous le ferait assurément. Aimer à perdre la raison ou presque, tel sera son programme pour éviter le pire. Cette femme refuse absolument la fatalité de la mort annoncée d'un fanatique. Elle ira jusqu'au bout : pas de liberté pour les ennemis de la liberté, semble-t-elle dire quand elle enferme son petit-fils avec ses chevaux. L'indomptable devra bien céder. Téchiné nous épargne ainsi les affres de la thèse sociologique pour nous ramener à l'essentiel :



entre la nuit et les lumières, le choix est vite fait, y compris pour autrui dès lorsqu'on l'aime, qu'il est la chair de votre chair. Téchiné est du côté de Renoir : il laisse sa chance à chacun de ses personnages, il ne les juge pas a priori. Mais, la « règle du jeu » est claire dans ces conditions : il existe toujours un moment de bascule où il faut choisir son camp. D'où l'importance du montage parallèle entre une fête de famille joyeuse, décomplexée, libre, et la réunion absolument mortifère des jeunes fanatiques candidats virtuels au suicide. Jusqu'à la fin, que l'on se gardera bien de révéler ici, Téchiné garde sa note, c'est-à-dire sa volonté de raconter une histoire et non de décrire une situation. C'est ce qui s'appelle le cinéma. •



L'Adieu à la nuit,
d'André Téchiné.

La défaite du retour

***Nous finirons ensemble*, de Guillaume Canet**
Sortie le 1^{er} mai



Le gang Canet-Cotillard-Lellouche and co a donc de nouveau frappé. Après le terrifiant *Les Petits Mouchoirs*, voici les mêmes personnages quelques années plus tard avec ce *Nous finirons ensemble*, titre parfaitement vulgaire. C'est l'anti-Pialat et son *Nous ne vieillirons pas ensemble*. Les deux programmes sont antinomiques, les deux films à l'opposé. Les bobos-bofs de Canet se retrouvent toujours sur la même plage de luxe d'une France absolument hors-sol, dont les seuls frissons portent manifestement sur la découverte de l'homosexualité chez les pères de famille. Livrés à eux-mêmes, sans véritable scénario à défendre, sans personnages vraiment écrits, les acteurs cabotent allégrement, François Cluzet en tête. Ici pas de gilets jaunes, mais juste des gilets de sauvetage en mer pour une scène de chantage à l'émotion à la suite d'une disparition d'un

enfant dans les flots déchaînés. On imagine aisément la retenue dont est alors capable Marion Cotillard dans le rôle de la mère folle d'angoisse... Tout est à l'avenant dans ce pur produit d'une certaine tendance du cinéma français, comme disait Truffaut en son temps. Le fric y ruisselle depuis les maisons et voitures de luxe jusqu'au cachet des acteurs, en passant par une idéologie de classe. Quant au spectateur, il ne reçoit rien, sinon le sentiment d'être méprisé par un film qui finit par faire rire tant il est ridicule. •



Nous finirons ensemble, de
Guillaume Canet.

Le sentiment du surplace

***Venise n'est pas en Italie*, d'Ivan Calbérac**
Sortie le 29 mai



« *Venise n'est pas en Italie, Venise c'est chez n'importe qui, c'est n'importe où et foutez-vous des gondoliers...* » Cela, c'est ce que chantait Reggiani. Repris par Ivan Calbérac (sans jamais qu'on l'entende dans le film), ce titre sert de prétexte à une comédie poussive et pas drôle. Avec juste un alibi moralisateur sur l'infinité durement des riches et l'insondable bienveillance des pauvres. Le reste est un road movie familial entre la France et l'Italie, avec une énième famille dysfonctionnelle qu'on croirait tout droit sortie d'un feuilleton télévisuel. Ce voudrait être une version trash de *L'Effrontée* de Claude Miller et on se retrouve face à des Tuche de luxe. Or, au milieu trône un acteur-roi, Benoît Poelvoorde, dont on se demande bien pourquoi il s'entête à cautionner des comédies affligeantes et indignes de lui. On sait depuis *Podium* et *Les Portes de la gloire*, notamment, que son potentiel comique est aussi énorme que l'insondable détresse humaine dont il peut être l'expression le temps d'un regard. Il faudrait que l'admirateur déclaré de Léon Bloy trouve enfin son écrin au cinéma et le cinéaste qui va avec, loin des pochades qui nous rendent tristes. •



Venise n'est pas en Italie, d'Ivan
Calbérac.

LES CARNETS DE ROLAND JACCARD

CAMILLE PAGLIA N'EST PAS UNE OIE BLANCHE



1. LA PREMIÈRE INTELLECTUELLE ROCK'N'ROLLIENNE

Rien n'est plus surprenant que la méconnaissance des féministes françaises et, d'une manière générale, des intellectuels, même les plus farouchement opposés au féminisme, de Camille Paglia. Pourtant, cette libertaire américaine professeur d'histoire de l'art à l'université de Philadelphie, proche de Madonna, devrait susciter des passions contradictoires tant elle est atypique et rebelle à toutes formes de conformisme. Elle traite des mythologies contemporaines et pourfend le puritanisme du féminisme actuel. Elle fait hurler les bien-pensants par ses prises de position sur le viol, le harcèlement sexuel, la prostitution, la pornographie. Avec elle, l'Amérique politiquement correcte a trouvé son épouvantail et la France n'est pas en reste, qui l'ignore pendant des décennies avant de décréter qu'elle était aux femmes ce que Hitler était aux juifs. À titre personnel, je la comparerais volontiers à Dorothy Parker dont le poème « Je hais les femmes » est un chef-d'œuvre du genre.

Quand, avec mon ami Jean-François Duval, nous avons rencontré Camille Paglia, nous lui avons posé la question suivante : « Diriez-vous que vous êtes une professeur d'université du troisième type ? »

« Oui, je suis née en 1947 et le rock'n'roll a grandi avec moi. C'est ma musique et je dirais même que le rock a formé mon cerveau, créé des connexions de neurones, si bien que par les techniques d'imagerie cérébrale on pourrait voir comment quarante années à écouter du rock ont modifié mes circuits cérébraux. Littéralement, je crois que je suis la première intellectuelle rock'n'rollienne. La seule qui ait été capable d'intégrer les hautes formes de l'art de l'Antiquité avec la culture hollywoodienne. Mon sens de l'histoire vient de Ben-Hur, un film que j'ai vu en 1959. Parce que Ben-Hur, comme Les Dix Commandements ou La Tunique, ces chefs-d'œuvre hollywoodiens, ne marque pas du tout l'effondrement de la culture occidentale : ils témoignent de la magnifique persistance du paganisme antique dans la culture populaire. Il y a une grande continuité de la culture pop depuis l'homme des cavernes jusqu'aux Rolling Stones qui sont toujours pour moi le plus grand groupe rock'n'roll du monde. »

2. À PROPOS DES FEMMES BATTUES

Nous avons alors voulu savoir pourquoi elle, fémi-





niste radicale, suscitait de telles réactions de haine, notamment lorsqu'elle parle des femmes battues. Elle nous a répondu :

« Je suis totalement contre l'idée que la femme est une oie blanche offerte sans défense possible à la brutalité de son compagnon... non, non et non ! Aujourd'hui les femmes sont largement indépendantes sur le plan financier. Sauf à faire preuve de lâcheté, n'importe quelle femme peut marquer très clairement les limites à ne pas franchir et plaquer dans la minute le type qui la bat. Tout le malheur de ces femmes vient de ce qu'elles accordent une seconde chance, voire une troisième... En fait, les femmes ne savent pas ce qu'elles veulent. Les hommes, eux, le savent, parce que dans ces instants ils sentent bien qu'ils bandent. Ils ont un marqueur qui leur révèle leur propre désir. Les femmes, non. Donc, souvent, elles ne savent pas où elles en sont avec leur désir.

– Et que pensez-vous des femmes actuelles ?

– Le pire. Elles ont déserté le champ de bataille de l'indispensable guerre des sexes pour se couler dans le moule masculin. Elles sont passées dans le rang de l'ennemi sans même s'en rendre compte ! C'est le modèle Hillary Clinton, la femme d'affaires avec attaché-case au poing. Il y a quelque chose de complètement stérile dans cette image-là de la femme. »

3. SADE CONTRE ROUSSEAU

« Vous préférez l'image de la prostituée ?

– Évidemment ! Le modèle féminin, c'est la prostituée. Les féministes conventionnelles sont des ânes.

Pour elles, la prostituée est une victime que le mâle achète. Moi je dis au contraire : la prostituée est celle qui impose sa loi aux hommes. À lui de payer pour se concilier la présence d'une femme ! Lors d'un débat à la télévision, un psychiatre m'a dit : "Je n'ai jamais vu une prostituée heureuse." Je lui ai rétorqué : "Moi, je n'ai jamais vu un psychiatre heureux !" Et n'oublions pas que la prostituée est une brillante analyste, non seulement dans sa capacité à échapper à la loi, mais aussi dans l'intuition qu'elle a de cette pléiade unique de conventions et de fantasmes qui produit un orgasme chez un inconnu. Ajoutons à cela que c'est une femme d'affaires avertie : les mères maquereilles des maisons closes, avec les abbesses du Moyen Âge, furent les premières femmes chefs d'entreprise.

– Une dernière question : que pensez-vous de l'écologie ?

– Encore une arnaque ! La nature n'est pas la victime d'une humanité polluante, mais une gigantesque force autopurgative qui alterne entre création et destruction. »

Inutile de préciser qu'entre Sade et Rousseau, Camille Paglia choisit Sade. Sa voix tonitruante de flingueuse résonne dans l'air confiné de l'université. D'ailleurs – et qui peut lui donner tort ? –, ne devrait-on pas ricaner face à ces femmes qui sont incapables d'anticiper le danger ou de survivre à une mésaventure sexuelle, voire à une simple agression sexuelle, sans aller pleurnicher auprès des représentants de l'autorité ? En l'absence de guerre, inventons-en une ! Voilà ce qui se passe quand on transforme l'université en village de vacances où le client est roi. •



ZE NIOU CHÂTELET

**Plus que le critique, le comédien, le musicien et le danseur,
c'est l'ouvreuse qui passe sa vie dans les salles de spectacle.
Laissons donc sa petite lampe éclairer notre lanterne !**

Acte V. Vous avez manqué les quatre premiers ? Je résume. Acte I : en 1862, le baron Haussmann inaugure place du Châtelet un gros théâtre spécialisé dans les effets spéciaux – genre *Tour du monde en quatre-vingts jours*, affiché 3 000 fois entre 1876 et 1940. Acte II : éruptions et naufrages font moins recette au théâtre à cause du cinéma ; après quelques classiques comme *Petrouchka*, *L'Après-midi d'un faune* ou *Parade* de Cocteau et Satie, le Châtelet se met au régime *Chanteur de Mexico* et *Rose de Noël*. Acte III : en 1977, Paris qui n'avait plus de maire depuis un siècle élit Monsieur Chirac, lequel se laisse convaincre de transformer le mouiroir de l'opérette en temple de l'« élitisme pour tous ». Deux kilomètres à l'est, Monsieur Mitterrand rate son Opéra populaire, place de la Bastille. Du coup, Monsieur Chirac ne passe plus pour un ringard analphabète, mais pour l'ami des artistes

– les Patrice Chéreau, les Pierre Boulez, les Daniel Barenboim, qui boycottent la Bastille et défilent au Grand Théâtre Municipal du RPR, succès complet. Acte IV : au patron Stéphane Lissner promu au Festival d'Aix en 1998, lui succède un gars encore plus fort, Jean-Pierre Brossmann, mais la guerre des chefs n'a plus lieu. Élu en 2001, Monsieur Delanoë ne vise pas l'Élysée. Le Châtelet ne sert plus de tremplin vers le trône quand l'Hôtel de Ville y nomme un ancien de chez Disney, qui réussit quelques jolis coups à la gloire de l'Oncle Sam comme *An American in Paris* et *Singin' in the Rain*.

En 2017, Madame Hidalgo ferme la salle pour travaux et trouve une nouvelle équipe encore moins « élitiste pour tous » que la précédente : Ruth Mackenzie, ex-Miss Culture des JO de Londres, et Thomas Lauriot, gestion-



naire. Le 27 mars dernier, nous voici donc convoqués à l'Hôtel de Ville pour la présentation du Châtelet futur. Acte V (2019 et au-delà) : « *Les publics issus de milieux moins aisés et ceux issus de la diversité des communautés sont prioritaires pour nous. Les citoyennes et les citoyens, de par leurs origines diverses, ont une culture mondiale.* » Diversité au sens administratif : Neuf-Trois et Big Bizness. Neuf-Trois : en ouverture le 13 septembre prochain, sur le parvis de l'Hôtel de Ville, clowns et acrobates se mêleront aux « Marionnettes géantes du Mozambique » fabriquées... à Saint-Ouen ; en octobre, Abd al Malik, « *porteur de révolte* », nous dit le programme, initiera *Les Justes* de Camus au slam et au rap de la Seine-Saint-Denis. Big Bizness : nouveau QG du « soft power » depuis Delanoë, le Châtelet se rêve Broadway. La direction 2019 ne se contente pas de reprendre *An American in Paris* fin novembre ; les spectacles de

la saison prochaine, des ballets pour l'essentiel, adorent la langue de Bill Gates : *A Quiet Evening of Dance*, *Last Whispers*, *Saul* (oratorio de Haendel mis en scène par Barrie Kosky, une perle empruntée au Festival de Glyndebourne), *This is how you will disappear...*

Saison citoyenne (« nous souhaitons réduire le déficit démocratique »), solidaire, inclusive, participative, féministe et volontariste (« changer la vie des Parisiens, changer Paris, changer peut-être même les formes d'art »). À l'entracte, champagne bio et sandwichs sans gluten emballés dans le renouvelable. On ne nous a pas encore dit, dans leurs jolies chasubles en coton équitable, combien seront payées les ouvreuses. Beaucoup, je présume. Sans borne sera la bienveillance égalitaire et progressiste du théâtre-monde. •

DERNIÈRES PLACES !

TARIF EXCEPTIONNEL
JUSQU'AU 30 JUIN 2019

890€
/PERS.*
au lieu de 998€/pers.

VALEURS
ACTUELLES

LES VOYAGES DE

VOYAGE ÉVÉNEMENT

GUERRES DE VENDÉE

DU 12 AU 15
SEPTEMBRE 2019

CIRCUIT DE
4 JOURS / 3 NUITS



Vous serez accompagné
par **Reynald Secher**, historien
et écrivain, spécialiste de la
guerre de Vendée

Mars 1793 : 600 paroisses au sud de la Loire se soulèvent pour défendre leurs "bons prêtres", persécutés par le régime révolutionnaire. C'est le début des guerres de Vendée. Derrière des chefs issus du peuple et d'anciens officiers, une armée de paysans va résister avec foi et courage durant 3 ans. À travers des visites et des explications passionnantes, découvrez cette période tragique de l'histoire de France, en compagnie de l'historien **Reynald Secher**.

LES TEMPS FORTS DU VOYAGE :

Le grand parc du Puy du Fou, la "Cinésclénie", le Pin-en-Mauges, l'abbatiale de Saint-Florent-le-Vieil, la basilique de Saint-Laurent-sur-Sèvre, le mémorial de la Vendée...

COMPLÉTEZ, DÉCOUPEZ ET ENVOYEZ CE COUPON À : ICTUS voyages - 18, rue Gounod - 92210 Saint-Cloud

**Programme détaillé,
renseignements et
inscriptions :**

Ictus Voyages
Tél : 01 41 12 04 80
contact@ictusvoyages.com

OUI! Je souhaite participer au voyage en **Vendée**

☐ Mme ☐ M. NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone :

E-mail :@.....

Conformément à la loi « Informatique et Liberté » du 6 janvier 1978, nous vous informons que les renseignements ci-dessus sont indispensables au traitement de votre commande et que vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de rectification des données vous concernant.
*Se référer à la brochure pour le détail des prestations et les conditions générales de vente. Licence N° IM 092100065.



RETROUVEZ VOS VOYAGES AVEC LA RÉDACTION DE VALEURS ACTUELLES SUR : ABO.VALEURSACTUELLES.COM/VOYAGES.HTML

ÉCOLE DE JOURNALISME

[PRESSE ÉCRITE] [WEB] [RADIO] [TÉLÉVISION]



L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE **JOURNALISME**

NOUVEAU en 2019 : HEJ PARIS

- ● ● Pour la prochaine rentrée, notre école de Paris vous accueille.

Inscription : 8, rue Édouard Lockroy - 75011 Paris
Tél. : 09 72 63 30 03



**DIPLÔME EUROPÉEN D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
BAC+3 / BAC+4** Formation FEDE - Fédération Européenne Des Écoles

4^E ANNÉE DE SPÉCIALISATION EN JOURNALISME SPORT - ESPORT

PARIS

8 rue Edouard Lockroy
75011 Paris
Tél. : 09 72 63 30 03

LYON

185/187 rue Léon Blum
69100 Villeurbanne
Tél. : 04 78 35 78 56

MONTPELLIER

2 rue Patrice Lumumba
34070 Montpellier
Tél. : 04 67 81 96 25

www.hej.fr - 09 72 64 02 80